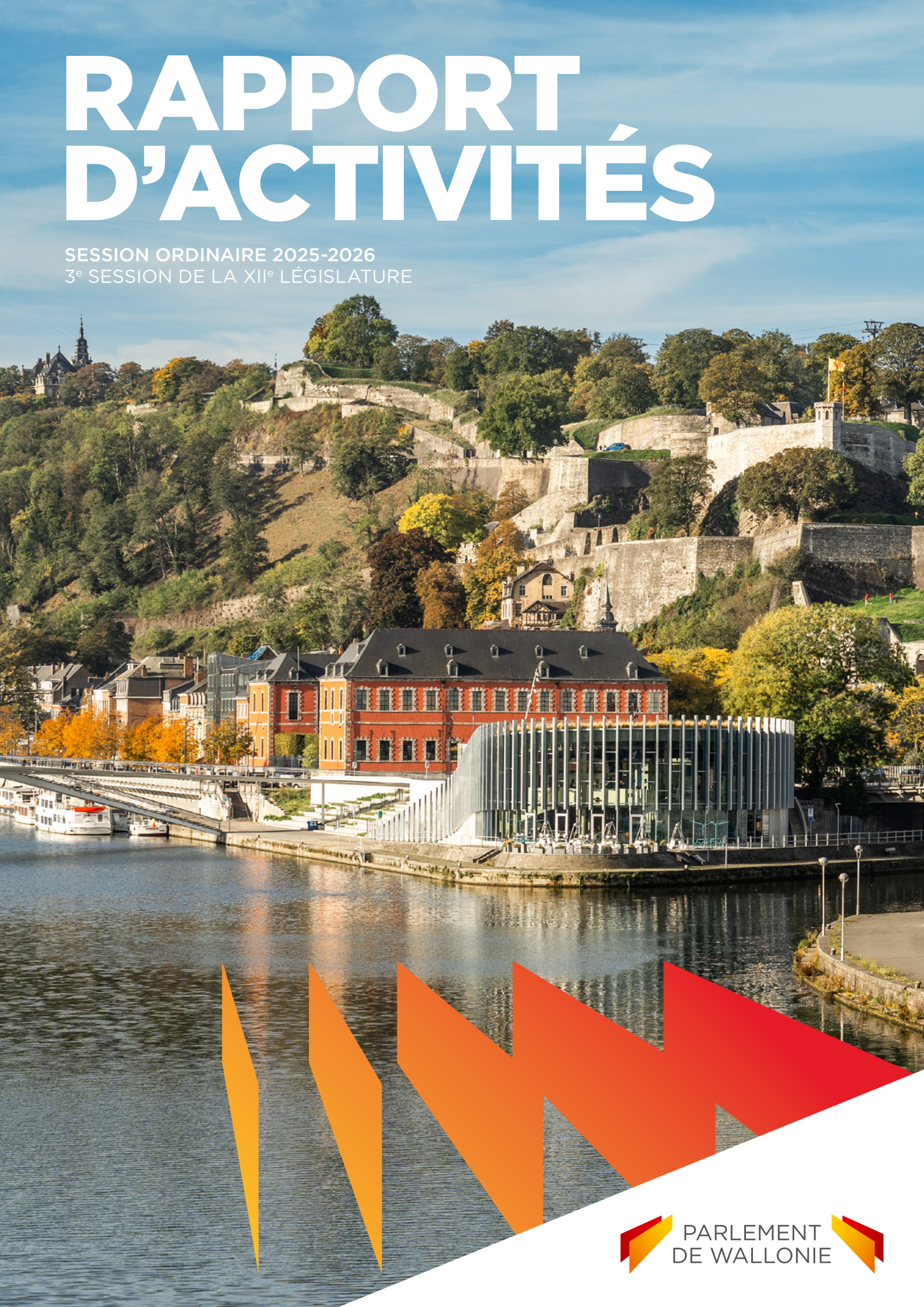
RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2025-2026
3e SESSION DE LA XIIe LÉGISLATURE



PARLEMENT
DE WALLONIE

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement de Wallonie
(www.parlement-wallonie.be) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe
(courriel : doc@parlement-wallonie.be – tél. : 081.25.16.77)
Photos couvertures ©Sébastien Roberty


PARLEMENT
DE WALLONIE

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 4

VORWORT 5

EN CHIFFRES 6

COMPOSITION 8

1. Changements 9
2. Députés ayant prêté serment en allemand 9
3. Sénateurs désignés par le Parlement de Wallonie 9
4. Groupes politiques 10
5. Plan de salle 11
6. Portrait des parlementaires 12

REGARDS SUR 2025-2026 14

ORGANISATION ET GESTION 18

1. Organisation 19
   - Présidence et Vice-Présidence 19
   - Bureau 19
   - Conférence des présidents 20
2. Gestion 21
   - Règles budgétaires et comptables 21
   - Budget de fonctionnement 22
   - Contrôle de la Commission de la comptabilité 22
   - Régime de pension des députés 23

ACTION PARLEMENTAIRE 24

1. Généralités 25
2. Séance plénière 25
3. Commissions 25
4. Pouvoir législatif 39
5. Principales thématiques abordées durant la session 2025-2026 41
6. Contrôle de l'action du Gouvernement 52
7. Résolutions 54
8. Pétitions 55

RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ 56

OUVERTURE 57
1. Visites 57
2. Actions pédagogiques 58
3. Accueil de la société civile – Occupation de locaux 59
4. Rapport du Médiateur 61

TRANSPARENCE 62
1. Suivre les débats 62
2. Suivre le Parlement sur les réseaux sociaux 62
3. Suivre les décisions du Bureau 63
4. Suivre les représentants d'intérêt 63

RELATIONS EXTÉRIEURES ET DIPLOMATIE 64

1. Relations bilatérales 65
2. Missions à l'étranger 69
3. Relations avec l'Union européenne 70
4. Participation à des réunions internationales et interrégionales 72
   Assemblée interparlementaire Benelux (Parlement Benelux) 72
   Conseil parlementaire interrégional 72

L'ADMINISTRATION DU PARLEMENT 76

1. Vision 77
2. Missions 78
3. Organigramme 78
4. Conseil du personnel 81
5. Police militaire 81
6. Statut des agents du Greffe 82

IN MEMORIAM 84

ANNEXES 85

WILLY BORSUS,
PRÉSIDENT DU PARLEMENT DE WALLONIE

AVANT-PROPOS



Cette année parlementaire a été marquée par une activité particulièrement dense, soutenue et exigeante. À travers ce rapport, vous pourrez mesurer la vitalité de notre institution qui exerce pleinement ses missions : légiférer, contrôler l'action du Gouvernement et représenter les citoyennes et les citoyens wallons.

Au cours de cette session, les séances plénières, les travaux en commission et les nombreuses initiatives de contrôle ont témoigné de l'engagement permanent des membres de notre assemblée. Des parlementaires qui examinent les projets et propositions de décret, interrogent les ministres, formulent des recommandations et débattent des enjeux qui touchent directement la vie des Wallonnes et des Wallons.

Ce travail quotidien s'inscrit aujourd'hui dans un contexte global particulièrement complexe et inquiétant. Les conflits qui frappent le monde — y compris en Europe —, les tensions géostratégiques mondiales ainsi que les défis sociaux, économiques, climatiques et environnementaux imposent à notre assemblée d'agir avec un grand sens des responsabilités.

Face à ces enjeux et à une polarisation croissante de la société, notre institution doit demeurer un pôle de stabilité, d'analyse et de dialogue. Même si nos débats sont naturellement vifs et incisifs, nous devons veiller à éviter l'écueil de l'hyper-conflictualisation ou la tentation de la « surmédiatisation » ou de la simple statistique. La valeur du travail parlementaire doit se mesurer d'abord à la qualité des décisions prises !

La vitalité d'un Parlement se mesure également à sa capacité à être à l'écoute. Nos commissions ont largement auditionné experts, représentants du monde associatif, acteurs de terrain, organisations professionnelles et citoyens. Les pétitions constituent une autre voie majeure d'expression que notre assemblée continue de valoriser.

Parce qu'un Parlement vivant est aussi un Parlement ouvert, nous avons poursuivi et amplifié les initiatives permettant aux citoyens de mieux connaître leur institution et de se l'approprier. Qu'il s'agisse de l'accueil de visiteurs, de programmes d'immersion démocratique, d'événements culturels ou de la diplomatie parlementaire, notre Parlement n'est pas une institution isolée. Il se veut accessible, visible et connecté à la société comme au monde qui l'entoure.

Cette année aura également été celle de la poursuite d'un travail important de modernisation et de responsabilisation de notre institution. La transparence, la rigueur budgétaire et le contrôle constituent des évidences institutionnelles. Les règles budgétaires et comptables, le contrôle annuel des comptes par la Cour des comptes et la réforme du régime de pension des députés s'inscrivent pleinement dans cette volonté de renforcer la confiance. Une confiance qui ne se décrète pas, qui se construit et se mérite, jour après jour.

C'est le sens du travail engagé au Parlement de Wallonie. Un travail réalisé avec exigence et responsabilité qui ne doit cependant jamais nous faire perdre de vue l'essentiel : faire vivre une véritable démocratie efficiente, solide, exigeante et proche des citoyens.

Je profite également de ces quelques lignes pour remercier l'ensemble des membres du personnel du Greffe et tous les collaborateurs pour le travail quotidien mené avec rigueur et sérieux.

WILLY BORSUS,
PRÄSIDENT DES PARLAMENTS DER WALLONIE

VORWORT

Dieses parlamentarische Jahr war von einer besonders intensiven, kontinuierlichen und anspruchsvollen Tätigkeit geprägt. Dieser Bericht verdeutlicht die Lebendigkeit unserer Institution, die ihre Aufgaben in vollem Umfang wahrnimmt: Dekrete verabschieden, die Tätigkeit der Regierung kontrollieren und die wallonischen Bürgerinnen und Bürger vertreten.

Im Laufe dieser Sitzungsperiode zeugten die Plenarsitzungen, die Ausschussarbeiten und die zahlreichen Kontrollinitiativen vom kontinuierlichen Engagement der Mitglieder unserer Versammlung. Abgeordnete, die Dekretentwürfe und Dekretvorschläge prüfen, die Minister befragen, Empfehlungen formulieren und über Fragen beraten, die das Leben der Walloninnen und Wallonen unmittelbar betreffen.

Diese tägliche Arbeit findet heute in einem besonders komplexen und besorgniserregenden globalen Umfeld statt. Die Konflikte, die die Welt, und auch Europa, erschüttern, die weltweiten geostrategischen Spannungen sowie die sozialen, wirtschaftlichen, klimatischen und ökologischen Herausforderungen verlangen von unserer Versammlung ein hohes Maß an Verantwortungsbewusstsein.

Angesichts dieser Herausforderungen und einer zunehmenden Polarisierung der Gesellschaft muss unsere Institution ein Ort der Stabilität, der Analyse und des Dialogs bleiben. Auch wenn unsere Debatten naturgemäß lebhaft und pointiert sind, müssen wir darauf achten, nicht in eine übermäßige Zuspitzung von Konflikten zu verfallen oder der Versuchung einer „übermäßigen medialen Inszenierung“ beziehungsweise einer bloßen Zahlenorientierung zu erliegen. Der Wert parlamentarischer Arbeit muss sich in erster Linie an der Qualität der getroffenen Entscheidungen messen lassen!

Die Lebendigkeit eines Parlaments bemisst sich auch an seiner Fähigkeit zuzuhören. Unsere Ausschüsse haben zahlreiche Fachleute, Vertreterinnen und Vertreter von Verbänden, Akteure aus der Praxis, Berufsverbände sowie Bürgerinnen und Bürger angehört. Petitionen sind ein weiterer wichtiger Weg, sich Gehör zu verschaffen, dem unsere Versammlung weiterhin große Bedeutung beimisst.

Denn ein lebendiges Parlament ist auch ein offenes Parlament. Deshalb haben wir die Initiativen fortgeführt und ausgebaut, die es den Bürgerinnen und Bürgern ermöglichen, ihre Institution besser kennenzulernen und sie sich zu eigen zu machen. Ob Besucherempfang, Programme zur Demokratieerfahrung, kulturelle Veranstaltungen oder parlamentarische Diplomatie, unser Parlament ist keine isolierte Institution. Es will zugänglich und sichtbar sein und mit der Gesellschaft ebenso wie mit der Welt um uns herum in Verbindung stehen.

Auch in diesem Jahr wurde die wichtige Arbeit zur Modernisierung und Stärkung der Verantwortlichkeit unserer Institution fortgesetzt. Transparenz, Haushaltsdisziplin und Kontrolle sind institutionelle Selbstverständlichkeiten. Die Haushalts- und Rechnungslegungsvorschriften, die jährliche Prüfung der Rechnungslegung durch den Rechnungshof und die Reform der Pensionsregelung der Abgeordneten stehen ganz im Zeichen dieses Bestrebens, das Vertrauen zu stärken. Ein Vertrauen, das sich nicht verordnen lässt, sondern Tag für Tag aufgebaut und verdient werden muss.

Dies ist der Sinn der im Parlament der Wallonie geleisteten Arbeit. Eine Arbeit, die mit hohen Ansprüchen und Verantwortungsbewusstsein geleistet wird, bei der wir jedoch niemals das Wesentliche aus den Augen verlieren dürfen: eine echte Demokratie mit Leben zu erfüllen, die effizient, solide, anspruchsvoll und bürgernah ist.

Ich möchte diese Zeilen auch nutzen, um allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Parlamentsverwaltung sowie allem weiteren Personal für ihre tägliche Arbeit zu danken, die sie mit großer Sorgfalt und Gewissenhaftigkeit leisten.

EN CHIFFRES

PARCE QUE LES ÉLUS NE SONT PAS LÀ POUR FAIRE NOMBRE.

Pour des chiffres et des statistiques complètes, voir en annexes 10 à 14.

33
propositions de décret déposées

57
projets de décret déposés

22
réunions de séance plénière

196
réunions publiques de commissions et de comités

122
heures de séances plénières

981
heures de réunions publiques[1]



127
personnes auditionnées

4 237
questions orales

286
questions d'actualité

30
pétitions examinées

7005
questions écrites

79
questions urgentes



FOCUS SUR LA SESSION ORDINAIRE

La **session ordinaire** est la période qui prend cours chaque année le premier mercredi de septembre et qui est close par le Gouvernement.

La session 2025-2026 a commencé le 3 septembre 2025. C'est un arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2026 qui a fixé la date de fin de la session 2025-2026 au 1er septembre 2026 au soir[2].

1. Séances plénières, commissions et comités.
2. Cf. l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2026 portant clôture de la session ordinaire 2025-2026 du Parlement wallon.



COMPOSITION

DES SIÈGES, MAIS SURTOUT DES FEMMES ET DES HOMMES

Depuis sa première élection directe le 21 mai 1995, le Parlement de Wallonie se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle.

Les membres du Parlement de Wallonie qui ont été élus en 2024 l'ont été dans onze circonscriptions électorales en proportion de la population de chacune d'elles.

Les 75 députés wallons sont élus pour un mandat d'une durée de cinq ans, correspondant à la durée d'une législature.

Bien qu'élu dans le cadre d'une circonscription, chaque député détient un mandat régional et représente donc tous les Wallons.

Notez que le décret spécial remplaçant le point B de l'annexe 1 du Livre 1er des annexes de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, adopté le 4 février 2026, a remplacé le nom de la circonscription électorale d'« Arlon-Marche-en-Famenne-Bastogne-Neufchâteau-Virton » par « Luxembourg »[3]. Une proposition de modification de l'article 7.3 du Règlement du Parlement a par ailleurs été déposée le 2 mars 2026[4].

1. CHANGEMENTS

Durant la session 2025-2026, les changements ci-après ont été constatés dans la composition[5] :



M. Carlo DI ANTONIO
Les Engagés
Remplace, le 8 octobre 2025, M. Pascal Baurain, décédé



M. Jori DUPONT
Indépendant
Quitte le Groupe PTB pour devenir député indépendant le 3 mars 2026



Mme Rachida AÏT ALOUHA
Indépendant
Quitte le Groupe PTB pour devenir députée indépendante le 20 avril 2026

2. DÉPUTÉS AYANT PRÊTÉ SERMENT EN ALLEMAND

Les membres qui ont exclusivement ou en premier lieu prêté serment en allemand ne participent pas aux votes au sein du Parlement de Wallonie sur les matières relevant de la compétence de la Fédération Wallonie-Bruxelles (art. 50, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles) et ils ne siègent pas au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mme Christine MAUEL	MR
M. Freddy MOCKEL	Ecolo
M. Patrick SPIES	PS

3. SÉNATEURS DÉSIGNÉS PAR LE PARLEMENT DE WALLONIE

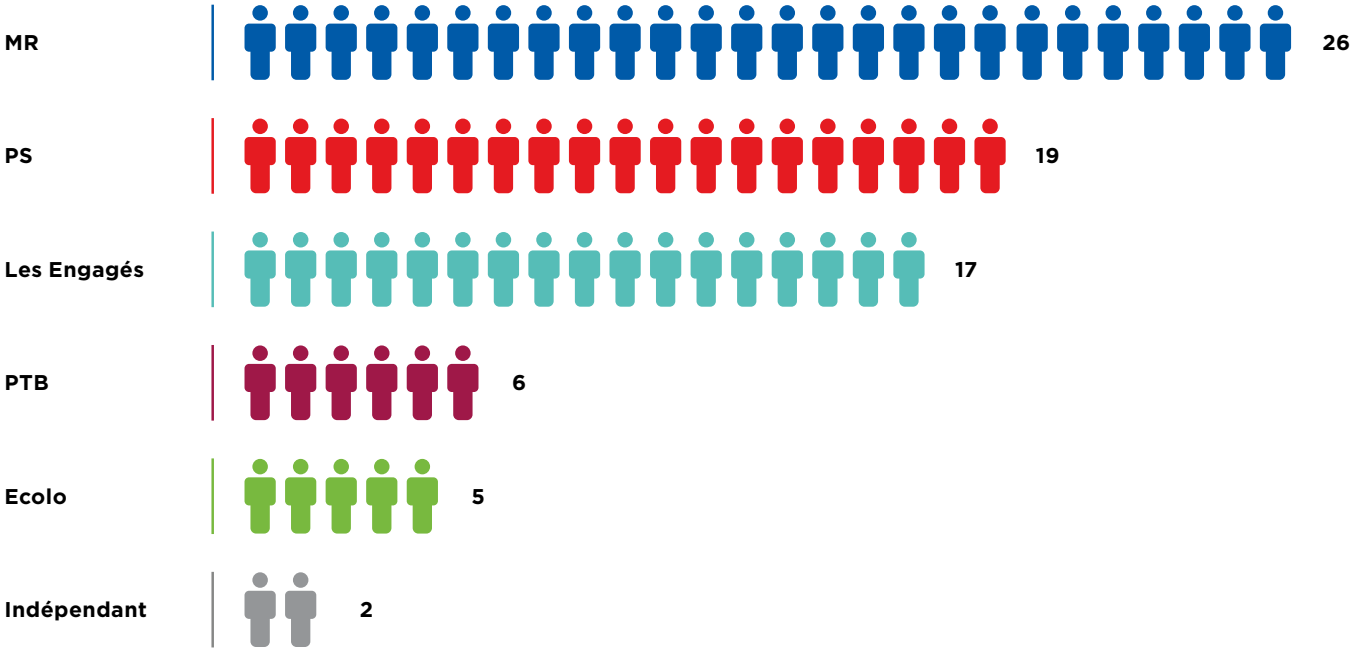
Depuis les élections de 2014, le Sénat est composé de 50 sénateurs issus des entités fédérées et de dix sénateurs cooptés. Le Parlement de Wallonie désigne huit sénateurs suivant une répartition qui dépend des résultats des élections régionales[6].

Mme Jamila AMMI	PTB
M. Vincent BLONDEL	Les Engagés
Mme Valérie DE BUE	MR
M. Philippe DODRIMONT	MR
Mme Anne-Catherine GOFFINET	Les Engagés
Mme Anne LAMBELIN	PS
Mme Stéphanie THORON	MR
M. Thierry WITSEL	PS

3. Voir Doc. 427 (2025-2026) N° 1.
4. Voir Doc. 516 (2025-2026) N° 1.
5. La liste des 75 députés est reprise en page 11 (plan de salle). Voir également Doc. 1 (SE 2024) N° 10, « Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été vérifiés » et Doc. 4 (SE 2024) N° 2, « Liste des membres qui ne sont pas visés par l'incompatibilité portée par l'article 24*bis*, §6, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».
6. Voir art. 67, § 1er, 3°, de la Constitution.

4. GROUPES POLITIQUES

Les 75 sièges se répartissent comme suit au sein de différents groupes politiques[7] :



Les groupes politiques ont désigné en leur sein un président :



Mme Valérie De Bue
Groupe MR



Mme Christie Morreale
Groupe PS



M. Jean-Paul Bastin
Groupe Les Engagés



M. Germain Mugemangango
Groupe PTB



M. Stéphane Hazée
Groupe Ecolo



7. Pour être reconnu et bénéficier d'une subvention pour frais de fonctionnement allouée par le Parlement, un groupe politique doit comprendre cinq membres au moins. Voir les art. 33 et 34 du Règlement du Parlement de Wallonie.

SALLE DES SÉANCES PLÉNIÈRES



Willy BORSUS
Président

Grégory CHINTINNE
Chris MASSAKI MBAKI
Arnaud DEWEZ
Hervé FIÉVET
Valérie BLUGE
Patrick SPIES
Dorothée DE RODDER

Guillaume SOUPART
Olivier MAROY
Nicolas JANSSEN
Charles GARDIER
Maxime DAYE
Sophie PÉCRIAUX

Caroline CASSART-MAILLEUX
Jean-Paul WAHL
Philippe DODRIMONT
Nicolas TZANETATOS
Diana NIKOLIĆ
Valérie DE BUE

Véronique DURENNE
Vincent MAILLEN
Anne LAFFUT
Caroline TAQUIN
Valérie WARZÉE-CAVERENNE
Vincent PALERMO
Yves EVRARD

Özlem ÖZEN
Vincent CRAMPONT
Sabine ROBERTY
Thierry WITSEL
Valérie DEJARDIN
Jean-Pierre LEPINE
Isabella GRECO

Eddy FONTAINE
Eliane TILLIEUX
Laurent DEVIN
Christie MORREALE
Christophe COLLIGNON
Anne LAMBELIN
Bruno LEFÈBVRE

Anne-Catherine DALCQ
Valérie LESCRENIER
Yves COPPIETERS
François DESQUESNES
Adrien DOLIMONT
Pierre-Yves JEHOLET
Jacqueline GALANT
Cécile NEVEN

Christine MAUEL
Stéphanie THORON
Carlo DI ANTONIO
Vincent BLONDEL
Armelle GYSEN
Marie JACQMIN
Christophe BASTIN

Sylvie MURATORE
Amandine PAVET
Patricia VAN WALLE
Bénédicte LINARD
Céline TELLIER
Rachida AÏT ALOUHA
Jori DUPONT

Mélissa HANUS
Germain MUGEMANGANGO
Julien LIRADELFO
Alice BERNARD
Jamila AMMI
Freddy MOCKEL
Veronica CREMASCO
Stéphane HAZÉE

Jean-Paul BASTIN
Mathilde VANDORPE
Benoît DISPA
Anne-Catherine GOFFINET
Olivier de WASSEIGE
Geneviève LAZARON
Jean-Jacques CLOQUET

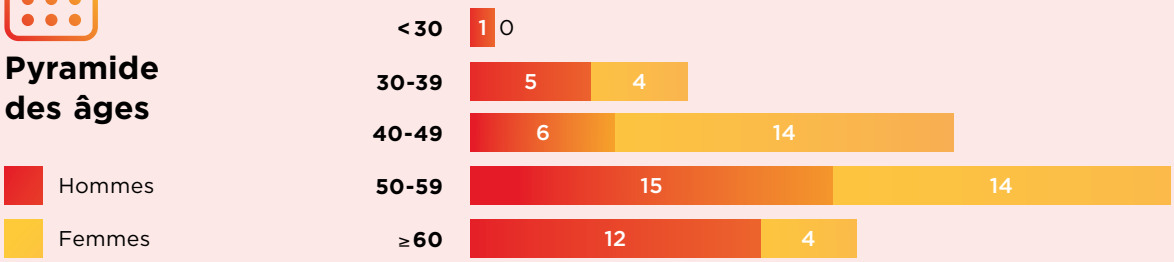
Loris RESINELLI
Sophie FAFCHAMPS
Loïc JACOB
Caroline DESALLE
François HUBERTY

- MR
- PS
- Les Engagés
- PTB
- Ecolo
- Indépendant
- Gouvernement

6. PORTRAIT DES PARLEMENTAIRES[8]

Pyramide des âges

L'âge moyen des parlementaires wallons est de 51 ans.



Répartition par genre

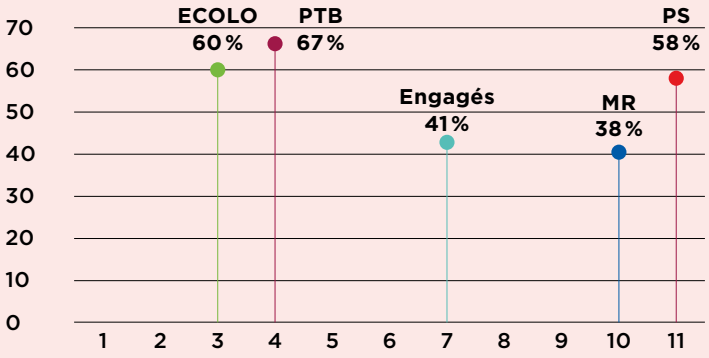
Au terme de la session 2025-2026, le Parlement de Wallonie compte 36 députées (soit 48 % de représentation féminine).



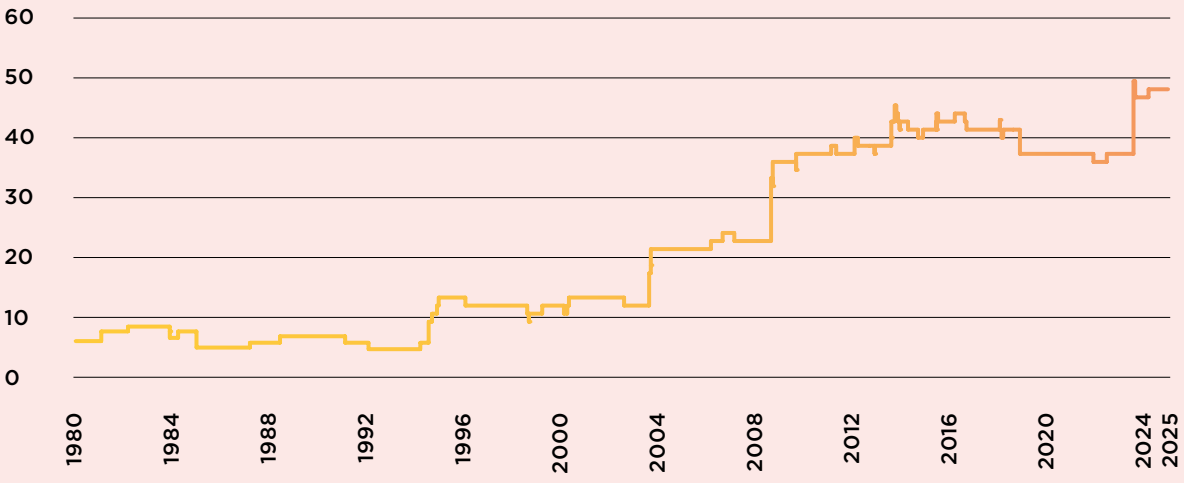
Pourcentage interne

Au sein des groupes politiques du Parlement de Wallonie, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le Groupe MR :
  10 sur un total de 26 membres ;
- pour le Groupe PS :
  11 sur un total de 19 membres ;
- pour le Groupe Les Engagés :
  7 sur un total de 17 membres ;
- pour le Groupe PTB :
  4 sur un total de 6 membres ;
- pour le Groupe Ecolo :
  3 sur un total de 5 membres.



Pourcentage de femmes au Parlement de Wallonie

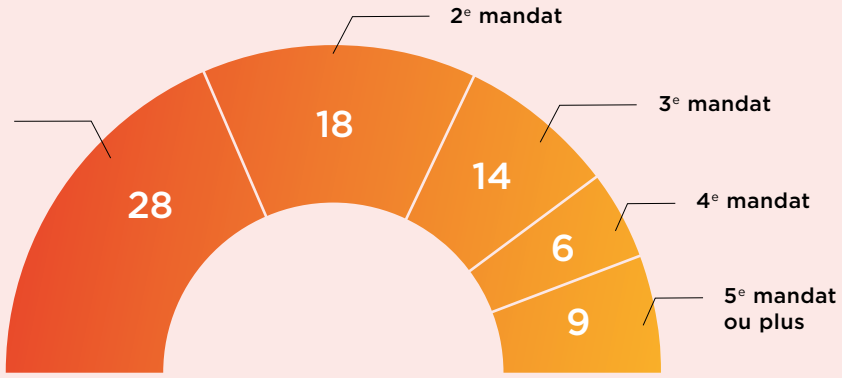


8. Chiffres arrêtés au terme de la session 2025-2026.

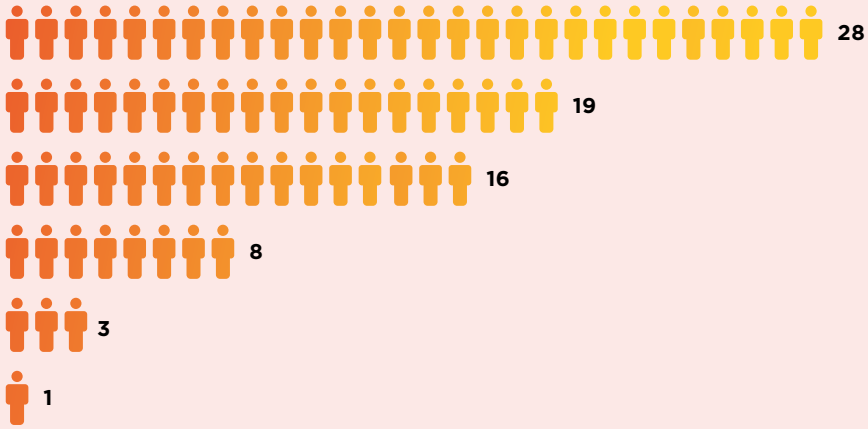
Répartition des députés par expérience parlementaire

35 députés (47 % du parlement) exercent leur premier mandat au Parlement de Wallonie. Parmi ceux-ci, sept ont toutefois déjà siégé dans un autre parlement (à la Chambre, au Parlement de la Communauté germanophone ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles).

Expérience tous parlements confondus* (nombre de députés)



Carte professionnelle



FOCUS SUR LE STATUT DES PARLEMENTAIRES

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats, fonctions et rémunérations pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie.

Un rapport sur l'exécution du contrôle de ces déclarations de mandats, fonctions et rémunérations est rédigé et présenté par le Bureau du Parlement de Wallonie en application des articles L5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Il ressort du rapport rédigé par le Bureau publié le 20 novembre 2025 (Doc. 416 (2025-2026) N° 1) que tous les parlementaires qui ont siégé au Parlement de Wallonie pendant l'année 2024 ou au cours de cette année et qui sont visés par les articles L-5111-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation respectaient, au terme de la procédure, les dispositions du Code précitées et qu'aucun dépassement du plafond autorisé ne devait être constaté.

Un cadastre des mandats est par ailleurs publié au *Moniteur belge*[9] ainsi que sur le site web du Parlement de Wallonie[10].

* Mandats directs exercés à la Chambre, au Sénat, au Parlement de Wallonie, au Parlement de la Communauté germanophone et au Parlement européen. Les mandats dérivés d'une autre assemblée ne sont pas comptés (par exemple les mandats de sénateur désigné par le Parlement de Wallonie ou de député au Parlement de la Communauté française).

9. *Moniteur belge* du 29 décembre 2025, p. 97 907. Voir également l'article L5511-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
10. Cf. parlwal.be/vos-elus.



REGARDS SUR 2025-2026

UNE ASSEMBLÉE RÉSOLUMENT TOURNÉE VERS L'EXTÉRIEUR



JOURNÉES DU PATRIMOINE

Les 13 et 14 septembre 2025, le Parlement de Wallonie a ouvert ses portes à l'occasion de la 37e édition des Journées du Patrimoine, placée sous le thème du patrimoine gourmand. Le parcours intitulé « La démocratie dans toutes ses saveurs » a permis aux visiteurs de découvrir simultanément le patrimoine architectural du bâtiment Saint-Gilles et de l'Extension, le cœur de l'activité parlementaire grâce à une expérience immersive dans la Salle des séances plénières, ainsi que le patrimoine gastronomique wallon au travers d'un quiz interactif.

Des visites express, sans inscription, ont également été proposées pour permettre à chacun d'accéder en quinze à vingt minutes à l'essentiel : la Salle des séances plénières, l'Extension et le Centre des visiteurs. Un espace photographique scénographié, avec impression des photos sur place, a par ailleurs offert aux participants la possibilité de garder un souvenir personnalisé de leur visite.

Plus de trois cents visiteurs ont découvert le Parlement de Wallonie lors de ce week-end.



CÉRÉMONIE OFFICIELLE DES FÊTES DE WALLONIE



La Cérémonie officielle des Fêtes de Wallonie s'est déroulée au Théâtre Royal de Namur le 20 septembre 2025. Monsieur Willy Borsus, Président du Parlement de Wallonie, Madame Le Thi Thu Hand, Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam, invitée d'honneur, et Monsieur Adrien Dolimont, Ministre-Président du Gouvernement de Wallonie, ont prononcé un discours à cette occasion (retrouvez l'intégralité des discours prononcés sur la chaîne YouTube du Parlement : **https://parlwal.be/discourswallos2025**).

DES COLLOQUES SUR L'INCLUSION

Le 14 octobre 2025, le Parlement de Wallonie a accueilli dans la Salle de séance plénière un colloque intitulé « L'autisme : il y a 50 ans, aujourd'hui et demain. Une révolution scientifique en cours ». Celui-ci était organisé par l'Association de parents et de professionnels pour l'épanouissement des personnes autistes (APEPA asbl) à l'occasion de ses 50 ans.



Le 11 décembre 2025, un colloque ayant pour thème « L'inclusion, de l'école à l'emploi » s'est par ailleurs tenu dans la salle de conférence du Parlement de Wallonie. Organisé par les Conseils consultatifs des personnes en situation de handicap, cet événement a mis en lumière les différents défis à relever pour assurer une meilleure insertion scolaire et professionnelle.

HUITIÈME JOURNÉE DE LA LANGUE ALLEMANDE EN WALLONIE

Le 3e mercredi d'octobre est célébrée la Journée de la langue allemande en Wallonie[11], initiative soutenue par le Parlement de Wallonie depuis 2018. Elle rappelle toute l'importance de la diversité linguistique et culturelle en Belgique et plus singulièrement au sein de la Wallonie.

À cette occasion, Madame Mauel, Messieurs Mockel et Spies, tous trois issus de la Communauté germanophone, ont pris la parole en allemand durant la séance plénière du 22 octobre 2025.

MISE À L'HONNEUR DE SEPT NOUVEAUX TALENTS WALLONS

Le 12 novembre 2025, le Parlement a accueilli la huitième cérémonie des Talents wallons. À travers cet événement, organisé dans le cadre de son 45e anniversaire, le Parlement a mis en lumière des citoyennes et citoyens aux parcours inspirants qui se distinguent par leur engagement, leur créativité et leur contribution, et participent au rayonnement de la Wallonie.





Les lauréats 2025 sont :

- M. Marc Desagre pour la chocolaterie « Au Manon d'Hor » (catégorie « Économie ») ;
- M. Thierry Michel, réalisateur (catégorie « Engagement citoyen ») ;
- M. Bernard Leboutte pour l'asbl « V3-Manupal » (catégorie « Impact durable ») ;
- Mme Helena Bailly, chanteuse (catégorie « Jeunesse ») ;
- MM. Orphée Cataldo et Mauro Cataldo pour « Dirty Monitor » (catégorie « Rayonnement international ») ;
- M. Xavier Bontemps pour l'asbl « Cheveux au vent » (catégorie « Social ») ;
- M. Baptiste Fosséprez pour « PEPITe » (catégorie « Visionnaire numérique »).

→ Plus de détails sur le site **parlwal.be/talents**

EXPOSITION « 1000 RÉSISTANTES, 1940-1945 ! »



Le Comité « Mémoire et Démocratie » du Parlement de Wallonie et la Province de Namur ont présenté l'exposition « 1000 résistantes, 1940-1945 ! Des femmes dans la résistance en Province de Namur » dans la Galerie de verre du 2 mars au 13 avril 2026.

11. Voir Association pour la Promotion de la Langue Allemande en Wallonie (APAW).

Cette exposition itinérante a présenté des portraits de femmes résistantes issues de tous les milieux (châtelaines, fonctionnaires, agricultrices…). Elle entendait mettre en lumière ces femmes longtemps restées dans l'ombre de l'Histoire alors qu'il est plus que jamais nécessaire de perpétuer le souvenir d'un combat qui ne peut sombrer dans l'oubli.

L'ART ET LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DU PARLEMENT DE WALLONIE

L'année a été marquée par plusieurs initiatives culturelles et solidaires d'exception, à commencer par la présentation au Parlement de Wallonie de la toile monumentale « La Genèse de l'Art », fruit d'une performance de *live painting*, où les pinceaux du peintre Jérémie Queyras ont dialogué en direct avec les notes du violoncelliste Pierre Fontenelle.

Exposée du 25 février au 9 mars 2026 dans le Foyer de l'Extension du Parlement, cette fresque monumentale a été vendue au profit de l'association namuroise Mat'et Eau, active dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Du 20 au 30 avril 2026, le Parlement de Wallonie a par ailleurs accueilli l'exposition photographique « Le sans-abrisme autrement. Redonner un visage à l'invisible », issue d'une collaboration entre le Relais social urbain namurois et l'Observatoire wallon du Sans-Abrisme (SPW Intérieur et Action sociale).

Cet événement a plongé le visiteur dans le quotidien des personnes bénéficiaires du dispositif dit « Housing First », lequel voit dans le logement le point de départ de toute réinsertion.

À travers une série de portraits, l'exposition a tenté de briser les préjugés en illustrant des trajectoires réussies de sortie de la rue. Elle a également rendu un hommage aux travailleurs de terrain qui luttent quotidiennement contre la pauvreté.



LA PHOTOGRAPHE DIANA MATAR EXPOSE DANS LA GALERIE DE VERRE

Dans le cadre de l'Intime Festival, événement culturel namurois alliant la littérature à d'autres disciplines artistiques, le Parlement de Wallonie a accueilli du 28 août au 16 octobre 2026 l'installation photographique « Tête-à-Tête » de la photographe américano-britannique Diana Matar.

Présentée dans la Galerie de verre, cette exposition a proposé des portraits photographiques et intemporels de sculptures antiques dont la photographe entend révéler toute l'humanité en reliant le monde gréco-romain à notre époque. Cette rencontre entre photographie, littérature et patrimoine a offert aux visiteurs une expérience à la fois artistique, sensible et méditative, interrogeant le rapport au temps, à la mémoire et au pouvoir.





ORGANISATION ET GESTION

PILOTER, ADMINISTRER, CONTRÔLER

1. ORGANISATION

Au début de chaque session parlementaire, il est procédé à l'élection d'un président, d'un premier et d'un deuxième vice-présidents et de quatre secrétaires, en application du système de représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Parlement.

Présidence et Vice-Présidence

La présidence du Parlement couvre différentes fonctions : diriger l'ensemble des activités du Parlement et de ses organes, mais aussi présider aux délibérations du Parlement pour en assurer le bon déroulement.

Dans un parlement, c'est le Président qui ouvre, suspend et lève les séances, pendant lesquelles il assure l'observation du règlement. C'est lui qui donne la parole, déclare les discussions closes, met les questions aux voix et proclame le résultat des votes et des scrutins.

Outre ce rôle majeur dans le déroulement des travaux, il statue en amont sur la recevabilité des textes d'initiatives parlementaires ainsi que des interpellations et questions parlementaires. Il donne en outre connaissance au Parlement des messages, lettres et autres envois qui lui sont adressés.

Enfin, le Président porte la parole au nom du Parlement et conformément à son vœu. À cet égard, il est admis qu'il promeut les valeurs démocratiques auprès des Wallonnes et des Wallons, participe à l'image de marque de l'assemblée et contribue au rayonnement de la Région sur la scène internationale.

En cas d'absence, d'empêchement, le Président peut déléguer toute fonction à un des vice-présidents.

Bureau

Réunissant le président, les vice-présidents, les secrétaires et le greffier de l'assemblée, le Bureau règle les questions administratives et financières concernant les députés et l'organisation interne du Parlement de Wallonie. Ses décisions, reprises sous forme de communiqués, sont consultables à l'adresse **parlwal.be/com-Bureau**.

EN CHIFFRES

25 RÉUNIONS DU BUREAU
AU COURS DE LA SESSION 2025-2026





DE GAUCHE À DROITE :
M. de Wasseige, Mme Hanus, MM. Devin, Borsus, Mme Goffinet, M. Dodrimont et Mme Thoron

Composition du Bureau

Président	M. Willy Borsus (Province de Luxembourg)
Premier Vice-Président	M. Laurent Devin (Province de Hainaut)
Vice-Présidente	Mme Anne-Catherine Goffinet (Province de Luxembourg)
Secrétaires	M. Philippe Dodrimont (Province de Liège) Mme Mélissa Hanus (Province de Luxembourg) Mme Stéphanie Thoron (Province de Namur) M. Olivier de Wasseige (Province de Liège)
Greffière f.f.	Mme Sandrine Salmon

Conférence des présidents

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus. Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission. Le Ministre-Président du Gouvernement est invité à participer aux réunions de la Conférence des présidents ; il peut s'y faire représenter par un autre membre du Gouvernement.

La Conférence des présidents se réunit, en principe, le jeudi qui précède une séance plénière et statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement en arrêtant l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

Notons qu'entre deux réunions de la Conférence des présidents, c'est le Bureau élargi, composé des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus, qui assure ces fonctions.

Au terme de la session 2025-2026, la Conférence des présidents du Parlement de Wallonie se compose comme suit :

Président	M. Willy Borsus (Province de Luxembourg)
Premier Vice-Président	M. Laurent Devin (Province de Hainaut)
Vice-Présidente	Mme Anne-Catherine Goffinet (Province de Luxembourg)
Secrétaires	M. Philippe Dodrimont (Province de Liège) Mme Mélissa Hanus (Province de Luxembourg) Mme Stéphanie Thoron (Province de Namur) M. Olivier de Wasseige (Province de Liège)
Présidente du Groupe MR	Mme Valérie De Bue (Province du Brabant wallon)
Présidente du Groupe PS	Mme Christie Morreale (Province de Liège)
Président du Groupe Les Engagés	M. Jean-Paul Bastin (Province de Liège)
Président du Groupe PTB	M. Germain Mugemangango (Province de Hainaut)
Président du Groupe Ecolo	M. Stéphane Hazée (Province de Namur)
Président de commission	M. Nicolas Tzanetatos (Province de Hainaut)
Président de commission	M. Maxime Daye (Province de Hainaut)
Présidente de commission	Mme Éliane Tillieux (Province de Namur)
Président de commission	M. Jean-Pierre Lepine (Province de Hainaut)
Présidente de commission	Mme Sophie Fafchamps (Province de Liège)
Présidente de commission	Mme Patricia Van Walle[12] (Province de Namur)
Président de commission	M. Olivier Maroy (Province du Brabant wallon)
Président de commission	M. François Huberty (Province de Luxembourg)
Membre du Gouvernement	Mme Jacqueline Galant
Greffière f.f.	Mme Sandrine Salmon

2. GESTION

Règles budgétaires et comptables

Les règles budgétaires et comptables applicables au Parlement de Wallonie visent à instaurer un cadre financier rigoureux tout en renforçant la transparence, l'efficacité et la fiabilité de la gestion financière du Parlement.

Elles précisent également le rôle et les responsabilités de chaque acteur impliqué dans le processus financier. Ces dispositions générales ont été complétées par des procédures internes spécifiques, élaborées au sein du Greffe et qui visent à optimiser le fonctionnement et le contrôle des moyens financiers de l'assemblée.

Ces règles sont disponibles sur le site web de l'assemblée[13].

12. En remplacement de M. Jori Dupont, le 9 mars 2026.
13. Voir https://www.parlement-wallonie.be/reglement.

Budget de fonctionnement

En adoptant son budget de fonctionnement pour l'année 2026, le Parlement a décidé que :

— les subventions aux groupes politiques et aux partis politiques ne seront pas indexées en 2026 ;
— les indemnités parlementaires, les indemnités pour fonctions spéciales, les indemnités de fin de mandat et les frais liés ne seront pas non plus indexées en 2026.

Le Bureau a, par ailleurs, d'ores et déjà décidé que l'indexation ne sera pas appliquée jusqu'à la fin de la législature et l'intégrera dans le budget qu'il proposera pour les années 2027 à 2029.

Les crédits d'engagements du budget 2026 sont estimés à 83 210 353 €, dont 78 503 253 € de crédits d'engagements de dépenses courantes et 4 707 100 € de crédits d'engagements de dépenses de capital.
Les crédits de liquidation sont estimés à 80 407 753 €, dont 77 917 253 € de crédits de liquidation de dépenses courantes et 2 490 500 € de crédits de liquidation de dépenses de capital.
S'y ajoute la dotation au Service commun de médiation pour un montant de 1 891 000 € pour un budget total des dépenses de 85 101 353 € en crédits d'engagements et de 82 298 753 € en crédits de liquidation.

Les recettes sont estimées à 80 541 816 €, dont 2 396 816 € de recettes propres, 76 254 000 € de dotation du Gouvernement au Parlement et 1 891 000 € de dotation pour assurer le Service commun de médiation.

Le budget initial des dépenses 2025 estimé à 84 012 794 € a quant à lui vu son montant revu à la baisse (– 3,67 %) à 80 926 609 € lors de l'ajustement adopté au mois d'octobre 2025.

Pour plus de détails, il convient de se référer aux documents parlementaires suivants :

— le projet d'ajustement du budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2025, texte adopté le 8 octobre 2025 (Doc. 319 (2025-2026) N° 3) ;
— le projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026 : l'exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal, p. 79-84 (Doc. 412 (2025-2026) N° 1 Annexe 2) et le texte adopté le 18 décembre 2025 (Doc. 412 (2025-2026) N° 11, p. 68 et 74) ;
— le projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2026 ; texte adopté le 18 décembre 2025 (Doc. 415 (2025-2026) N° 4).

Contrôle de la Commission de la comptabilité

En application de l'article 169 du Règlement du Parlement, la Commission de la comptabilité est chargée de l'examen du projet de budget, de la comptabilité, des comptes et de la gestion des fonds du Parlement.

Les membres de ladite commission ont pu échanger publiquement avec le Président du Parlement et la Greffière f.f. sur :

— le projet d'ajustement du budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2025 (Doc. 319 (2025-2026) N° 1 à 3), le 24 septembre 2025. Il s'agissait d'une première pour l'institution. Cet ajustement a été adopté en séance plénière le 8 octobre 2025 ;
— le projet de budget de fonctionnement du Parlement de Wallonie pour l'année 2026, le 11 décembre 2025 (Doc. 415 (2025-2026) N° 1 à 4). Il a été adopté en séance plénière le 18 décembre 2025 ;
— les engagements budgétaires pour les 2e, 3e et 4e trimestres 2025 et pour le 1er trimestre 2026, respectivement les 24 septembre et 11 décembre 2025 et les 5 février et 3 juin 2026.

Par ailleurs, lors de la réunion du 11 décembre 2025, la Cour des comptes a présenté son rapport sur les comptes du Parlement wallon pour l'année 2024 (Doc. 426 (2025-2026) N° 1 et 2), en application de l'article 1er du décret du 9 mars 2023 instaurant le contrôle des comptes du Parlement wallon par la Cour des comptes en vertu de l'article 180 de la Constitution. Les comptes ont été approuvés par le Parlement en date du 18 décembre 2025.

Les échanges ont démontré la volonté du Parlement de Wallonie d'améliorer les dispositions en lien avec le budget et les comptes du Parlement.

Le rapport de la Cour contient de nombreuses recommandations que le Parlement s'est engagé à implémenter dans la mesure du possible. Le suivi des recommandations est aussi assuré et l'état d'avancement de ces implémentations a ainsi été discuté les 17 juillet et 11 décembre 2025.

Les comptes du Parlement wallon pour l'année 2024 ont été approuvés par l'assemblée plénière le 18 décembre 2025.

Régime de pension des députés

Le 18 décembre 2025, le Parlement de Wallonie a également adopté un nouveau règlement relatif au régime de pension des députés wallons avec pour objectif d'intégrer les dispositions de la loi-programme du 18 juillet 2025 relative aux pensions dans le secteur public et de tendre à la convergence avec les pensions des fonctionnaires.

Les modifications portent notamment sur les éléments suivants :

— la limitation de l'indexation de la pension parlementaire ;
— l'intégration du traitement de référence servant de base au calcul de la pension de retraite égal à dix ans au lieu du dernier traitement mensuel ;
— le renvoi à la loi du 4 juillet 1966 concernant le calcul du pécule de vacances ;
— la suspension de la pension de retraite et de survie en cas d'emprisonnement ou d'internement ;
— le renvoi aux articles 75 à 102 de la loi-programme du 28 juin 2013 en matière de cumul réduisant les possibilités actuelles de cumul de revenus avec la perception d'une pension parlementaire ;
— la révision des dispositions transitoires.

Ce règlement est disponible sur le site web de l'assemblée[14].

FOCUS SUR LE CONTRÔLE ANNUEL DU PARLEMENT PAR LA COUR DES COMPTES

La Cour des comptes est chargée de contrôler chaque année les comptes du Parlement wallon[15]. Il s'agit d'un contrôle a posteriori, sur place et sur pièces, portant sur la légalité et la régularité des dépenses et des recettes.

Dans l'exercice de son contrôle, la Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous les documents, pièces justificatives, renseignements et éclaircissements qu'elle juge nécessaires à sa mission[16].

Le contrôle de la Cour consiste notamment en :

— un contrôle par sondage des postes du bilan et du compte de résultats ;
— une vérification de la conformité du budget repris dans le compte d'exécution du budget ;
— une vérification de la correspondance entre les comptes et les justificatifs produits ;
— un examen des procédures internes relatives à l'organisation de la comptabilité, au système comptable et aux acteurs financiers.

Le cas échéant, la Cour examine également le contrôle interne du cycle des achats et du respect de la réglementation en matière de marchés publics.

Le contrôle de la Cour sur les comptes de l'année 2024 a donné lieu à un rapport publié en date du 4 décembre 2025 (Doc. 426 (2025-2026) N° 1) reprenant un certain nombre de recommandations en matière de comptabilité générale, de comptabilité budgétaire ou encore dans le cadre de l'examen des procédures internes (voir ci-dessus « Contrôle de la Commission de la comptabilité »).

14. Voir https://www.parlement-wallonie.be/reglement.
15. En application du décret du 9 mars 2023 instaurant le contrôle des comptes du Parlement wallon par la Cour des comptes en vertu de l'article 180 de la Constitution (Doc. 1104 (2022-2023) N° 1 à 5) et de l'article 169.3 du règlement du Parlement.
16. Notons également que la Cour peut être amenée à organiser des contrôles dans des domaines spécifiques et des avis peuvent être demandés à la Cour sur toute situation ayant un impact budgétaire important.



ACTION PARLEMENTAIRE

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR LA WALLONIE

1. GÉNÉRALITÉS

Les députés wallons exercent plusieurs fonctions dont les principales sont :

— l'exercice du pouvoir législatif par le dépôt, l'examen et le vote de propositions et de projets de décret, en ce compris à caractère budgétaire ;
— le contrôle de l'action du Gouvernement wallon qui s'exerce notamment par le dépôt de questions, d'interpellations et de motions ;
— la formulation de recommandations par le biais de propositions de résolution.

Les compétences dévolues aux députés wallons s'exercent en réunions de commission et de comité et en séance plénière.

→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **https://parlwal.be/fonctions-du-depute-wallon**

2. SÉANCE PLÉNIÈRE

Le Parlement se réunit en séance plénière deux fois par mois au moins et habituellement le mercredi, sous réserve de l'ajournement de ses travaux entre le 21 juillet et le premier mercredi de septembre.

Une partie de la séance est systématiquement consacrée au contrôle du Gouvernement au travers des questions urgentes et des questions d'actualité.

Débat sur base de questions d'actualité (art. 145.4 du règlement)

Débat sur les violentes intempéries ayant touché la Wallonie les 30 et 31 mai 2026 (séance plénière du 3 juin 2026, CRI N° 19 (2025-2026)).

Débat extraordinaire (art. 70 et 135 du Règlement)

Discours de M. le Ministre-Président Dolimont sur l'état de la Wallonie (séance plénière du 8 avril 2026, CRI N° 16 (2025-2026)).

3. COMMISSIONS

Le Parlement de Wallonie compte huit commissions permanentes et plusieurs autres commissions, comités ou groupes de travail spécialisés. Les attributions des commissions permanentes sont fixées sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres[18].

C'est au sein des commissions permanentes que sont examinés en premier lieu les projets ou propositions de décret, ainsi que les propositions de résolution. Les commissions participent également au contrôle du Gouvernement puisque c'est à l'occasion de leurs réunions que les députés peuvent interroger les ministres par le biais d'interpellations ou de questions orales.

Chaque commission permanente compte dix membres désignés suivant le système de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus.

Les réunions de commissions permanentes se tiennent en principe le lundi ou le mardi qui précède la séance plénière.

La composition des commissions, sous-commissions, comités et groupes de travail présentée ci-après reflète la situation au terme de la session 2025-2026.

EN CHIFFRES

22 SÉANCES PLÉNIÈRES
122 HEURES DE RÉUNIONS EN PLÉNIÈRE
2 DÉBATS
348 TEXTES DÉPOSÉS[17]

FOCUS SUR LA PUBLICITÉ DES DÉBATS

Sauf exception, les séances sont publiques et sont ouvertes aux citoyens. Elles sont par ailleurs diffusées en direct sur la chaîne YouTube du Parlement et sont retranscrites intégralement dans un compte rendu qui peut être consulté et téléchargé sur le site web du Parlement dès le lendemain desdites séances.

17. Projets et propositions de décret, de résolution ou de motion, rapports parlementaires et documents divers.
18. À l'issue de la session ordinaire 2025-2026, c'est l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2026 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2024 qui fixe la répartition des compétences entre les Ministres et règle le fonctionnement du Gouvernement. Il est consultable à l'adresse parlwal.be/AGW-competences-2026.

PRÉSENTATION DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES, DU BUDGET, DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

Cette commission traite notamment :
- de la coordination de la politique du Gouvernement ;
- des relations intra-belges ;
- de la coordination des Fonds structurels européens ;
- du Fonds des calamités ;
- des relations internationales ;
- de l'importation, l'exportation et le transit d'armes et de munitions ;
- du budget ;
- de la recherche scientifique ;
- du bien-être des animaux.

Au sein de cette commission permanente est constituée une **Sous-commission de contrôle des licences d'armes**[19]. Composée de cinq membres et se réunissant à huis clos, elle est exclusivement chargée du contrôle de l'octroi des licences d'importation, d'exportation ou de transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Les questions d'ordre général ou de géopolitique relatives aux armes sont traitées en séance plénière du Parlement de Wallonie ou en séance publique de commission.

Le Gouvernement wallon remet au Parlement un rapport annuel, deux rapports semestriels et trois rapports quadrimestriels relatifs à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense[20].

b) Composition

Président	M. Nicolas TZANETATOS[21]
Vice-Présidente	Mme Anne LAMBELIN[22]
Vice-Présidente	Mme Christine MAUEL[23]

Les autres membres effectifs sont :
MM. Vincent Blondel, Christophe Collignon, Mme Valérie De Bue, M. Philippe Dodrimont, Mme Isabella Greco, MM. Germain Mugemangango et Loris Resinelli.

Les membres suppléants sont :
M. Jean-Paul Bastin, Mmes Alice Bernard, Valérie Bluge, MM. Jean-Jacques Cloquet, Jean-Pierre Lepine, Vincent Maillen, Mmes Christie Morreale, Özlem Özen, MM. Guillaume Soupart et Jean-Paul Wahl.

La Sous-commission de contrôle des licences d'armes est composée de MM. Blondel, Collignon, Dodrimont, Mme Greco et M. Tzanetatos (Président).



EN CHIFFRES[24]

26 RÉUNIONS
105 HEURES DE RÉUNIONS
25 PROJETS DE DÉCRET
10 PROPOSITIONS DE DÉCRET
4 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

FOCUS SUR LE CONTRÔLE DES LICENCES D'ARMES

La Sous-commission de contrôle des licences d'armes a examiné les rapports du Gouvernement adressés au Parlement wallon sur l'application du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense : le 8 septembre 2025, le rapport annuel 2024 ainsi que le rapport quadrimestriel couvrant la période allant du 1er septembre au 31 décembre 2024 et, le 23 mars 2026, le rapport semestriel couvrant la période allant du 1er janvier au 30 juin 2025.

L'annonce du dépôt d'un projet de décret modifiant le décret du 21 juin 2012 précité a par ailleurs suscité de nombreuses questions parlementaires portant sur le contenu des dispositions que ce projet de décret devrait contenir.

19. Art. 56 du Règlement du Parlement de Wallonie.
20. Voir « Principales thématiques abordées durant la session 2025-2026 », p. 41.
21. Désignation en date du 8 septembre 2025.
22. Désignation en date du 8 septembre 2025.
23. Désignation en date du 8 septembre 2025.
24. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.

2. COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA MOBILITÉ ET DES POUVOIRS LOCAUX



EN CHIFFRES[25]

20 RÉUNIONS
163 HEURES DE RÉUNIONS
8 PROJETS DE DÉCRET
11 PROPOSITIONS DE DÉCRET
8 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :
— de l'aménagement du territoire ;
— des richesses naturelles ;
— des travaux publics ;
— de la sécurité routière ;
— des voies navigables ;
— des aspects régionaux de la mise en œuvre du plan d'investissement de la SNCB ;
— de la mobilité ;
— du transport en commun ;
— de la rénovation urbaine ;
— des pouvoirs subordonnés ;
— de la tutelle administrative ;
— de la tutelle sur les zones de police ;
— de la législation relative aux CPAS et de la tutelle sur ceux-ci ;
— des grandes villes.

b) Composition

Président	M. Maxime DAYE[26]
Vice-Président	M. Jean-Paul BASTIN[27]
Vice-Présidente	Mme Mélissa HANUS[28]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Caroline Cassart-Mailleux, MM. Grégory Chintinne, Vincent Crampont, Arnaud Dewez, Carlo Di Antonio[29], Bruno Lefèbvre et Germain Mugemangango.

Les membres suppléants sont :
M. Laurent Devin, Mme Sophie Fafchamps[30], M. Eddy Fontaine, Mme Anne Laffut, MM. Julien Liradelfo, Olivier Maroy, Loris Resinelli, Guillaume Soupart, Patrick Spies et Nicolas Tzanetatos.



25. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
26. Désignation en date du 9 septembre 2025.
27. Désignation en date du 9 septembre 2025.
28. Désignation en date du 9 septembre 2025.
29. En remplacement de M. Pascal Baurain, le 15 octobre 2025.
30. En remplacement de Mme Geneviève Lazaron, le 1er avril 2025.

3. COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION



La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :

- des pôles de compétitivité ;
- du commerce extérieur et de l'accueil des investissements étrangers ;
- des technologies nouvelles ;
- de l'économie numérique ;
- des implantations commerciales ;
- de la politique de l'emploi ;
- de la promotion sociale et de la formation en alternance.

b) Composition

Présidente	Mme Éliane TILLIEUX[32]
Vice-Président	M. Vincent MAILLEN[33]
Vice-Présidente	Mme Dorothée DE RODDER[34]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Valérie Bluge[35], MM. Olivier de Wasseige, Eddy Fontaine, Mmes Anne Laffut, Geneviève Lazaron, Christine Mauel et Patricia Van Walle.

Les membres suppléants sont :
M. Vincent Blondel, Mmes Caroline Desalle, Véronique Durenne[36], M. Julien Liradelfo, Mmes Christie Morreale, Özlem Özen, MM. Vincent Palermo, Patrick Spies, Mmes Stéphanie Thoron et Valérie Warzée-Caverenne.

EN CHIFFRES[31]

20 RÉUNIONS
123 HEURES DE RÉUNIONS
11 PROJETS DE DÉCRET
3 PROPOSITIONS DE DÉCRET
3 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION



31. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
32. Désignation en date du 10 septembre 2025.
33. Désignation en date du 10 septembre 2025.
34. Désignation en date du 10 septembre 2025.
35. En remplacement de Mme Véronique Durenne, le 3 septembre 2025.
36. En remplacement de Mme Valérie Bluge, le 3 septembre 2025.

4. COMMISSION DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION SOCIALE

EN CHIFFRES[37]

20 RÉUNIONS
155 HEURES DE RÉUNIONS
6 PROJETS DE DÉCRET
2 PROPOSITIONS DE DÉCRET
5 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION



La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :

— de l'organisation des soins de santé de première ligne ;
— de la politique de dispensation de soins dans et en dehors des institutions de soins ;
— des prestations familiales ;
— de la politique familiale ;
— de la politique d'aide sociale ;
— de la politique d'accueil et d'intégration des immigrés ;
— de la politique des personnes porteuses d'un handicap ;
— de la politique du 3e âge ;
— de l'environnement ;
— de la politique des prix dans le secteur de l'eau ;
— de l'égalité des chances ;
— des droits des femmes ;
— de l'économie sociale ;
— de la lutte contre la pauvreté.

b) Composition

Président	M. Jean-Pierre LEPINE[38]
Vice-Présidente	Mme Marie JACQMIN[39]
Vice-Président	M. Vincent PALERMO[40]

Les autres membres effectifs sont :
Mmes Jamila Ammi[41], Valérie Dejardin, Véronique Durenne[42], Sabine Roberty, Caroline Taquin, Stéphanie Thoron et Mathilde Vandorpe.

Les membres suppléants sont :
Mme Alice Bernard[43], MM. Vincent Crampont, Hervé Fiévet[44], Mmes Anne-Catherine Goffinet, Anne Laffut, Anne Lambelin, Geneviève Lazaron[45], Christine Mauel, Sylvie Muratore et M. Nicolas Tzanetatos.



37. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
38. Désignation en date du 9 septembre 2025.
39. Désignation en date du 9 septembre 2025.
40. Désignation en date du 9 septembre 2025.
41. En remplacement de Mme Rachida Aït Alouha, le 30 juin 2026.
42. En remplacement de Mme Valérie Warzée-Caverenne, le 3 septembre 2025.
43. En remplacement de Mme Jamila Ammi, le 30 juin 2026.
44. En remplacement de M. Chris Massaki Mbaki, le 2 février 2026.
45. En remplacement de Mme Sophie Fafchamps, le 1er avril 2025.

5. COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.



EN CHIFFRES[46]

20 RÉUNIONS
53 HEURES DE RÉUNIONS
1 PROPOSITION DE DÉCRET

a) Compétences matérielles

La Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives traite notamment :
— de la fonction publique et de l'administration ;
— de la gestion immobilière et mobilière ;
— de la simplification administrative ;
— des infrastructures sportives et de vie en plein air.

b) Composition

Présidente	Mme Sophie FAFCHAMPS[47]
Vice-Président	M. Chris MASSAKI MBAKI[48]
Vice-Président	M. Julien LIRADELFO[49]

Les autres membres effectifs sont :
MM. Christophe Bastin[50], Hervé Fiévet, Vincent Maillen, Mme Özlem Özen, M. Vincent Palermo, Mme Éliane Tillieux et M. Thierry Witsel.

Les membres suppléants sont :
MM. Vincent Crampont, Maxime Daye, Mme Dorothée De Rodder, MM. Olivier de Wasseige[51], Arnaud Dewez, Philippe Dodrimont, Charles Gardier, Mme Isabella Greco, M. François Huberty et Mme Patricia Van Walle.

6. COMMISSION DU TOURISME ET DU PATRIMOINE

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :
— du tourisme ;
— des monuments et sites, y compris les fouilles ;
— des infrastructures d'accueil de la petite enfance de quelque nature que ce soit, du financement de ces infrastructures et du suivi de ce financement ;
— des droits de l'enfant.

b) Composition

Présidente	Mme Patricia VAN WALLE[52]
Vice-Présidente	Mme Caroline DESALLE[53]
Vice-Présidente	Mme Valérie BLUGE[54]

Les autres membres effectifs sont :
MM. Grégory Chintinne, Charles Gardier, Mmes Armelle Gysen, Sylvie Muratore, Sophie Pécriaux, Sabine Roberty et M. Guillaume Soupart.

Les membres suppléants sont :
Mmes Alice Bernard, Caroline Cassart-Mailleux, M. Maxime Daye, Mme Valérie Dejardin, MM. Yves Evrard, Eddy Fontaine, Mme Mélissa Hanus, M. Loïc Jacob, Mme Geneviève Lazaron et M. Chris Massaki Mbaki.



EN CHIFFRES[55]

20 RÉUNIONS
40 HEURES DE RÉUNIONS
1 PROJET DE DÉCRET
1 PROPOSITION DE RÉSOLUTION

46. Pour la proposition de décret, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
47. Désignation en date du 8 septembre 2025.
48. Désignation en date du 8 septembre 2025.
49. Désignation en date du 8 septembre 2025.
50. Suppléant, en remplacement de M. Olivier de Wasseige, du 6 novembre 2025 au 12 mars 2026.
51. Effectif, en remplacement de M. Christophe Bastin, du 6 novembre 2025 au 12 mars 2026.
52. En remplacement de M. Jori Dupont, le 9 mars 2026.
53. Désignation en date du 8 septembre 2025.
54. Désignation en date du 8 septembre 2025.
55. Pour les projet et proposition, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.

7. COMMISSION DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DU LOGEMENT

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :
— de l'énergie ;
— du logement ;
— du climat ;
— du développement durable ;
— des aéroports et aérodromes.

Au sein de cette commission permanente est constituée une **Sous-commission du contrôle de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE)**[56].

Cette sous-commission, composée de cinq membres effectifs et qui se réunit à huis clos, est exclusivement chargée du contrôle sur la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE).

b) Composition

Président	M. Olivier MAROY[57]
Vice-Président	M. Jean-Jacques CLOQUET[58]
Vice-Président	M. Nicolas JANSSEN[59]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Alice Bernard[60], MM. Christophe Collignon, Laurent Devin, Yves Evrard, Mme Anne-Catherine Goffinet, M. Chris Massaki Mbaki[61] et Mme Christie Morreale.

Les membres suppléants sont :
MM. Jean-Paul Bastin, Grégory Chintinne, Mme Dorothée De Rodder, M. Carlo Di Antonio[62], Mme Véronique Durenne, M. Hervé Fiévet[63], Mmes Anne Lambelin, Christine Mauel, Amandine Pavet[64] et M. Thierry Witsel.

La Sous-commission du contrôle de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) est composée de M. Collignon, Mme Goffinet, MM. Janssen, Maroy (Président) et Mme Morreale.



EN CHIFFRES[65]

20 RÉUNIONS
95 HEURES DE RÉUNIONS
3 PROJETS DE DÉCRET
5 PROPOSITIONS DE DÉCRET
3 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

FOCUS SUR LE CONTRÔLE DE LA COMMISSION WALLONNE POUR L'ÉNERGIE (CWAPE)

Dans le cadre du contrôle que le Parlement exerce sur la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE), la Commission de l'énergie, du climat et du logement a auditionné Monsieur Renier, Président du Comité de direction de la CWaPE, le 7 octobre 2025 afin qu'il présente les rapports annuels 2024 de la CWaPE et le compte général de la CWaPE relatif à l'exercice d'exploitation 2024[66].

Au cours de la session 2025-2026, la Sous-commission du contrôle de la CWaPE a proposé au Parlement de désigner deux nouveaux directeurs. Monsieur Jacquemin et Madame Sprimont ont pris respectivement leurs fonctions de directeur technique et directrice socio-économique et tarifaire de la CWaPE, les 1er novembre 2025 et 1er juin 2026. Madame Cozigou a, quant à elle, vu son mandat de directrice des services aux consommateurs et des services juridiques renouvelé en date du 21 janvier 2026[67].

La Sous-commission a par ailleurs auditionné Monsieur Renier le 7 octobre 2025 sur la demande de dotation du régulateur pour l'année 2026 et a recommandé à l'assemblée d'approuver le projet de budget 2025 adapté et le projet de budget initial pour l'année 2026 de la CWaPE[68].

Enfin, le 25 novembre 2025, la Sous-commission a décidé de proposer à l'assemblée plénière d'attribuer à Monsieur Renier la mention « favorable »[69].

56. Art. 56*bis* du Règlement du Parlement de Wallonie.
57. Désignation en date du 9 septembre 2025.
58. Désignation en date du 9 septembre 2025
59. Désignation en date du 9 septembre 2025.
60. En remplacement de M. Jori Dupont, le 5 mars 2026.
61. En remplacement de M. Hervé Fiévet, le 2 février 2026.
62. En remplacement de M. Pascal Baurain, le 15 octobre 2025.
63. En remplacement de M. Vincent Maillen, le 2 février 2026.
64. En remplacement de Mme Rachida Aït Alouha, le 30 juin 2026.
65. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
66. Voir Doc. 351 (2025-2026) N° 1 et CRIC N° 28 (2025-2026).
67. Voir Doc. 456 (2025-2026) N° 1.
68. Voir Doc. 424 (2025-2026) N° 1 et Doc. 423 (2025-2026) N° 1.
69. Voir Doc. 422 (2025-2026) N° 1. La séance plénière a suivi cette proposition en date du 10 décembre 2025.

8. COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DE LA NATURE ET DE LA RURALITÉ[70]



EN CHIFFRES[70]

20 RÉUNIONS
66 HEURES DE RÉUNIONS
2 PROJETS DE DÉCRET
1 PROPOSITION DE DÉCRET
1 PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La liste des projets et propositions de décret et de résolution déposés, adoptés, rejetés ou retirés figure en annexe.

a) Compétences matérielles

La Commission traite notamment :
— de la politique agricole ;
— des exportations et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles ;
— de la rénovation rurale et de la conservation de la nature ;
— de la chasse, de la pêche et des forêts.

b) Composition

Président	M. François HUBERTY[71]
Vice-Président	M. Arnaud DEWEZ[72]
Vice-Président	M. Patrick SPIES[73]

Les autres membres effectifs sont :
Mmes Alice Bernard, Véronique Durenne, M. Eddy Fontaine, Mme Mélissa Hanus, MM. Loïc Jacob, Nicolas Janssen et Jean-Paul Wahl.

Les membres suppléants sont :
Mmes Caroline Cassart-Mailleux, Valérie Dejardin, MM. Carlo Di Antonio[74], Philippe Dodrimont, Yves Evrard, Mme Marie Jacqmin, MM. Bruno Lefèbvre, Julien Liradelfo[75], Vincent Palermo et Mme Sophie Pécriaux.



70. Pour les projets et propositions, il s'agit du nombre de textes déposés au cours de la session 2025-2026 à examiner par cette Commission.
71. Désignation en date du 11 septembre 2025.
72. Désignation en date du 11 septembre 2025.
73. Désignation en date du 11 septembre 2025.
74. En remplacement de M. Christophe Bastin, le 13 juillet 2026.
75. En remplacement de M. Jori Dupont, le 5 mars 2026.

LES AUTRES COMMISSIONS ET COMITÉS

COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS[76]

a) Missions

Cette commission de sept membres tirés au sort se réunit à huis clos et est chargée de la vérification des pouvoirs en cas d'élection partielle ou d'admission d'un membre suppléant.



b) Composition

Président	M. Jean-Paul WAHL

Les autres membres sont :
Mmes Alice Bernard, Valérie Bluge, MM. Julien Liradelfo, Vincent Maillen, Mme Sabine Roberty et M. Guillaume Soupart.

COMMISSION DE COOPÉRATION[77]



a) Missions

Afin de promouvoir la coopération entre, d'une part, la Wallonie et, d'autre part, l'État fédéral, les autres régions et les communautés, le Parlement de Wallonie a mis en place une Commission de coopération composée de dix membres en ce compris le président du Parlement.

Cette commission tient des séances communes avec les commissions correspondantes des autres parlements.

b) Composition

Président	M. Willy BORSUS[78]
Vice-Président	M. Jean-Paul BASTIN[79]
Vice-Présidente	Mme Alice BERNARD[80]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Valérie Dejardin, M. Yves Evrard, Mmes Christine Mauel, Özlem Özen, M. Patrick Spies, Mmes Caroline Taquin et Mathilde Vandorpe.

Les membres suppléants sont :
MM. Maxime Daye, Olivier de Wasseige, Charles Gardier, Mme Anne-Catherine Goffinet, MM. Bruno Lefèbvre, Vincent Maillen, Vincent Palermo, Mmes Amandine Pavet[81], Sophie Pécriaux et M. Thierry Witsel.

76. Art. 7 du Règlement du Parlement de Wallonie.
77. Art. 51 du Règlement du Parlement de Wallonie.
78. Le Président du Parlement préside la Commission de coopération (art. 51 du Règlement).
79. Désignation en date du 18 juin 2026.
80. Désignation en date du 18 juin 2026.
81. En remplacement de Mme Rachida Aït Alouha, le 30 juin 2026.

FOCUS SUR LA COOPÉRATION AVEC LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le 18 juin 2026, les Parlements de Wallonie et de la Communauté germanophone se sont réunis conjointement à Eupen dans le cadre de l'accord de coopération du 26 novembre 1998.

Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux de la coopération entre les deux entités, qui s'étend aujourd'hui à de nombreux domaines tels que le tourisme, la mobilité, l'environnement, la santé, l'économie, l'emploi, la formation ou encore la numérisation des administrations.

Les échanges ont souligné l'importance de cette collaboration pour renforcer l'efficacité de l'action publique et répondre aux enjeux communs. Ils ont également mis en évidence la nécessité d'adapter les instruments de coopération aux évolutions institutionnelles récentes, ainsi que la volonté partagée de renforcer les relations avec les partenaires de la Grande Région.

Les discussions ont enfin porté sur la réforme annoncée des provinces wallonnes et ses conséquences pour la Communauté germanophone.

En conclusion de la réunion, les présidents Willy Borsus et Patricia Creutz-Vilvoye ont réaffirmé leur volonté de poursuivre un dialogue parlementaire régulier et de renforcer la coopération entre les deux assemblées au bénéfice des citoyens.



© PDG\CK



© PDG\CK

FOKUS AUF DIE ZUSAMMENARBEIT MIT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Am 18. Juni 2026 kamen die Parlamente der Wallonie und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen des Kooperationsabkommens vom 26. November 1998 zu einer gemeinsamen Sitzung in Eupen zusammen.

Bei diesem Treffen wurde eine Bestandsaufnahme der Zusammenarbeit zwischen den beiden Teilgebieten vorgenommen, die sich heute auf zahlreiche Bereiche wie Tourismus, Mobilität, Umwelt, Gesundheit, Wirtschaft, Beschäftigung, Ausbildung sowie die Digitalisierung der Verwaltungen erstreckt.

In den Gesprächen wurde die Bedeutung dieser Zusammenarbeit hervorgehoben, um die Wirksamkeit des öffentlichen Handelns zu stärken und gemeinsame Herausforderungen zu bewältigen. Dabei wurde auch deutlich, dass die Instrumente der Zusammenarbeit an die jüngsten institutionellen Entwicklungen angepasst werden müssen und der gemeinsame Wille besteht, die Beziehungen zu den Partnern in der Großregion zu stärken.

Die Gespräche befassten sich schließlich mit der angekündigten Reform der wallonischen Provinzen und ihren Auswirkungen auf die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Zum Abschluss der Sitzung bekräftigten die Präsidenten Willy Borsus und Patricia Creutz-Vilvoye ihren Willen, den regelmäßigen parlamentarischen Dialog fortzusetzen und die Zusammenarbeit zwischen den beiden Parlamenten zum Wohle der Bürgerinnen und Bürger zu stärken.

COMMISSION CHARGÉE DE QUESTIONS EUROPÉENNES[82]

a) Missions

Sans préjudice de l'intervention des commissions permanentes sur les matières en lien avec la politique européenne, cette commission est chargée de veiller à la participation du Parlement au bon fonctionnement de l'Union européenne en préparant des avis portant sur :

— l'ensemble des questions européennes ;
— le respect des principes de subsidiarité des projets d'actes législatifs émanant des institutions européennes, à l'exception du Conseil européen ;
— les projets d'actes législatifs initiés par la Commission européenne et d'autres textes des institutions européennes.

EN CHIFFRES

7 RÉUNIONS
19 HEURES DE RÉUNIONS

b) Composition

Elle est constituée de dix membres en ce compris le Président du Parlement qui la préside. En outre, les membres belges francophones du Parlement européen sont associés aux travaux de cette commission. Ils participent avec voix consultative.

Président	M. Willy BORSUS[83]
Vice-Président	Vincent BLONDEL[84]
Vice-Président	N.[85]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Valérie Bluge, MM. Philippe Dodrimont, Eddy Fontaine, Mme Anne Lambelin, MM. Bruno Lefèbvre, Loris Resinelli[86], Guillaume Soupart et Mme Patricia Van Walle.

Les membres suppléants sont :
MM. Jean-Jacques Cloquet, Vincent Crampont, Mme Véronique Durenne, MM. Loïc Jacob, Nicolas Janssen, Jean-Pierre Lepine, Germain Mugemangango[87], Mme Éliane Tillieux, M. Nicolas Tzanetatos et Mme Valérie Warzée-Caverenne.

DES PERSONNALITÉS EUROPÉENNES AU PARLEMENT DE WALLONIE



Monsieur Moors,
Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne

Tout au long de la session, la Commission chargée de questions européennes a auditionné plusieurs acteurs clés de l'Union européenne afin de mieux appréhender les mécanismes de décision, de financement et de contrôle de l'action européenne ainsi que leurs répercussions pour la Wallonie.

Le 11 septembre 2025, la Commission a entendu **Messieurs Moors, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne, et Noël, Délégué général de la Wallonie auprès de l'Union européenne**. Les échanges ont porté sur les principaux défis auxquels l'Union est confrontée, notamment en matière de sécurité, de compétitivité, de transition énergétique, de commerce international et de budget européen, ainsi que sur la place de la Wallonie dans le processus décisionnel européen.

Le 23 octobre 2025, **Monsieur de Groot, Vice-président de la Banque européenne d'investissement**, a présenté le rôle de la BEI dans le financement de projets structurants en Wallonie. Les discussions ont mis en évidence l'importance des investissements européens pour soutenir l'innovation, la transition énergétique et le développement de secteurs stratégiques.

Le 22 janvier 2026, la Commission a auditionné **S.E. Monsieur Spyros Attas, Ambassadeur de la République de Chypre près le Royaume de Belgique**, afin d'examiner les priorités de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, notamment en matière de sécurité, d'autonomie stratégique et de transitions numérique et énergétique.

Au cours de la même réunion, **Madame Turtelboom, membre de la Cour des comptes européenne**, a présenté les conclusions de récents rapports relatifs à l'utilisation des fonds européens et aux infrastructures de transport. Cette audition a permis d'aborder les enjeux de bonne gestion, de transparence et d'efficacité des dépenses publiques européennes.

82. Art. 52 du Règlement du Parlement de Wallonie.
83. Le Président du Parlement préside la Commission chargée de questions européennes (art. 52 du Règlement).
84. Désignation en date du 11 septembre 2025.
85. Vice-présidence réservée à un député du Parlement européen (art. 52 du Règlement).
86. En remplacement de M. Carlo Di Antonio, le 13 juillet 2026, remplaçant de M. Pascal Baurain depuis le 15 octobre 2025.
87. En remplacement de M. Jori Dupont, le 5 mars 2026.

COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES[88]



EN CHIFFRES

8 RÉUNIONS
14 HEURES DE RÉUNIONS

a) Missions

Sans préjudice de l'intervention des commissions permanentes, cette commission veille à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et a pour mission d'examiner les questions relatives à cette problématique. Elle peut agir de sa propre initiative, à la demande du président du Parlement ou à la demande d'une commission permanente. La Commission procède à des auditions d'experts et établit un rapport à la fin de ses travaux.

b) Composition

Présidente	Mme Caroline TAQUIN[89]
Vice-Président	M. Bruno Lefèbvre[90]
Vice-Président	M. Nicolas TZANETATOS[91]

Les autres membres effectifs sont :
Mme Jamila Ammi[92], M. Maxime Daye[93], Mmes Véronique Durenne, Sophie Fafchamps, Isabella Greco, Armelle Gysen et Sophie Pécriaux.

Les membres suppléants sont :
Mmes Alice Bernard[94], Valérie De Bue, Dorothée De Rodder, M. Yves Evrard, Mmes Marie Jacqmin, Geneviève Lazaron, Diana Nikolic, M. Patrick Spies, Mme Stéphanie Thoron[95] et M. Thierry Witsel.

COMMISSION DES POURSUITES[96]



a) Missions

Cette commission se réunit à huis clos et est chargée d'examiner les demandes de suspension de détention d'un député, les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon, les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées ou les demandes de règlement de la procédure à l'égard d'un député ou d'un membre ou d'un ancien membre du Gouvernement wallon dont est saisie l'assemblée par les autorités judiciaires.

b) Composition

Les membres sont :
MM. Jean-Paul Bastin, Christophe Collignon, Mme Valérie De Bue, MM. Carlo Di Antonio[97], Julien Liradelfo, Mmes Christie Morreale, Diana Nikolic, MM. Nicolas Tzanetatos et Jean-Paul Wahl.

88. Art. 53 du Règlement du Parlement de Wallonie.
89. Désignation en date du 26 novembre 2025.
90. Désignation en date du 26 novembre 2025
91. Désignation en date du 26 novembre 2025.
92. En remplacement de Mme Rachida Aït Alouha, le 30 juin 2026.
93. En remplacement de Mme Stéphanie Thoron, le 13 mars 2026.
94. En remplacement de Mme Jamila Ammi, le 30 juin 2026.
95. En remplacement de M. Maxime Daye, le 13 mars 2026.
96. Art. 54 du Règlement du Parlement de Wallonie.
97. En remplacement de M. Pascal Baurain, le 15 octobre 2025.

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DES COMMUNICATIONS[98]

a) Missions

Les missions de cette commission sont :

— le contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis politiques pour les élections régionales ;
— le contrôle des dépenses électorales engagées par les partis politiques représentés au Parlement de Wallonie pour les élections locales et l'examen des réclamations éventuellement introduites à l'encontre des candidats[99] ;
— l'examen des communications et des campagnes d'information du président du Parlement de Wallonie, du Gouvernement wallon, d'un ou plusieurs de ses membres.

b) Composition

Président	M. Willy BORSUS[100]
Vice-Président	M. Eddy FONTAINE[101]

Les autres membres effectifs sont :
MM. Christophe Bastin, Maxime Daye, Mmes Valérie De Bue, Marie Jacqmin, M. Germain Mugemangango, Mmes Özlem Özen, Éliane Tillieux et M. Jean-Paul Wahl.

Les membres suppléants sont :
M. Jean-Paul Bastin, Mmes Caroline Cassart-Mailleux, Valérie Dejardin, M. Philippe Dodrimont, Mmes Anne Laffut, Geneviève Lazaron, M. Bruno Lefèbvre, Mmes Sabine Roberty, Caroline Taquin et Patricia Van Walle.



EN CHIFFRES

2 RÉUNIONS À HUIS CLOS
1 HEURE DE RÉUNIONS

98. Art. 150 et suivants du Règlement du Parlement de Wallonie.
99. Lors des prochaines élections locales, ce contrôle sera transféré au Conseil des élections locales. Voir l'article 124 du Décret-programme du 26 mars 2026 portant des mesures diverses en matière de budget et de comptabilité, de bien-être animal, de pouvoirs locaux, d'aménagement du territoire, de mobilité, d'économie, d'emploi, de formation, d'environnement, de climat, de tourisme, de patrimoine et d'agriculture et de ruralité (Doc. 489 (2025-2026) N° 1 à 29).
100. Le Président du Parlement préside la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications (art. 150 du Règlement).
101. Désignation en date du 12 novembre 2025.

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ[102]

EN CHIFFRES

4 RÉUNIONS
7 HEURES DE RÉUNIONS

a) Missions

Cette commission est chargée de l'examen du projet de budget, de la comptabilité, des comptes et de la gestion des fonds du Parlement afin d'assurer le suivi de la gestion budgétaire et comptable des moyens dont dispose l'assemblée et des décisions du Bureau prises dans ce cadre (voir p. 22).

b) Composition

Président	M. Jean-Pierre LEPINE[103]
Vice-Président	M. Nicolas TZANETATOS[104]

Les autres membres effectifs sont :
MM. Christophe Bastin, Jean-Paul Bastin, Grégory Chintinne, Mmes Valérie De Bue, Christine Mauel, Christie Morreale, M. Germain Mugemangango et Mme Éliane Tillieux.

La qualité de membre de cette commission est incompatible avec celle de membre du Bureau.

FOCUS SUR LA PUBLICITÉ DES TRAVAUX

Dans un souci de transparence et d'accessibilité de l'activité parlementaire, les réunions de la Commission de la comptabilité sont, à l'instar de celles des autres commissions du Parlement de Wallonie, retransmises en direct sur la chaîne YouTube du Parlement de Wallonie, laquelle comptait à la fin de la session plus de 4100 abonnés.

Les enregistrements des séances demeurent également accessibles en différé sur cette même chaîne, permettant aux citoyens, aux médias et à toute personne intéressée de consulter les travaux de la Commission à tout moment. Cette diffusion contribue à renforcer la publicité des débats et à favoriser une meilleure compréhension des missions exercées par la Commission de la comptabilité dans le cadre de la gestion et du contrôle des moyens de l'institution.

102. Art. 169 du Règlement du Parlement de Wallonie.
103. Désignation en date du 19 septembre 2024.
104. Désignation en date du 19 septembre 2024.

COMITÉ « MÉMOIRE ET DÉMOCRATIE »[105]

a) Missions

La mission du Comité « Mémoire et Démocratie » est d'encourager, par tous les moyens qu'il juge utiles, la sensibilisation et la promotion de la démocratie ainsi que l'éducation à la mémoire. Il peut en outre donner des avis dans ces matières soit de sa propre initiative, soit à la demande du président du Parlement ou d'une commission permanente du Parlement.

b) Composition

Président	M. Bruno LEFÈBVRE[106]

EN CHIFFRES

3 RÉUNIONS PUBLIQUES
2 RÉUNIONS À HUIS CLOS
2 HEURES DE RÉUNIONS

Les autres membres sont :
Mme Jamila Ammi[107], M. Arnaud Dewez, Mmes Geneviève Lazaron, Bénédicte Linard, MM. Julien Liradelfo, Chris Massaki Mbaki, Freddy Mockel, Loris Resinelli et Thierry Witsel[108].

COMMISSION INTERPARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES PROPOSITIONS DE DÉCRET CONJOINT DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE MODIFIANT L'ARTICLE 1ER DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 20 MARS 2014 ENTRE LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE RELATIF À LA GOUVERNANCE DANS L'EXÉCUTION DES MANDATS PUBLICS AU SEIN DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTITÉS DÉRIVÉES DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE

a) Composition

Président	M. Nicolas TZANETATOS[109]

EN CHIFFRES

1 RÉUNION

Les autres membres effectifs pour le Parlement de Wallonie sont :
Mme Valérie Bluge, M. Christophe Collignon, Mmes Valérie De Bue, Caroline Desalle, M. Hervé Fiévet, Mmes Isabella Greco, Anne Lambelin, Geneviève Lazaron, MM. Germain Mugemangango et Loris Resinelli.

b) Activité

Voir les principales thématiques abordées durant la session 2025-2026, sous « Gouvernance » p. 47.

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA MOBILITÉ ET DES POUVOIRS LOCAUX, DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION ET DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ACTION SOCIALE

Ces commissions se sont réunies conjointement le 24 mars 2026 afin d'examiner deux projets de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 12 juin 2025 modifiant le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon et le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française (Doc. 526 (2025-2026) N° 1 et 527 (2025-2026) N° 1).

RÉUNION CONJOINTE DE LA COMMISSION DU TOURISME ET DU PATRIMOINE DU PARLEMENT DE WALLONIE ET DE LA COMMISSION DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE, DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DES MAISONS DE JUSTICE, DE LA SANTÉ, DES DROITS DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES DU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Ces commissions se sont réunies conjointement le 18 novembre 2025 afin d'entendre Monsieur Hubert, Conseiller à la Cour des comptes, sur le rapport d'audit de la Cour des comptes relatif à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) - Capacité d'accueil de la petite enfance en Région wallonne.

105. Art. 57 du Règlement du Parlement de Wallonie.
106. Désignation en date du 23 septembre 2025, avec reconduction en date du 24 mars 2026.
107. En remplacement de M. Jori Dupont, le 5 mars 2026.
108. En remplacement de Mme Sabine Roberty, le 2 juin 2026.
109. Désignation en date du 18 juin 2026.



EN CHIFFRES

57 PROJETS DE DÉCRET DÉPOSÉS
33 PROPOSITIONS DE DÉCRET DÉPOSÉES

→ Voir la liste des décrets déposés au cours de la session : **https://parlwal.be/touslesdecrets2025-2026**

Le Parlement wallon exerce conjointement avec le Gouvernement wallon le pouvoir législatif au niveau régional par la voie de normes appelées décrets. Le décret a force de loi dans les limites de la compétence matérielle et territoriale de la Région wallonne.

Le droit d'initiative appartient aux membres du Parlement wallon (par la voie du dépôt de propositions de décret) et aux membres du Gouvernement wallon (par la voie du dépôt de projets de décret).

C'est au sein des commissions permanentes que sont examinés en premier lieu les projets ou propositions de décret.

Le travail des commissions sur un texte se conclut par le vote, d'abord article par article, puis sur l'ensemble du texte proposé, et par la rédaction d'un rapport. La commission y émet une recommandation adressée aux membres de la séance plénière, à savoir l'adoption ou le rejet du texte. Il revient alors à cette dernière d'examiner le projet ou la proposition.

FOCUS SUR LES DÉCRETS-PROGRAMMES

Un décret-programme est un décret contenant des dispositions relatives à un grand nombre de matières différentes. Il permet de modifier ou d'abroger plusieurs décrets existants dans des domaines variés pour mettre en œuvre le programme politique du Gouvernement.

Au cours de la session 2025-2026, les commissions permanentes, chacune pour ce qui les concerne, ont été saisies de deux projets de décret-programme portant des mesures diverses en matière de budget et de comptabilité, de bien-être animal, de pouvoirs locaux, d'aménagement du territoire, de mobilité, d'économie, d'emploi, de formation, d'environnement, de climat, de tourisme, de patrimoine et d'agriculture et de ruralité[110].

Parmi les mesures visées figuraient des modifications en matière d'allocations familiales, des adaptations relatives aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis), le renforcement de la tutelle d'approbation des schémas de développement communaux et pluricommunaux, la révision du décret organique du FOREm, ou encore une réforme des cellules de reconversion.

Ce sont ainsi plus de 320 dispositions diverses, à la fois techniques, de simplification administrative et de fond, qui ont été examinées lors de la semaine d'activités du 9 mars 2026 puis adoptées en séance plénière le 25 mars 2026.

110. Voir Doc. 489 (2025-2026) N° 1 à 1*sexies* à 29 et Doc. 490 (2025-2026) N° 1 à 1*ter* à 5.

LE PROCESSUS D'ADOPTION D'UN DÉCRET EN BREF



INITIATIVE

du Gouvernement

d'un ou plusieurs député(s)

DÉPÔT

du projet de décret

de la proposition de décret (et prise en considération)

EXAMEN EN COMMISSION

Débat et amendements

VOTE EN COMMISSION

Pour, contre ou abstention

Si adopté en commission ou, en cas de rejet, à la demande de l'auteur

EXAMEN EN SÉANCE PLÉNIÈRE

Débat et amendements

VOTE EN SÉANCE PLÉNIÈRE

Pour, contre ou abstention

Si adopté en séance plénière

SANCTION ET PROMULGATION

par le Gouvernement

PUBLICATION AU MONITEUR BELGE

5. PRINCIPALES THÉMATIQUES ABORDÉES DURANT LA SESSION 2025-2026

ACTION SOCIALE

Lutter contre le sans-abrisme



© SPW – L.Moonens

Face à l'enjeu majeur que constitue le sans-abrisme et suite à l'examen, le 23 septembre 2025, d'une proposition de résolution en la matière[111], la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a mené des auditions sur les missions et le financement des relais sociaux, des maisons d'accueil et des abris de nuit pour les personnes sans abri.

Elle a en outre sollicité plusieurs avis écrits afin d'être dûment informée de la situation. Le Gouvernement a présenté à cette occasion sa Stratégie coordonnée de sortie du sans-abrisme 2025-2029[112] qui vise à proposer des réponses structurelles en articulant les compétences du logement, de l'aide sociale, de la santé, des pouvoirs locaux et de l'aide à la jeunesse.

Accueillir dignement

Le 13 juillet 2026, la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a recommandé l'adoption d'un projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et transposant partiellement une directive européenne relative aux normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale[113].

Le texte, adopté en séance plénière le 15 juillet 2026, concerne les personnes porteuses d'un handicap ayant demandé le statut de réfugié ou la protection subsidiaire. Il vise essentiellement à leur permettre de bénéficier des prestations de l'Agence wallonne pour une Vie de Qualité (AViQ) pendant le traitement de leur demande d'asile et après, si celle-ci est approuvée.

AGRICULTURE

Développer l'agriculture sociale



© SPW – J-L.Carpentier

La Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale et la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité ont procédé conjointement à des auditions sur le thème de l'agriculture sociale le 22 janvier 2026[114]. Divers avis écrits ont été sollicités afin de mieux appréhender cette forme d'accompagnement, dont bénéficient déjà près de 300 Wallons.

L'agriculture sociale favorise la rencontre entre des personnes accompagnées par des institutions sociales ou de santé et des agriculteurs. Elle repose sur un partenariat impliquant au minimum trois acteurs : la ferme d'accueil, la personne accueillie et une structure d'accompagnement chargée de promouvoir et de coordonner ces accueils.

S'inscrire dans la transition agricole



© SPW – AWAP – V.Rocher

Le secteur de la recherche agricole constituant un levier majeur de la transition sectorielle, la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité a mené les 6 février et 12 mars 2026 une série de visites de terrain à Louvain-la Neuve, Gembloux, Upigny et Merelbeke, axées sur le rôle et le fonctionnement des centres de recherche dans les politiques d'innovation[115].

111. Voir Doc. 279 (2024-2025) N° 1 à 6.
112. Voir CRIC N° 139 (2025-2026) et CRIC N° 160 (2025-2026).
113. Voir Doc. 614 (2025-2026) N° 1 à 5.
114. Voir CRIC N° 86 (2025-2026).
115. Voir Doc. 532 (2025-2026) N° 1.

Toujours dans le cadre de cette même thématique, la Commission s'est déplacée pour une mission d'étude à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) dans les Hauts-de-France le 27 mars 2026 et à l'Université de Wageningue aux Pays-Bas le 1er juin 2026[116].

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Relever et transformer les territoires après les crues



© SPW – J-L.Carpentier

La Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux a poursuivi les travaux entamés lors de la session 2024-2025 consacrés à la résilience du territoire wallon après les inondations de juillet 2021. Une délégation s'est rendue à Bad Neuenahr (Rhénanie-Palatinat, Allemagne) le 27 février 2026 dans le cadre d'une mission d'étude.

Les rencontres et les visites organisées dans le cadre de cette mission ont permis aux députés de prendre connaissance des similarités mais également des différences qui existent entre les stratégies de reconstruction déployées en Wallonie et celles mises en œuvre en Allemagne Le rapport de ces multiples visites et rencontres a été présenté en Commission le 21 avril 2026[117].

Aménager le territoire

La Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux a procédé le 19 mai 2026 à des auditions sur la réforme du rôle des agences de développement territorial. Des représentants de la Conférence permanente du développement territorial (CPDT) ont notamment pu être entendus à cette occasion[118].



© SPW – F.Dor

La Commission a par ailleurs été saisie de plusieurs pétitions relatives à l'affectation des sols et à l'implantation de projets sur le territoire wallon, comme la pétition contre l'extension du parc d'activité économique (PAE) de Mariembourg[119] et celle s'opposant à l'implantation de milliers de panneaux photovoltaïques en zone agricole d'Anthisnes[120].

CLIMAT

Augmenter la résilience en matière de climat



© SPW – T.Marcellis

La Commission de l'énergie, du climat et du logement a procédé, le 23 septembre 2025, à des auditions relatives à l'étude de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) intitulée *Diagnostic de vulnérabilités pour augmenter la résilience wallonne à travers l'adaptation aux changements climatiques*[121].

Les impacts du changement climatique ont été analysés pour l'eau, les sols, la santé, l'énergie, la biodiversité, l'agriculture, les infrastructures et le logement. Le projet a généré plus de 700 cartes et 40 indicateurs de vulnérabilité basés sur divers modèles climatiques ; il constitue une base essentielle pour guider les politiques publiques[122].

116. Voir Doc. 535 (2025-2026) N° 1 et 1*bis*.
117. Voir Doc. 517 (2025-2026) N° 1.
118. Voir CRIC N° 149 (2025-2026).
119. Voir Doc. 326 (2025-2026) N° 1.
120. Voir Doc. 445 (2025-2026) N° 1.
121. Voir CRIC N° 17 (2025-2026).
122. Site web de la Wallonie, https://www.wallonie.be/fr/publications/diagnostic-de-vulnerabilites-pour-augmenter-la-resilience-wallonne-face-aux-changements-climatiques, dernière consultation le 10 juillet 2026.

CULTES

Moderniser l'encadrement des cultes



© SPW / AWAP – V.Rocher

La Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux a entamé le 7 octobre 2025 l'examen d'une proposition de décret qui entend réformer le régime organique des établissements cultuels de façon globale en se centrant autour du principe d'uniformisation, de la rationalisation, de la dimension patrimoniale et du logement du ministre du culte[123].

La réforme de l'encadrement des cultes passera par la mise en place d'un texte unique, lequel visera ainsi leur gouvernance et leur financement au regard des réalités du 21e siècle, tout en garantissant la liberté de culte et le respect des traditions locales. De nombreux avis écrits ont été sollicités dans ce cadre.

ÉCONOMIE ET EMPLOI

Favoriser la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi

Le 6 janvier 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a recommandé l'adoption de deux projets de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 28 novembre 2025 entre la Région flamande et la Région wallonne pour l'échange d'informations sur le marché du travail et la promotion de la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi[124].



© SPW / AWAP – V.Rocher

L'accord de coopération précité vise en particulier les zones frontalières et poursuit trois objectifs : contribuer à un taux d'emploi fédéral de 80 %, fluidifier le marché du travail et accroître la mobilité des chercheurs d'emploi entre les deux Régions. Ces projets de décret ont été adoptés en séance plénière le 21 janvier 2026.

Mettre en place une nouvelle filière économique

La Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation s'est intéressée à la multiplication d'incidents impliquant des drones et qui tendent à démontrer l'émergence d'une menace nouvelle pouvant directement concerner la Région wallonne, laquelle concentre un nombre important de sites sensibles.

Il a été observé que les Régions avaient un rôle à jouer dans le développement d'une filière économique dans ce secteur qui offre un potentiel considérable en matière d'innovation et de création d'emplois qualifiés. Cet intérêt s'est concrétisé par l'adoption, le 25 mars 2026, d'une proposition de résolution[125], ainsi que par l'organisation d'auditions le 21 avril 2026[126].



© SPW – A.Coppens

123. Voir Doc. 227 (2024-2025) N° 1 à 4.
124. Voir Doc. 431 (2025-2026) N° 1 à 3 et Doc. 432 (2025-2026) N° 1 à 3.
125. Voir Doc. 435 (2025-2026) N° 1 à 7.
126. Voir CRIC N° 138 (2025-2026).

Rationnaliser les aides à l'embauche

Le 21 avril 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a recommandé l'adoption du projet de décret portant création d'un incitant unique à l'embauche[127]. Ce texte, adopté en séance plénière le 20 mai 2026, abroge six dispositifs d'aide à l'emploi existants, à savoir SESAM, SINE, Tremplin, ainsi que les trois mesures Impulsion.



© SPW – A.Coppens

Cette réforme repose sur un ciblage multifactoriel des chercheurs d'emploi les plus éloignés du travail par l'entremise de différents critères permettant de cibler les personnes qui sans aide auraient le plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Les employeurs bénéficiaires devront en outre offrir une expérience de travail durable selon des règles d'occupation strictes.

Réformer les titres-services



© Pexels

En vue de préparer la future réforme des titres-services, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation s'est vu présenter, le 19 mai 2026, une évaluation du dispositif wallon des titres-services pour la période 2021-2024[128]. Selon cette étude, le modèle actuel se serait plus soutenable financièrement pour la Région.

Cet exposé a été complétée par les auditions, le 2 juin 2026, de représentants du monde patronal et syndical[129], ainsi que par la sollicitation d'avis écrits. Parmi les enjeux évoqués : le coût important des subventions publiques, les difficultés financières rencontrées par certaines entreprises et la pénurie de personnel.

Mobiliser l'épargne privée au profit des PME



© SPW – A.Coppens

Le 2 juin 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a recommandé à l'unanimité des membres, l'adoption de la proposition de décret modifiant le dispositif du Prêt « Coup de Pouce »[130], et ce afin de préserver l'utilité et l'attractivité de cet outil tout en renforçant la maîtrise du coût budgétaire.

Le texte vise concrètement à simplifier le dispositif pour le rendre plus lisible, tant pour les prêteurs que pour les entreprises bénéficiaires et les autorités chargées de son suivi. Il établit en outre des garde-fous visant à préserver l'intégrité économique et fiscale du mécanisme. La proposition de décret a été adoptée en séance plénière le 3 juin 2026[131].

Soutenir l'entrepreneuriat

Le 16 juin 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a recommandé l'adoption du projet de décret relatif au dispositif des chèques-entreprises pour le soutien à l'entrepreneuriat et à la croissance des petites et moyennes entreprises[132].

Ce dispositif, adopté en séance plénière le 1er juillet 2026, vise à permettre aux candidats entrepreneurs et aux PME d'accéder à des prestations de conseil, d'accompagnement, de formation et d'expertise dans des domaines stratégiques tels que la création, l'innovation, le numérique, l'internationalisation et la transmission d'entreprises.

127. Voir Doc. 536 (2025-2026) N° 1 à 6.
128. Voir CRIC N° 150 (2025-2026).
129. Voir CRIC N° 159 (2025-2026).
130. Ce prêt constitue un instrument de soutien au financement des PME wallonnes et à la mobilisation de l'épargne privée. L'emprunt est contracté auprès d'un proche qui profitera d'un avantage fiscal sous la forme d'un crédit d'impôt.
131. Voir Doc. 567 (2025-2026) N° 1 à 3.
132. Voir Doc. 588 (2025-2026) N° 1 à 5.

Remettre l'accompagnement à l'autocréation d'emploi sur le métier

Le 30 juin 2026, la même Commission a examiné deux projets de décret consacrés à l'accompagnement des chercheurs d'emploi vers l'entrepreneuriat. Le premier texte vise à réformer les structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (S.A.A.C.E.), notamment par une réduction du nombre d'acteurs et un renforcement de la qualité de l'accompagnement.

Le second texte concentre le soutien régional sur des projets entrepreneuriaux crédibles et durables, en conditionnant l'accès à l'aide à un parcours d'accompagnement préalable et à une période minimale d'inscription comme chercheur d'emploi. Les deux textes ont été adoptés en séance plénière le 15 juillet 2026[133].

ÉGALITÉ DES CHANCES

Défendre l'autonomie économique des femmes

Sans dupliquer les outils existants ni viser le contrôle gouvernemental, la Commission pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a entamé le 4 février 2026 un cycle d'auditions intitulé « Autonomie économique des femmes : carrières, parentalité et qualité de l'emploi ».

La Commission entend apporter une vision complémentaire et transversale sur cette problématique. Ce cycle d'auditions a déjà réuni un large panel d'experts issus des instances de référence de l'égalité des genres, des représentants du service public, des organisations syndicales, ou encore d'acteurs économiques et sectoriels majeurs de Wallonie.

Combattre les discriminations

Le 19 mai 2026, la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a recommandé à l'unanimité l'adoption de la proposition de résolution visant à renforcer la prévention contre les guet-apens homophobes et la sécurité des personnes LGBTQIA+, affirmant à cette occasion que personne ne devrait craindre pour sa sécurité en raison de son orientation sexuelle, de son identité ou de son expression de genre.



© Pixabay

Cette proposition intervient quelques semaines après l'adoption de la *Stratégie d'inclusion des personnes LGBTQIA+ 2025-2029* commune à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans laquelle les exécutifs entendent faire de la lutte contre les violences une priorité majeure[134]. La proposition de résolution a été adoptée en séance plénière le 3 juin 2026.

ÉNERGIE

Soutenir le déploiement des infrastructures de recharge



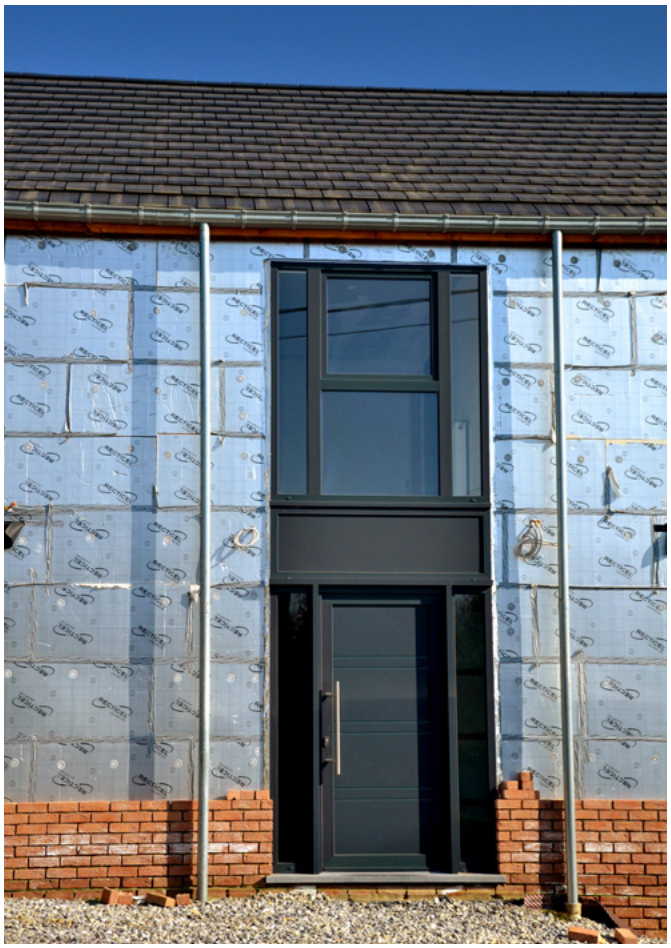
© SPW – F.DOr

Lors d'une réunion conjointe le 21 octobre 2025, la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux et la Commission de l'énergie, du climat et du logement, ont procédé à l'audition de Monsieur Rappe, Conseiller à la Cour des comptes, sur le rapport d'audit relatif à l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques en Wallonie[135].

Dans le cadre de ses recommandations, la Cour a invité la Région à anticiper les besoins en électricité liés à l'électromobilité et a demandé au Gouvernement d'énoncer des objectifs généraux clairs en lien avec les enjeux de politiques publiques identifiés tout en mobilisant l'ensemble des acteurs publics pour y concourir de manière cohérente.

133. Voir Doc. 602 (2025-2026) N° 1 à 3 et Doc. 601 (2025-2026) N° 1 à 5.
134. Voir Doc. 549 (2025-2026) N° 1 à 7.
135. Voir CRIC N° 34 (2025-2026).

Tenir compte de la performance énergétique des bâtiments



© SPW – DCIE

La Commission de l'énergie, du climat et du logement a examiné le 3 février 2026 un projet de décret habilitant le Gouvernement wallon à prendre en compte la performance énergétique des bâtiments dans la fixation des conditions relatives au mode de calcul des loyers des logements d'utilité publique[136]. Le texte a été adopté, en séance plénière, le 25 février 2026.

La Commission a par ailleurs auditionné le 21 avril 2026 plusieurs experts à propos du financement de la rénovation énergétique des bâtiments en Wallonie[137]. La question de la mobilisation de l'épargne privée, en ce compris la question de la coopération avec le secteur de l'assurance, a été à cette occasion largement abordée.

Garantir un accès équitable à l'énergie

Le 7 avril 2026, la Commission de l'énergie, du climat et du logement a procédé à des auditions sur la coupure du réseau de distribution de gaz de février 2026 à Mons[138]. Un incident technique majeur avait en effet privé de gaz près de 12 000 foyers. Les compteurs avaient dû être fermés manuellement par mesure de sécurité, et le rétablissement s'était échelonné sur plusieurs jours.



© SPW – DCIE

Dans ce cadre, la Commission a entendu Madame Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, un représentant habilité d'ORES et des représentants habilités de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE), lesquels ont été amenés à répondre à de nombreuses questions émanant des députés.

ENVIRONNEMENT

Réduire les nuisances aéroportuaires



© SPW

La Commission de l'énergie, du climat et du logement a examiné, le 23 septembre 2025, un projet de décret visant à rendre plus effectif le système de contrôle et de sanction des dépassements des normes de bruit et à rencontrer le prescrit d'une décision judiciaire prise en la matière[139]. Ce texte a été adopté le 24 septembre 2025 en séance plénière.

Ce cadre décrétal a été complété le 19 mai 2026 par l'examen d'un nouveau projet de décret ciblant cette fois le renforcement des sanctions en cas de dépassement des seuils de bruit et devant permettre le développement équilibré de l'aéroport de Charleroi. Le texte a été adopté en séance plénière le 3 juin 2026[140].

136. Voir Doc. 458 (2025-2026) N° 1 à 3.
137. Voir CRIC N° 140 (2025-2026).
138. Voir CRIC N° 128 (2025-2026).
139. Voir Doc. 314 (2024-2025) N° 1 à 4.
140. Voir Doc. 545 (2025-2026) N° 1, 1*bis* à 7.

Responsabiliser les producteurs à la question des déchets



© SPW – J-L.Carpentier

Le 10 mars 2026, la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a recommandé l'adoption du projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 9 février 2026 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages[141].

Cet accord de coopération permet de mieux encadrer la gestion des déchets en transférant la charge financière et opérationnelle du traitement des déchets des collectivités publiques vers les fabricants. Le texte sécurise, en outre, pour les communes, un financement structurel, prévisible et révisable des coûts liés aux déchets sauvages, avec une évaluation obligatoire à intervalles réguliers. Le projet de décret a été adopté en séance plénière le 11 mars 2026.

FISCALITÉ

Encadrer les réformes fiscales

En ses réunions du 20 avril et du 18 mai 2026, la Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal a entamé la discussion d'une proposition de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes[142].

Cette proposition de décret vise à instaurer un suivi budgétaire pluriannuel systématique dont les résultats figureront dans l'exposé général du budget de chaque exercice. La présence de telles évaluations doivent constituer un gage de bonne gouvernance et permettre aux parlementaires d'assumer pleinement leur rôle de contrôle du Gouvernement.

GOUVERNANCE

Installer une Commission de déontologie et d'éthique

Le 18 juin 2026, une commission interparlementaire comprenant des délégations du Parlement de Wallonie et du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est réunie afin d'examiner une proposition de décret conjoint relative à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique[143].

Adopté en séance plénière le 1er juillet 2026, le texte vise à confier les missions de contrôle de la Commission de déontologie et d'éthique à un organe désigné soit par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française chacun pour ce qui le concerne, soit conjointement.

FOCUS SUR LES POUVOIRS SPÉCIAUX ACCORDÉS AU GOUVERNEMENT

Lors d'une réunion conjointe le 24 mars 2026, la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation et la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale ont adopté les projets de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 12 juin 2025[144].

En effet, en suite de la cyberattaque d'avril 2025 qui avait paralysé les systèmes informatiques du Service public de Wallonie (SPW) et de l'adoption des décrets visant à adapter temporairement les délais fixés dans des normes wallonnes qui s'imposent aux services du Gouvernement, aux acteurs publics utilisant l'environnement informatique du SPW ou aux usagers de ces services, il s'est avéré que des mesures relatives notamment au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé nécessitaient une prolongation au-delà du délai initialement déterminé. Cette prolongation étant contenue dans un arrêté de pouvoirs spéciaux, l'habilitation devait être confirmée par le Parlement, sous peine que cet arrêté soit considéré comme n'ayant jamais produit ses effets.

Les textes précités ont été adoptés en séance plénière le 8 avril 2026.

141. Voir Doc. 495 (2025-2026) N° 1, 1*bis* à 3.
142. Voir Doc. 191 (2024-2025) N° 1.
143. Voir Doc. 438 (2025-2026) N° 1, 1*bis* à 3.
144. Voir Doc. 526/527 (2025-2026) N° 1 à 3.

INTERNATIONAL

Évaluer à nouveau le CETA



Au printemps 2026[145], le Parlement a réexaminé l'Accord économique et commercial global (AECG/CETA) entre l'Union européenne et le Canada, dont il avait temporairement bloqué le processus décisionnel européen en 2016, avant que l'adoption d'un instrument interprétatif ne permette son application provisoire.

Face à la volonté du Gouvernement de ratifier l'accord, la Commission chargée de questions européennes a organisé des auditions réunissant des représentants des institutions européennes, du Canada, de l'administration wallonne, des partenaires économiques et sociaux, du secteur agricole et de la société civile.

Ces échanges ont mis en lumière les opportunités économiques de l'accord ainsi que les enjeux liés à l'environnement, à l'agriculture, aux investissements et à la gouvernance, offrant aux parlementaires une vision pluraliste, approfondie et ancrée dans les réalités wallonnes[146].

MOBILITÉ

Associer mobilité et infrastructures

Le 9 décembre 2025, la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux a recommandé l'adoption du projet de décret portant création d'un fonds budgétaire en matière d'infrastructures, de sécurité et d'inspections routières (en abrégé « FISIR »)[147]. Ce fonds doit permettre de financer de manière centralisée les politiques de mobilité.

Le 16 janvier 2026, la Commission a par ailleurs organisé une visite du Centre Perex[148] en vue d'échanger sur la gestion du trafic routier, des chantiers et des accidents via le système SIABIS, sur la coordination de la fluidité du trafic, l'utilisation des panneaux dynamiques ou encore la mise en œuvre des itinéraires *bis*.



© SPW – M.Dessart



145. Les 22 et 24 avril ainsi que le 20 mai 2026 en Commission chargée de questions européennes, puis le 17 juin 2026 en séance plénière.
146. Voir Doc. 560 (2025-2026) N° 1 à 3 et Doc. 561 (2025-2026) N° 1 à 3.
147. Voir Doc. 413 (2025-2026) N° 1 à 5.
148. Voir Doc. 464 (2025-2026) N° 1.

Accompagner la mobilité douce



© SPW – F.Dor

La Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux a recommandé le 24 mars 2026, à l'unanimité des membres, l'adoption de la proposition de résolution visant à renforcer la sensibilisation concernant les règles de sécurité routière et à améliorer la signalisation sur le Réseau autonome des voies lentes (RAVeL) de Wallonie[149].

L'objectif poursuivi par ce texte, qui a été adopté en séance plénière le 8 avril 2026, est de sensibiliser et d'avertir les usagers qui empruntent les liaisons du RAVeL des règles de sécurité routière qui régissent son utilisation. Il vise également à uniformiser les règles de traversée des routes et des chaussées qui jalonnent les tronçons du RAVeL.

Accroître l'autonomie de l'Opérateur de transport

Un projet de décret adopté le 13 juillet[150] en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux vient renforcer l'autonomie de l'Opérateur de Transport de Wallonie (OTW) tout en instaurant une nouvelle répartition des rôles et responsabilités entre le Gouvernement, l'Administration et l'OTW.

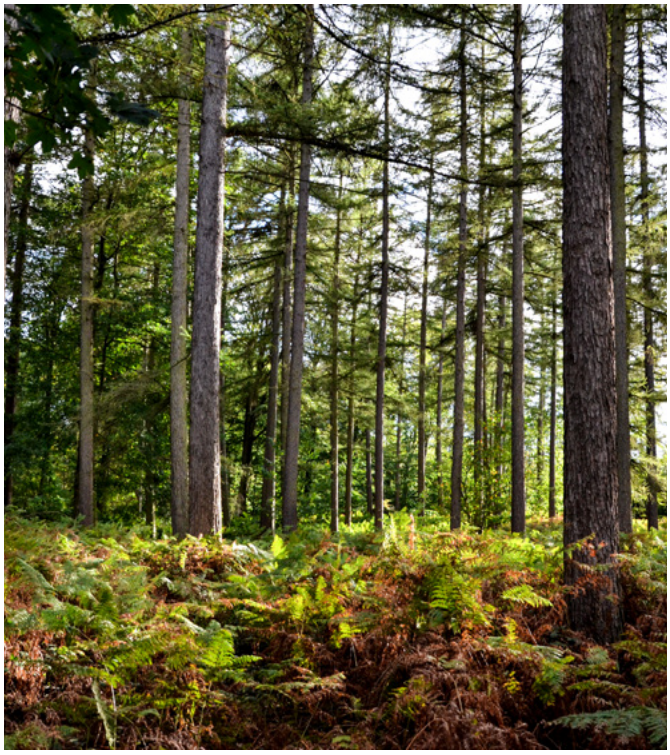
L'autonomie accrue concerne en particulier la fixation des tarifs et la définition de l'offre. La réforme comporte également un volet relatif à la fraude et aux comportements inciviques sur le réseau LETEC pour le rendre plus efficient et cohérent avec celui des autres opérateurs de transport belge.

NATURE

Préserver le patrimoine forestier

Afin de se doter de moyens d'intervention plus rapides et efficaces pour répondre aux défis climatiques et sanitaires (vents, sécheresses, incendies, scolytes, peste porcine africaine), le Gouvernement a décidé de modifier le Code forestier en ce qui concerne la prise en compte des phénomènes sanitaires forestiers.

Un projet de décret permettant au Gouvernement d'imposer des mesures de prévention, de gestion courante, ou encore des mesures de luttes coordonnées et efficaces a été examiné et recommandé le 29 juin 2026 par la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité, avant d'être adopté en séance plénière le 15 juillet 2026[151].



© SPW – DCIE

Gérer les crises

La Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal s'est, sur demande exprimée à l'unanimité des groupes politiques, réunie le 26 août 2026 afin de tenir un débat consacré aux graves incendies qui se sont déclenchés le 14 août 2026 dans les Hautes Fagnes et qui ont ravagé plus de 3 000 hectares de patrimoine naturel exceptionnel[152].

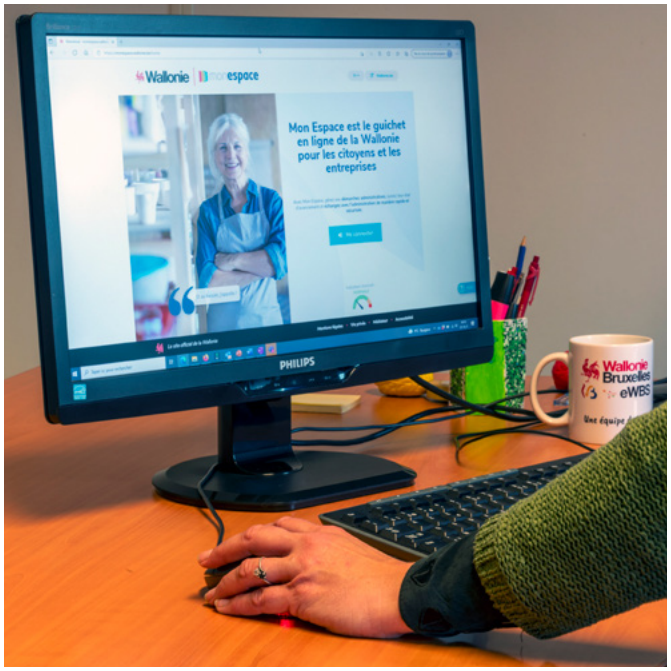
Après avoir entendu un exposé de Monsieur Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal, la Commission a procédé à un large échange de vues. Des motions ont été déposées en conclusion du débat[153].

149. Voir Doc. 434 (2025-2026) N° 1 à 5.
150. Voir Doc. 623 (2025-2026) N° 1 à 4.
151. Voir Doc. 563 (2025-2026) N° 1 à 7.
152. Voir CRIC N° 193 (2025-2026).
153. Voir Doc. 658 (2025-2026) N° 1, Doc. 659 (2025-2026) N° 1 et Doc. 660 (2025-2026) N° 1.

NUMÉRIQUE

Assurer la transition numérique

Le 3 février 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a recommandé l'adoption du projet de décret portant organisation de l'Agence du Numérique[154]. Le projet de décret vise à doter l'Agence du Numérique (AdN) d'une base légale plus solide, en consacrant l'organisme comme acteur de référence du pilotage de la transition numérique.



© SPW – J-L.Carpentier

Le texte entend renforcer l'Agence dans son rôle de coordination des politiques numériques. Pour ce faire, l'AdN reprend notamment les missions de veille et de prospective du Conseil du Numérique. Il précise en outre la gouvernance, les mécanismes de contrôle et d'évaluation de l'AdN. Ce projet de décret a été adopté en séance plénière le 25 février 2026.

RECHERCHE

Célébrer la recherche scientifique

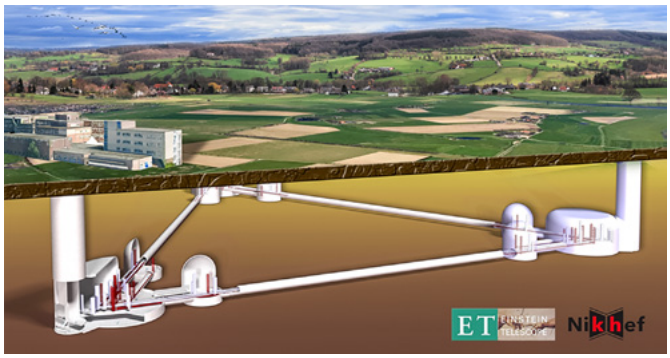
En 2025, le parc Sparkoh! de Mons a célébré 25 ans de sensibilisation aux professions technologiques, techniques, scientifiques et mathématiques. À l'occasion de cet anniversaire, la Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal et la Commission du tourisme et du patrimoine ont décidé de s'y rendre dans le cadre d'un déplacement conjoint, le 9 octobre 2025.



© SPW – A.Coppens

La visite des espaces thématiques dédiés à l'expérimentation, la réalisation de tests et la découverte a permis aux parlementaires d'appréhender sur le terrain la situation et les perspectives de ce site construit sur un ancien charbonnage et nommé jusqu'en 2021 « Parc d'aventures scientifiques et de société (PASS) »[155].

Voir l'univers autrement



© siteweb Wallonie

Le 2 juin 2026, la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation a, à l'unanimité des membres, recommandé l'adoption de la proposition de résolution visant à soutenir la candidature de région frontalière de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne pour accueillir le télescope Einstein dans l'Euregio Meuse-Rhin[156].

Ce projet représente une opportunité stratégique majeure pour la Wallonie, à la croisée des enjeux scientifiques, technologiques, éducatifs, économiques et industriels. Les parlementaires y voient une occasion de renforcer durablement le positionnement de la Région dans l'innovation et d'attirer des talents internationaux. Le texte a été adopté en séance plénière le 17 juin 2026.

154. Voir Doc. 457 (2025-2026) N° 1 à 5.
155. Voir Doc. 358 (2025-2026) N° 1.
156. Voir Doc. 568 (2025-2026) N° 1 à 7.

SANTÉ

Centraliser les données de vaccination

Le 25 novembre 2025, la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a recommandé l'adoption du projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue de créer le carnet de vaccination électronique « Vaccicard »[157], à savoir une passerelle numérique reliant les logiciels des vaccinateurs au coffre-fort régional des données de santé.

Au-delà de l'urgence technique, le texte, dont l'adoption est intervenue en séance plénière le 10 décembre 2025, entend également représenter une opportunité stratégique pour la Région wallonne: offrir à chaque citoyen un outil simple, sécurisé, interopérable, qui centralise son historique vaccinal et ses certificats électroniques.

Agir en faveur de la santé mentale

Observant que les problèmes de santé mentale constituent aujourd'hui un défi croissant, tant par leur prévalence que par l'impact humain, social et économique qu'ils engendrent, la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale a procédé à des auditions sur cette problématique les 19 mai, 30 juin et 13 juillet 2026[158].

Une douzaine d'organismes ont été entendus durant la session 2025-2026, et ce en vue de nourrir les réflexions des députés ainsi que le travail du Gouvernement, en confrontant à la réalité de terrain les orientations envisagées pour le futur plan stratégique annoncé par l'Exécutif wallon.

SPORT

Diversifier les infrastructures sportives



© PW – G.Charpentier

Le 9 octobre 2025, la Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives a visité le circuit de motocross de Lierneux afin d'évaluer les difficultés des promoteurs et des pilotes wallons. Les discussions ont mis en lumière le manque d'infrastructures permanentes en Wallonie, pourtant indispensables pour assurer un encadrement sécurisé de la pratique sportive.

La gestion des nuisances sonores a également été examinée avec les acteurs locaux, en parallèle de la volonté exprimée par les autorités communales et les gestionnaires du site de renforcer son rayonnement par l'accueil d'une manche officielle du Championnat du monde de motocross dès 2027[159].

TOURISME

Promouvoir le folklore wallon



© SPW – A.Coppens

Le 19 janvier 2026, la Commission du tourisme et du patrimoine a recommandé, à l'unanimité des membres, l'adoption de la proposition de résolution visant à renforcer la promotion touristique du folklore wallon en Belgique et à l'étranger afin d'augmenter les retombées économiques pour la Région[160].

Ce texte, dont l'adoption est intervenue en séance plénière le 4 février 2026, demande à l'Exécutif de promouvoir davantage les manifestations folkloriques emblématiques, afin de faire du tourisme un réel vecteur d'attractivité. Une évaluation spécifique du tourisme lié au folklore sera par ailleurs réalisée afin de mesurer son impact et d'orienter les actions futures.

157. Voir Doc. 406 (2025-2026) N° 1 à 7.
158. Voir CRIC N° 151, 182 et 186 (2025-2026).
159. Voir Doc. 359 (2025-2026) N°1.
160. Voir Doc. 441 (2025-2026) N° 1 à 4.

6. CONTRÔLE DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Le contrôle de l'action du Gouvernement wallon s'exerce notamment par le dépôt de questions, d'interpellations et de motions.



Composition du Gouvernement

Le Gouvernement wallon élu par le Parlement se compose de huit membres :

M. Adrien Dolimont
Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal[161] ;
M. François Desquesnes
Vice-Président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux ;
M. Pierre-Yves Jeholet
Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique[162] ;
M. Yves Coppieters
Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale ;
Mme Jacqueline Galant
Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives ;
Mme Valérie Lescrenier
Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance ;
Mme Cécile Neven
Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports ;
Mme Anne-Catherine Dalcq
Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité.

En séance plénière

Au début d'une séance plénière de l'après-midi, au maximum une fois par semaine, sont développées les questions urgentes et les questions d'actualité ; c'est ce que l'on appelle l'heure des questions urgentes et des questions d'actualité.

EN CHIFFRES

286 QUESTIONS D'ACTUALITÉ
79 QUESTIONS URGENTES

Le nombre de questions d'actualité et de questions urgentes est réparti proportionnellement à l'importance de chaque groupe politique reconnu.

Lorsque plusieurs questions d'actualité portent sur un même sujet, le président du Parlement wallon peut, après consultation des présidents des groupes politiques, proposer qu'un débat sur ces questions soit ajouté à l'ordre du jour.

MINISTRES	QUESTIONS D'ACTUALITÉ	QUESTIONS URGENTES
Adrien Dolimont	(18) 32	(1) 17
François Desquesnes	(83) 79	(37) 20
Pierre-Yves Jeholet	(58) 42	(17) 12
Yves Coppieters	(49) 56	(19) 19
Jacqueline Galant	(7) 5	(0) 1
Valérie Lescrenier	(3) 9	(3) 0
Cécile Neven	(28) 38	(10) 7
Anne-Catherine Dalcq	(25) 25	(3) 3

Entre parenthèses, pour comparaison, les statistiques de la session 2024-2025.

161. Jusqu'au 5 mars 2026, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal.
162. Jusqu'au 5 mars 2026, Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation.

En commission

Les commissions participent également au contrôle du Gouvernement puisque c'est à l'occasion de leurs réunions que les députés peuvent interroger les ministres par le biais d'interpellations ou de questions orales.

MINISTRES	INTERPELLATIONS	QUESTIONS ORALES	QUESTIONS ÉCRITES
Adrien Dolimont	(7) 15	(212) 330	(270) 408
François Desquesnes	(8) 19	(754) 883	(1114) 2104
Pierre-Yves Jeholet	(5) 8	(443) 597	(386) 931
Yves Coppieters	(10) 15	(814) 837	(634) 1567
Jacqueline Galant	(3) 3	(159) 300	(121) 255
Valérie Lescrenier	(0) 1	(258) 337	(195) 454
Cécile Neven	(8) 6	(328) 532	(252) 613
Anne-Catherine Dalcq	(2) 5	(407) 421	(326) 673

GROUPES POLITIQUES	INTERPELLATIONS	QUESTIONS ORALES	QUESTIONS ÉCRITES
MR	(1) 1	(586) 764	(1180) 2277
PS	(12) 35	(1361) 1837	(1060) 2614
Les Engagés	(0) 0	(779) 867	(366) 1084
PTB	(20) 10	(217) 282	(368) 596
Ecolo	(10) 24	(432) 457	(324) 367
Indépendants	(-) 2	(-) 30	(-) 67

Entre parenthèses, pour comparaison, les statistiques de la session 2024-2025.

EN CHIFFRES

72 INTERPELLATIONS
4237 QUESTIONS ORALES

FOCUS SUR LES INTERPELLATIONS, QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES

Une **interpellation** est une demande d'explication adressée en commission à un ministre à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement; elle peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions et se distingue en cela de la **question orale**, qui est une brève demande d'information sur la politique du Gouvernement.

Enfin, la **question écrite** ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.

Jamais le contrôle parlementaire n'aura été aussi soutenu qu'au cours de la session 2025-2026.

Ce ne sont pas moins de 72 interpellations (+ 67 % par rapport à la session précédente), 4 237 questions orales (+ 25 %) et 7 005 questions écrites (+ 112 %) qui ont en effet été posées aux différents membres du Gouvernement.

7. RÉSOLUTIONS

En sus de leurs interventions sur les textes législatifs et de leurs questions, les députés peuvent exprimer les préoccupations de la Wallonie au travers de résolutions.

La résolution est un texte qui ne relève pas de l'activité législative ; elle vise à informer l'Exécutif sur une problématique particulière et à l'inviter à prendre une série de mesures ou à sensibiliser d'autres niveaux de pouvoirs. N'ayant aucune force contraignante, elle peut aussi permettre d'orienter le travail parlementaire.

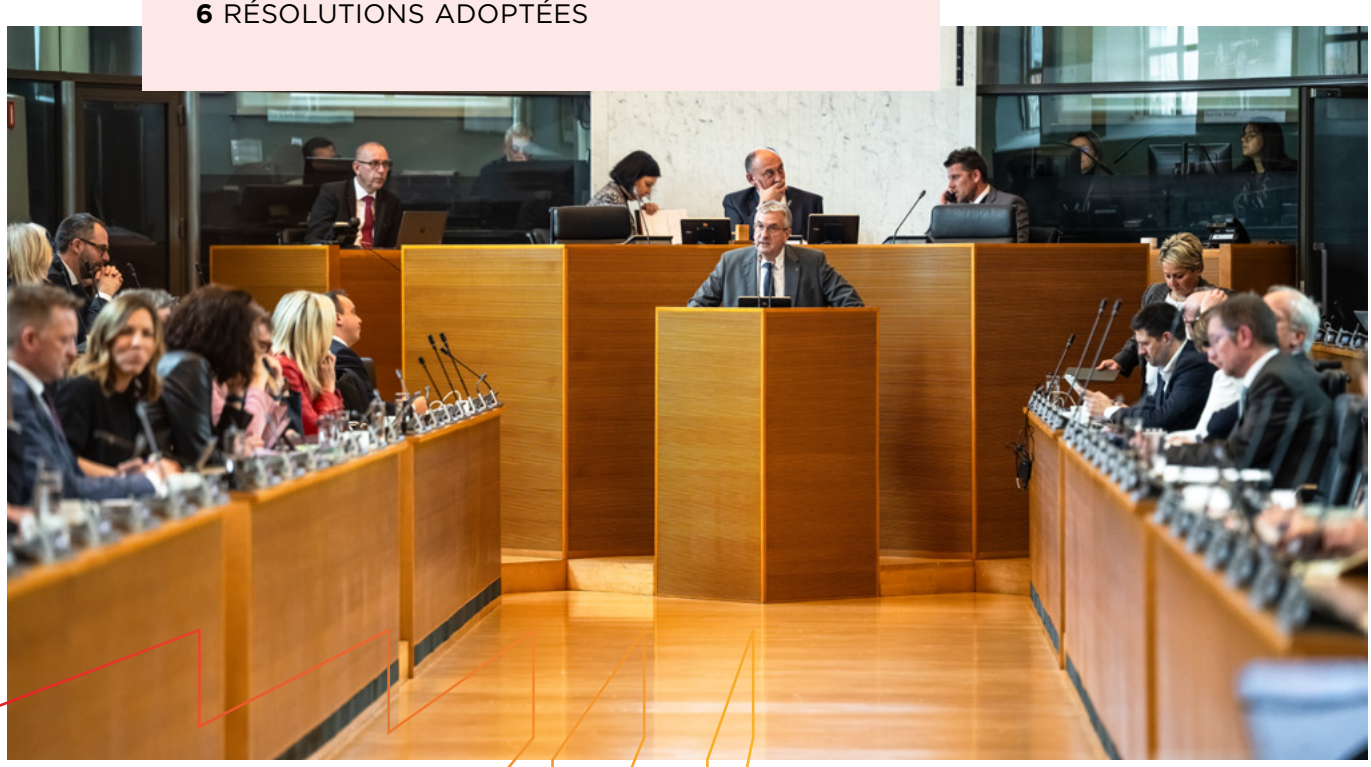
C'est au sein des commissions permanentes que sont examinés en premier lieu les propositions de résolution. Elles sont ensuite votées en séance plénière. Déposées à l'initiative d'un ou plusieurs parlementaires, elles deviennent suite à leur adoption une résolution du Parlement dans son ensemble.

La liste des résolutions pour la session 2025-2026 est reprise en annexe (voir p. 96).



EN CHIFFRES

25 PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION DÉPOSÉES
6 RÉSOLUTIONS ADOPTÉES



8. PÉTITIONS

À travers les pétitions, ce sont les préoccupations des citoyens qui s'expriment. Ce droit est inscrit dans l'article 28 de la Constitution. Il permet à un ou plusieurs citoyens de faire entendre leur voix en attirant l'attention des autorités publiques sur leurs préoccupations. Il peut s'agir d'un avis, d'une demande, d'une plainte ou de toute autre proposition.

Le décret de la Région wallonne du 3 septembre 2020 précisant les modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu stipule que pour ouvrir le droit à être entendu par le Parlement, une pétition doit être signée par au moins 1000 signataires âgés de seize ans accomplis[163].

Durant la session 2025-2026, 4 pétitions ont été déposées par voie postale, une par voie électronique via le site web du Parlement en format PDF et 58 créées sur le site web du Parlement.

Le traitement des pétitions se fait en toute transparence ; un Bulletin des pétitions et les rapports de commissions y relatifs sont accessibles sur le site web du Parlement.

La liste des pétitions examinées en commission est reprise en annexe (voir p. 102).



EN CHIFFRES

63 PÉTITIONS DÉPOSÉES EN COURS DE SESSION

30 PÉTITIONS[164] EXAMINÉES EN COMMISSION (DONT 7 DE PLUS DE 1000 SIGNATURES)

→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **parlwal.be/petition**

FOCUS SUR LES PRINCIPALES PÉTITIONS DÉPOSÉES AU COURS DE LA SESSION

Durant la session 2025-2026, quatre pétitions ayant réuni plus de 1000 signatures ont abouti à l'adoption de conclusions en séance plénière.

La première concernait le commerce d'armes entre la Région wallonne et Israël (conclusions de la Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal adoptées en plénière le 10 décembre 2025). La deuxième portait sur l'interdiction progressive des pesticides de synthèse en Wallonie (conclusions de la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale adoptées en plénière le 22 avril 2026). Les deux dernières ont été examinées par la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux : l'une relative à l'impact de la réforme des lignes de bus TEC suite à la mise en service du tram (conclusions adoptées en plénière le 22 avril 2026) et l'autre concernant le maintien des emplois touristiques à Strépy-Thieu et Claire-Fontaine (conclusions adoptées en plénière le 20 mai 2026)[165].

163. Art. 127 du Règlement du Parlement de Wallonie.
164. Dont 21 ont été déposées au cours d'une session antérieure.
165. Voir annexe 5, p. 102.



RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

UNE ASSEMBLÉE OUVERTE À TOUS

Au Parlement de Wallonie, plusieurs manières de faire entendre sa voix existent.

En élisant tous les cinq ans les députés wallons, les citoyens leur donnent le mandat de les représenter au Parlement. Le mécanisme de la démocratie représentative n'exclut cependant pas que la population puisse participer à l'élaboration des décisions en étant consultée, en débattant ou en proposant. Le dernier mot revient toutefois aux représentants élus. Au Parlement de Wallonie, plusieurs manières de faire entendre sa voix existent.

Le Parlement contribue au développement d'initiatives, telles que les pétitions et plus récemment les commissions délibératives[166], permettant de mieux associer les citoyens à ses travaux législatifs.

Tout au long de l'année, il accueille par ailleurs la société civile sous toutes ses formes. Le rôle de celle-ci revêt une importance cruciale en démocratie et l'assemblée wallonne y est particulièrement attentive.

OUVERTURE

1. VISITES





Le Parlement organise des visites guidées tout au long de la session parlementaire. Ces visites constituent des moments de découvertes, de rencontres et d'échanges entre les groupes accueillis et l'assemblée, à travers ses salles les plus emblématiques. Elles permettent d'apprécier les rouages du fonctionnement de la démocratie représentative wallonne, avec ses modes d'expression citoyenne, et d'accéder à un lieu chargé d'histoire et de patrimoine.

Le Centre des visiteurs témoigne de la volonté institutionnelle de renforcer le lien entre l'assemblée parlementaire et les citoyens wallons. Cette infrastructure moderne s'inscrit dans une démarche d'ouverture démocratique et de valorisation de la citoyenneté en proposant une expérience immersive et pédagogique de qualité.

Conçu selon une approche résolument contemporaine, le Centre des visiteurs s'articule autour de plusieurs espaces complémentaires dont un espace immersif innovant et une salle de projection à disposition des établissements scolaires.

Une attention particulière a été portée au jeune public par l'installation d'un mobilier spécialement conçu pour les enfants, équipé de tablettes tactiles proposant des contenus ludiques et éducatifs adaptés à leur âge.



Durant la session 2025-2026, le Parlement a accueilli 146 groupes et un total de 3150 visiteurs.

Des visites sont organisées un samedi par mois.

Il est aussi possible de visiter le Parlement de Wallonie virtuellement (parlwal.be/visite-virtuelle).

→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **parlwal.be/visite**

166. Art. 130*bis* du Règlement du Parlement de Wallonie. Pour en savoir plus, rendez-vous sur *parlwal.be/com-delib*.



2. ACTIONS PÉDAGOGIQUES

L'organisation et l'accueil d'événements visant à sensibiliser et promouvoir la démocratie parlementaire se trouvent au cœur de la mission de développement de la citoyenneté du Parlement.

L'opération « Un jour au Parlement de Wallonie » est une simulation parlementaire accessible à l'ensemble des élèves de l'enseignement primaire et secondaire.

Durant la session parlementaire 2025-2026, ce ne sont pas moins de 3 300 participants (élèves et accompagnants) qui ont eu l'opportunité de découvrir, comprendre et s'approprier le développement, l'organisation et le fonctionnement quotidien d'une institution parlementaire en se glissant dans la peau d'un membre du Parlement de Wallonie pendant une journée entière.

Lors de ce jeu de rôle, chaque groupe a l'occasion de préparer une ou plusieurs propositions en classe, de l'examiner en commission avant de l'exposer en séance plénière pour les débats et les votes finaux. Chaque élève bénéficie par ailleurs d'une présentation de l'institution et du paysage institutionnel belge. Une visite guidée lui permet en outre de découvrir les salles les plus emblématiques et l'occasion lui est offerte de prêter serment dans la salle des séances plénières. Les députés peuvent être invités à présider une séance ou à participer à un échange avec les élèves, ce qui permet à ces derniers de mieux connaître leurs élus et de plus facilement comprendre leur quotidien.





Pour ce qui concerne l'enseignement primaire, ce sont 72 groupes provenant de 47 établissements différents qui sont venus défendre un total de 71 propositions de décret et de résolution portant majoritairement sur le bien-être animal (21 propositions), l'action sociale (9) ou encore l'aménagement du territoire (9).

Par ailleurs, 69 groupes provenant de 45 établissements d'enseignement secondaire sont venus défendre un total de 83 propositions de décret et de résolution, en se focalisant sur les thématiques de l'action sociale (18), de la mobilité (16), de l'aménagement du territoire (8) et de l'emploi (8).

D'autres jeux de rôle ont par ailleurs pu être organisés dans les murs du Parlement, comme ce fut le cas avec une nouvelle édition du « Projet école » de Jeugd Parlement Jeunesse le 28 novembre 2025. Cette initiative de simulation parlementaire permet à des élèves de rhétorique de venir débattre sur un projet de décret fictif avec des jeunes d'autres écoles.

Des étudiants en sciences politiques et en communication multilingue de l'ULiège ont également pu prendre place dans la Salle des séances plénières le 8 décembre 2025 dans le cadre du cours de Pratique de l'argumentation politique dispensé par le Professeur Geoffrey Grandjean. Plusieurs décrets furent débattus. Enfin, l'activité a permis aux étudiants de rencontrer certains députés.

De même, la 21e édition du « Parlement des jeunes Wallons pour l'environnement » organisé par GoodPlanet Belgium a pris ses quartiers le 13 mars 2026 au bâtiment Saint-Gilles. Il s'agissait d'entamer un nouveau cycle pour ce processus qui mêle des élèves de différentes écoles wallonnes afin de développer des projets concrets favorisant le développement durable.



Le Parlement est également partie prenante du jeu atelier Democracity qui permet aux participants (à partir de 10 ans) de découvrir les rouages de la démocratie. Les élèves sont amenés à présenter, défendre puis arbitrer différents projets d'aménagement d'une ville, selon leurs priorités. Les participants ont ensuite l'occasion de procéder à une visite du Parlement.

Enfin, des jeunes effectuant un service citoyen ont pu effectuer une étape de leur parcours de formation en occupant le Parlement la journée du 29 juin. Celle-ci leur a permis de développer le sens de la vie en société en participant à des activités menées en partenariat avec le musée BELvue, en visitant le Parlement, avant des rencontres libres avec des mandataires.

3. ACCUEIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE – OCCUPATION DE LOCAUX



Les organismes, les associations, les administrations et les établissements d'enseignement peuvent bénéficier de la mise à disposition des locaux du Parlement pour organiser des événements. Durant la session 2025-2026, ce fut le cas à dix-huit reprises.

Le 16 septembre 2025 s'est déroulé le cocktail de rentrée politique des Éditions L'Avenir en Galerie de verre. Avec plus de 300 invités, il a permis de réunir au Parlement de nombreux acteurs clés de la Wallonie tout en rappelant l'importance du rôle des médias dans nos sociétés démocratiques.

À l'occasion de la Journée Mondiale de refus de la Misère du 17 octobre, l'ASBL Fédération Luttes Solidarités Travail a organisé un rassemblement au pied de la stèle dédiée en Galerie de verre. Des prises de parole se sont succédé pour témoigner et sensibiliser sur la pauvreté et la marginalisation qui en résulte.

Le 22 octobre 2025, le Parlement a accueilli une conférence initiée par Google Belgium dans le cadre d'un programme de formation conçu pour les responsables politiques et administratifs. Celle-ci offrait des clés de compréhension et d'emploi des outils d'intelligence

artificielle. Elle a ainsi permis aux députés et à leurs collaborateurs, à des mandataires locaux mais aussi à des membres de différentes agences d'aborder certaines utilisations de ces nouvelles technologies dans le cadre des missions publiques.

Les locaux du Parlement ont aussi servi de lieu de réunion, notamment le 22 octobre 2025 pour Wallonie-Bruxelles International (WBI), le 27 novembre 2025 pour la Fédération wallonne des entrepreneurs de travaux de voirie « Mobiwall », le 10 février 2026 pour le Service public de Wallonie – Direction du Développement durable ou encore le 31 mars 2026 pour le Service public de Wallonie – Direction de l'Économie sociale.

Des assemblées générales se sont par ailleurs tenues au Parlement. La première était organisée par le Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui a accueilli le 23 janvier 2026 l'Assemblée générale d'Ombudsman.be. La seconde s'est tenue le 24 mars 2026 à l'initiative du Cabinet de Monsieur Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale. L'assemblée « Alter Égales » abordait les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes. Enfin, Embuild Belgium a abordé ses ambitions organisationnelles et les enjeux clés du secteur de la construction dans le cadre de son Conseil national, réuni dans la Salle des séances plénière du Parlement le 24 juin 2026.

Le Parlement a également ouvert ses portes à des initiatives diverses telles qu'un tournage vidéo pour l'UCM le 3 mars 2026, un événement de clôture organisé par la Fondation pour l'Enseignement le 19 mai 2026 pour le projet STEAMule et un petit-déjeuner équitable initié par l'ASBL Belgian Fair Trade Federation en association avec l'APAQ-W.

→ Voir également la rubrique « Regards sur 2025-2026 » en p. 14.
Vous pouvez retrouver les modalités d'introduction d'une demande d'occupation sur la page **https://parlwal.be/occupation-de-locaux**



4. RAPPORT DU MÉDIATEUR

Le Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne est à l'écoute des citoyens et de leurs préoccupations à l'égard des administrations wallonnes notamment. Il est également compétent pour traiter des réclamations à l'égard d'organismes financés majoritairement par la Wallonie ou la Fédération Wallonie-Bruxelles exerçant des missions de service public.

Le Médiateur assure enfin la fonction de « canal externe » dans le cadre de la protection des lanceurs d'alerte dans les services publics de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.





Les 2, 3, 23 et 24 février 2026, Monsieur Nicolas Lagasse, Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis le 16 juillet 2025, a présenté le rapport annuel 2024 de l'institution (Doc. 378 (2025-2026) N° 1) devant les différentes commissions permanentes du Parlement (voir parlwal.be/13eRapportMediateur).

Le 10 juin 2026, il a remis son rapport annuel 2025 aux Présidents du Parlement de Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Doc. 604 (2025-2026) N° 1, voir parlwal.be/14eRapportMediateur). Le rapport a été présenté devant la Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives en date du 13 juillet 2026.

→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **www.le-mediateur.be**

LE PARLEMENT SE DÉPLACE…

Les 16 et 17 avril 2026, le Parlement de Wallonie a participé à la 21e édition du salon « Municipalia », organisé au WEX de Marche-en-Famenne. Fidèle à une tradition établie depuis 2015, le Parlement y a tenu un stand conçu comme une vitrine de ses missions, de ses activités et de son fonctionnement, offrant un lieu de rencontre et d'échange avec les mandataires locaux dans une atmosphère conviviale.

Pour cette édition coïncidant avec le 45e anniversaire de l'institution, le stand a mis en avant l'opération pédagogique « Un Jour au Parlement de Wallonie », les possibilités de visite offertes au grand public ainsi que les outils de participation citoyenne.

TRANSPARENCE

Le Parlement assure la transparence maximale de ses activités. Il réalise et diffuse des publications et gère un site web sur lequel il assure un accès aux documents établis ou reçus par le Parlement et qui relèvent de son activité législative ou de contrôle du Gouvernement, mais aussi une retransmission des séances.

Le site web du Parlement comporte en outre une plateforme mettant gratuitement à la disposition des citoyens et des entreprises et sans restriction de nombreuses données issues de la base de données du Parlement (« Open data »).

Concrètement, l'accès à de nombreuses données brutes est facilité, parmi lesquelles la composition du Parlement, les publications (décrets, résolutions, ordres du jour, comptes rendus, etc.) et l'agenda (pour en savoir plus, rendez-vous sur parlwal.be/opendata).

Sauf exceptions, les séances plénières du Parlement et de ses commissions sont publiques (voir point 1).

1. SUIVRE LES DÉBATS

À l'exception des réunions à huis clos, le public peut assister librement aux commissions et aux séances plénières, à condition qu'il n'intervienne en aucune manière lors de ces travaux parlementaires.



Tant les ordres du jour des séances plénières et des commissions que les documents sur lesquels elles travaillent sont disponibles plusieurs jours à l'avance sur le site web du Parlement de Wallonie.

Pour suivre physiquement les débats publics, il suffit de se présenter à l'accueil du Parlement un jour de réunion de commission ou de séance plénière muni d'une pièce d'identité (pour en savoir plus, rendez-vous sur parlwal.be/assister-aux-debats).

Il est aussi possible de suivre tous les travaux de chez soi. Les questions urgentes et d'actualité sont en effet diffusées sur tous les médias de proximité en Wallonie. Il en va de même de la cérémonie d'ouverture des Fêtes de Wallonie (voir page 15) et du discours du Ministre-Président en séance plénière sur l'état de la Wallonie[167].

Toutes les réunions de commissions sont en outre diffusées en direct sur la chaîne YouTube ParlWal TV. Tant les séances plénières que les réunions de commissions peuvent être revisionnées à la demande, par le biais des podcasts publiés tant sur le site web du Parlement que sur ParlWal TV.

→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **parlwal.be/tv**

2. SUIVRE LE PARLEMENT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Le Parlement de Wallonie intègre les réseaux sociaux dans sa communication numérique et digitale. Ainsi, la page Facebook du Parlement met en avant divers contenus ayant trait à la vie du Parlement en général.

Le fil X (ex-Twitter) fait, lui, la part belle à l'agenda parlementaire – en ce compris les réunions de commissions – et met en avant les documents utiles ainsi que les flux en direct. Il relaye également les questions urgentes et d'actualité à l'occasion des échanges qui se déroulent l'après-midi des réunions plénières de l'assemblée du mercredi.

Les campagnes digitales à l'initiative du Parlement se déclinent par ailleurs sous forme de :
- publications sur les réseaux sociaux ;
- parution programmatique sur le site web et dans la presse.

UN PARLEMENT ACCESSIBLE À TOUS

Les supports de vulgarisation édités par le Parlement sont nombreux : sur le site web du Parlement sont notamment mis à disposition un lexique, des actus illustrées, l'agenda parlementaire, la visite virtuelle, la plaquette du Parlement ainsi que ses rapports d'activités. La chaîne YouTube ParlWal TV permet le visionnage de capsules pédagogiques, du film institutionnel présentant l'institution et des podcasts vidéo des travaux parlementaires. Enfin, d'autres supports sont disponibles au Parlement comme, par exemple, la bande dessinée présentant le processus d'adoption d'un décret.

167. Voir CRI N° 16 (2025-2026) du 8 avril 2026.

3. SUIVRE LES DÉCISIONS DU BUREAU

Depuis 2023, un communiqué est publié sur le site web du Parlement et adressé à la presse et aux 75 députés après chaque réunion du Bureau. Cette communication ne porte cependant pas sur des décisions concernant des situations individuelles.

Les décisions du Bureau (cf. p. 19), reprises sous forme de communiqués, sont consultables à l'adresse parlwal.be/com-Bureau.





4. SUIVRE LES REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊT

Dans le cadre du processus décisionnel démocratique, des représentants d'intérêt – qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises, d'institutions ou d'organisations – peuvent tenter d'influencer la manière dont le Parlement élabore les décrets. Cette démarche est légitime, à condition qu'elle soit transparente et régie par un ensemble de droits et d'obligations déontologiques.

Dans cette optique, le Parlement de Wallonie a adopté, en sa séance plénière du 26 avril 2024, une nouvelle disposition réglementaire, l'article 132*bis*, qui fonde la tenue d'un registre des représentants d'intérêt, ainsi qu'une annexe 4 dans le Règlement établissant le Code de conduite visé par cet article 132*bis*.

→ Le registre est publié sur la page **https://parlwal.be/representants-dinteret**



RELATIONS EXTÉRIEURES ET DIPLOMATIE

LE PARLEMENT, VÉRITABLE ACTEUR INTERNATIONAL

La Constitution et la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles confèrent aux parlements régionaux des compétences reconnues sur la scène internationale, notamment en matière de traités.

Dans ce cadre, le Parlement de Wallonie est appelé à donner son assentiment aux traités qui lui sont soumis par le Gouvernement. Afin d'exercer pleinement cette responsabilité et d'enrichir sa réflexion, il peut conduire des missions d'étude à l'étranger, accueillir des délégations étrangères et exprimer son avis sur la politique internationale du Gouvernement wallon par le biais de résolutions.

Au-delà de ces prérogatives, le Parlement déploie également sa propre action diplomatique, en multipliant les coopérations avec d'autres parlements et en participant activement aux travaux d'organisations internationales.

Son action s'étend par ailleurs à la scène européenne : en vertu de la Déclaration n° 51 annexée au Traité de Lisbonne, le Parlement de Wallonie agit comme chambre parlementaire nationale, notamment dans le cadre du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

1. RELATIONS BILATÉRALES

Chaque année, le Président du Parlement de Wallonie reçoit des ambassadeurs accrédités en Belgique, des représentants d'institutions internationales ainsi que diverses délégations étrangères. Ces entretiens de courtoisie ne relèvent pas seulement de l'usage protocolaire. Ils nourrissent les liens que la Wallonie entend entretenir avec ses partenaires étrangers actuels ou potentiels, ouvrent des perspectives de coopération et contribuent à la compréhension des points de vues.

Conformément au Règlement du Parlement, le Président porte la parole de l'assemblée. À ce titre, il occupe une place centrale dans la diplomatie parlementaire wallonne. En accueillant ces interlocuteurs, il donne à voir une Wallonie ouverte sur le monde, soucieuse de faire entendre sa voix au-delà de ses frontières et attentive aux grands équilibres qui traversent les relations internationales.

Au cours de la session 2025-2026, les rencontres internationales ont mis en lumière des préoccupations largement partagées malgré la diversité des contextes : sécurité énergétique, financement de l'économie, transitions industrielles et technologiques, diversification des partenariats, défense du multilatéralisme et résilience des démocraties. Elles témoignent de l'engagement du Parlement de Wallonie dans le dialogue international et de la volonté de la Wallonie de contribuer, par ses compétences et ses atouts, aux échanges qui façonnent les équilibres de demain.

Québec

Ce souci de renforcer les capacités économiques et industrielles s'est retrouvé, sous d'autres formes, dans les échanges menés avec plusieurs partenaires étrangers. Ainsi, le 9 décembre 2025, à la Délégation générale du Québec à Bruxelles, le Président Borsus s'est entretenu avec **Monsieur Christopher Skeete, Ministre québécois des Relations internationales et de la Francophonie**.



Dans un contexte géostratégique mouvant, les discussions ont porté sur les secteurs où Wallonie et Québec peuvent approfondir leurs synergies : matières premières, aéronautique, numérique et défense. Les effets positifs de l'Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada ont également été salués. Monsieur Skeete a, pour sa part, rappelé combien le libre-échange peut constituer un levier essentiel pour les puissances moyennes, en particulier dans les relations entre l'Europe et le Canada.

L'entretien s'est prolongé par les travaux du Comité mixte unissant l'Assemblée nationale du Québec et le Parlement de Wallonie.

Turquie



Le 12 janvier 2026, la rencontre avec **S.E. Monsieur Baris Tantekin, Ambassadeur de la République de Turquie près le Royaume de Belgique**, a permis de replacer la relation belgo-turque dans une histoire ancienne, ouverte dès 1838 par le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, mais aussi dans une perspective résolument actuelle. La mission économique belge intervenue en Turquie du 10 au 14 mai 2026, sous la présidence de Sa Majesté la Reine, a naturellement occupé une place importante dans les échanges.

L'Ambassadeur a également évoqué les défis régionaux auxquels la Turquie est confrontée, en lien avec l'Iran, la Syrie, l'Ukraine et Gaza, tout en réaffirmant les ambitions européennes de son pays. Les discussions ont enfin porté sur les atouts de la Wallonie et de la Belgique dans la logistique, l'aéronautique, le numérique et les biotechnologies, ainsi que sur la prochaine réunion de la Commission économique et commerciale conjointe belgo-turque, appelée à renforcer le dialogue entre autorités publiques et acteurs privés.

Australie

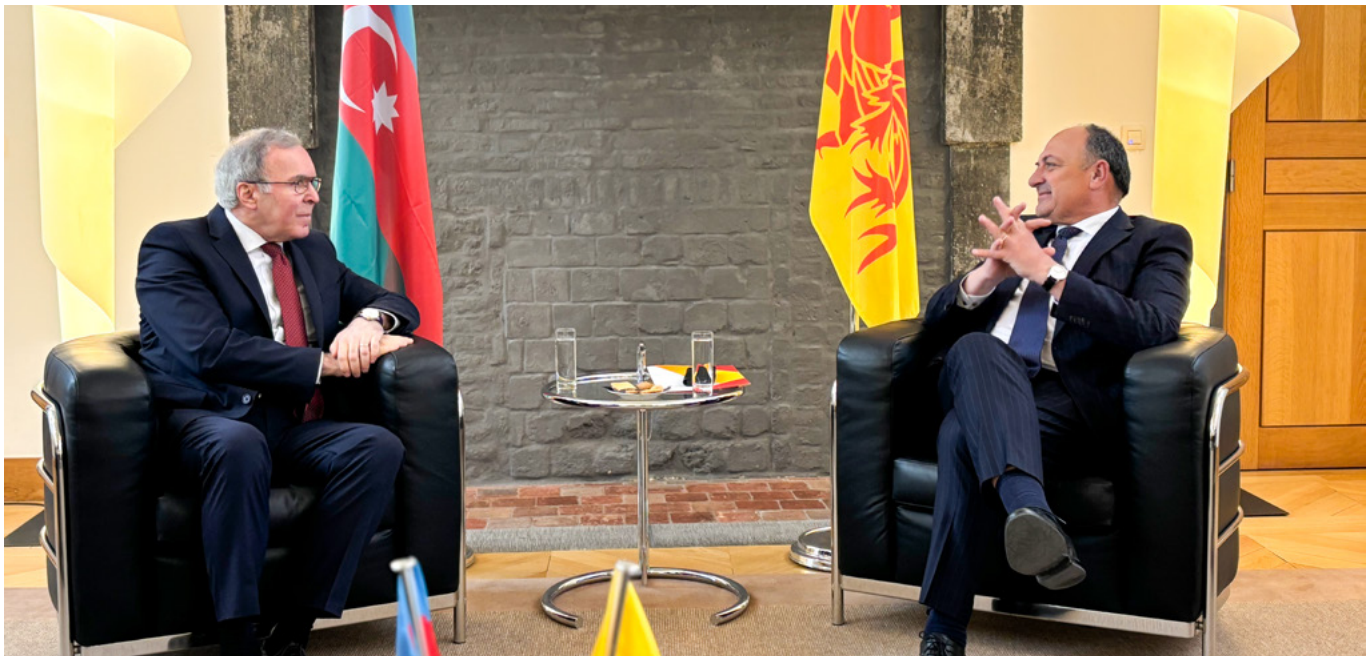
Le 19 mars 2026, l'accueil de **S.E. Monsieur Angus Campbell, Ambassadeur d'Australie près le Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, de l'Union européenne et de l'OTAN**, a ouvert une autre perspective : celle d'un partenariat lointain par la géographie, mais proche par l'histoire, par les valeurs démocratiques et par les enjeux stratégiques du moment.

Les perspectives de l'accord de libre-échange UE-Australie ont été abordées, l'Ambassadeur soulignant à cet égard que l'Union européenne demeurait la seule grande puissance commerciale avec laquelle son pays n'a pas encore conclu un tel accord, malgré des négociations engagées en 2018.

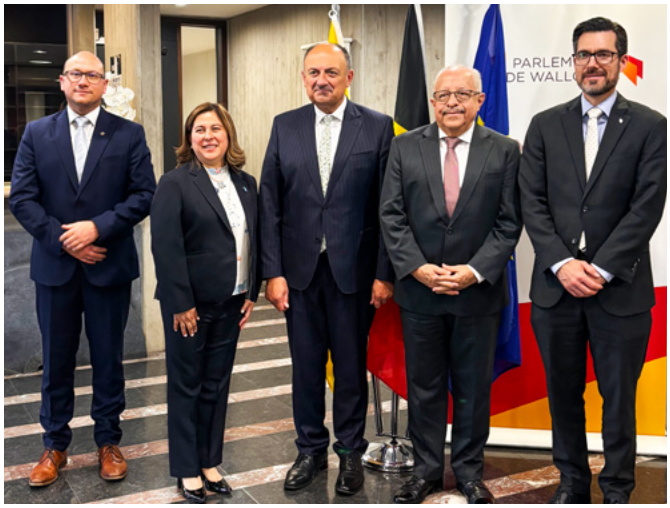
Azerbaïdjan

Le 10 avril 2026, l'entretien avec **S.E. Monsieur Vagif Ismayil Sadiqov, Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan près le Royaume de Belgique**, a inscrit les échanges dans une perspective à la fois économique, énergétique et stratégique. L'Ambassadeur a souligné l'importance que représentent la Belgique et l'Union européenne pour son pays.

Il a appelé à renforcer les échanges économiques par des initiatives concrètes, telles que la création de la Chambre de commerce belgo-azerbaïdjanaise ou l'organisation de nouvelles missions économiques. Il a également mis en avant le positionnement de l'Azerbaïdjan comme plateforme logistique entre l'Europe et l'Asie, ainsi que son rôle croissant dans l'approvisionnement gazier de l'Union européenne. Le Président Borsus a, pour sa part, souligné l'intérêt de la Wallonie pour le développement de partenariats structurés dans les sciences du vivant, les technologies et l'industrie.



Guatemala



Le 4 juin, le Parlement de Wallonie a accueilli **S.E. Monsieur Carlos Ramiro Martinez, Ministre des Relations extérieures du Guatemala**. Celui-ci a exprimé la reconnaissance de son pays envers l'Union européenne pour l'accompagnement apporté lors des élections législatives et présidentielles de 2023, ainsi que dans les procédures de sélection et de nomination de plusieurs hautes autorités judiciaires et électorales.

Dans la perspective des élections de 2027, le Guatemala a sollicité l'appui de l'Union européenne par une nouvelle mission d'accompagnement, destinée à soutenir la transparence et la crédibilité du processus. Les échanges ont également porté sur le souhait guatémaltèque de développer les relations bilatérales avec la Belgique, notamment dans le domaine agricole, le Président Borsus soulignant qu'un rapprochement entre les agences de commerce extérieur compétentes pourrait contribuer à renforcer des échanges économiques encore limités.

Vietnam

Le 8 juin 2026, la visite de courtoisie de **S.E. Monsieur Nguyen Van Thao, Ambassadeur de la République socialiste du Vietnam près le Royaume de Belgique**, a marqué l'achèvement prochain de sa mission diplomatique. Le Président Borsus l'a remercié pour le travail accompli, notamment dans le cadre de la ratification par la Wallonie de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et le Vietnam.



L'Ambassadeur a rappelé que le Vietnam avait récemment élevé l'Union européenne au rang de « Partenaire stratégique global » et a souligné les perspectives encore ouvertes, en particulier dans l'agriculture et les biotechnologies. Les missions économiques de l'AWEx prévues au Vietnam confirment l'existence de possibilités concrètes de développement économique et institutionnel entre les deux parties.

Arménie

Le Parlement de Wallonie a reçu, le 20 juillet 2026, la visite de **S.E. Monsieur Tigran Balayan, Ambassadeur de la République d'Arménie près le Royaume de Belgique**. Le Président Borsus s'est réjoui de cette visite, qui intervient dans un contexte notamment marqué par le rapprochement engagé entre l'Arménie et l'Union européenne, par la récente tenue d'élections législatives déterminantes dans le pays ainsi que par la volonté de la Wallonie de renforcer ses coopérations politiques et économiques sur la scène internationale.

Monsieur Balayan est, pour sa part, revenu sur les élections législatives arméniennes du 7 juin 2026, à l'occasion desquelles près de 58 % des électeurs se sont exprimés en faveur d'un parti appelant à un rapprochement avec l'Union européenne. Il a exposé la volonté du Gouvernement arménien de poursuivre de nombreuses réformes destinées à rapprocher la législation du pays des standards européens, dans la perspective d'une éventuelle adhésion.



FOCUS SUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GROUPE DES AMBASSADEURS FRANCOPHONES DE BRUXELLES

Créé en 1996, le Groupe des Ambassadeurs francophones de Bruxelles (GAF-B) réunit les représentants des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en poste à Bruxelles, afin de favoriser le dialogue politique et la concertation autour de valeurs et d'enjeux communs, tels que la démocratie, les droits fondamentaux, le développement durable, le numérique et les échanges économiques. Depuis 2022, sa présidence est assurée par la Roumanie et la Représentation de l'OIF auprès de l'Union européenne.



Le 30 janvier 2026, le Parlement de Wallonie a accueilli l'Assemblée générale du GAF-B. À cette occasion, le Président Borsus a replacé cette rencontre dans le contexte d'un monde traversé par des tensions profondes.

Les échanges ont ainsi souligné le rôle de la Francophonie comme espace de coopération au service de l'éducation, de la gouvernance, de la paix, du développement et des partenariats économiques. Ils ont également mis en avant les défis liés à la désinformation et aux usages malveillants des technologies numériques, qui appellent des réponses concertées pour préserver la qualité du débat démocratique.

Dans un contexte marqué par l'essor du continent africain et les grandes transitions en cours, la Francophonie apparaît enfin comme un levier de dialogue, d'innovation et de développement partagé.



2. MISSIONS À L'ÉTRANGER

Le Parlement de Wallonie entretient une présence active sur la scène internationale en organisant notamment des missions officielles à l'étranger. Ces déplacements permettent au Président et aux délégations parlementaires de renforcer les liens avec les partenaires institutionnels, économiques ou académiques de la Wallonie, d'approfondir les échanges bilatéraux et de promouvoir les intérêts wallons au-delà des frontières.

Chaque mission constitue une opportunité privilégiée d'explorer de nouveaux champs de coopération, de valoriser les savoir-faire wallons et de développer des partenariats stratégiques dans des domaines variés, qu'il s'agisse de l'économie, de la recherche, de l'innovation ou encore des politiques publiques.

Par son action à l'international, le Parlement contribue activement au rayonnement de la Wallonie et affirme son engagement dans la diplomatie parlementaire, conformément à son rôle institutionnel et à la compétence internationale reconnue aux entités fédérées.

Mission de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux à Neuenahr-les-Bains

Le 27 février 2026, une délégation de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux composée de Mesdames Cremasco, Dejardin et Mauel ainsi que de Messieurs J.-P. Bastin, Daye et Liradelfo, s'est rendue à Neuenahr-les-Bains (Rhénanie-Palatinat, Allemagne) dans le cadre d'une mission d'étude sur la reconstruction résiliente dans un contexte post-inondations.

Au cours de la matinée, la délégation a pu rencontrer le Bourgmestre de Neuenahr-les-Bains, M. Guido Orthen. Celui-ci est notamment revenu sur les événements tragiques qui ont frappé sa ville mais également sur les difficultés rencontrées dans le cadre des opérations de reconstruction. Les échanges ont également porté sur le degré de résilience nécessaire de la reconstruction.

La mission a été marquée par la visite du parc thermal ainsi que de la Société de reconstruction et de développement de Neuenahr-les-Bains, créée pour piloter la reconstruction de la ville.

Mission à Paris dans le cadre d'une réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE[168]

Les 11 et 12 mars 2026, une délégation du Parlement de Wallonie a pris part à la réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, organisée à Paris.

Au fil des sessions, les participants ont pu aborder des thématiques majeures, telles que les politiques industrielles au service de l'ouverture des marchés, de la croissance et de la prospérité.

La situation des marchés de l'énergie a aussi été examinée. En effet, un expert de l'Agence internationale de l'énergie a évoqué les perturbations observées sur les marchés à la suite du conflit en cours au Moyen-Orient, ainsi que les perspectives d'évolution du mix énergétique mondial à l'horizon 2035, notamment marquées par une électrification accrue.

Par ailleurs, les pays de l'OCDE sont confrontés à des difficultés d'accès aux minéraux critiques qui sont indispensables à la transition énergétique. À cette occasion, Monsieur Olivier Maroy est intervenu afin de souligner que le recyclage de ces minéraux permet de réduire jusqu'à 80 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport à leur extraction.

En complément des travaux, la délégation wallonne a également eu l'opportunité d'échanger avec Monsieur Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE, ainsi qu'avec Madame Caroline Klein, Senior Economist de l'OCDE, notamment autour de la situation économique de la Belgique et du rapport « Études économiques de l'OCDE – Belgique » publié en septembre 2024, ainsi que des éléments qui figureront dans la prochaine étude consacrée à la Belgique, dont la publication est prévue fin 2026.

Mission de la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité à l'Institut national français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)

Une délégation de la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité, composée de Monsieur Huberty, Mesdames Bernard, Durenne, Messieurs Jacob, Spies et Madame Tellier, s'est rendue le vendredi 28 mars 2026 sur le site de l'INRAE d'Estrées-Mons (Hauts-de-France) dans le cadre d'une mission d'étude consacrée au rôle des centres de recherche agricole dans les politiques de recherche et d'innovation.

Le programme a débuté par un mot d'introduction du Président du Centre INRAE Hauts-de-France, Monsieur Julien Fosse, avant de se poursuivre par une visite du site d'Estrées-Mons, une plateforme expérimentale de 166 hectares dédiée à l'innovation agronomique. Les travaux menés par l'INRAE en matière de réduction des produits phytopharmaceutiques ont été présentés par Monsieur Christian Lannou, Directeur scientifique adjoint agriculture.

La délégation a ensuite assisté à des présentations consacrées aux initiatives de recherche et de coopération transfrontalière, notamment dans le cadre du projet Interreg Biocontrol 4.0 et des travaux de l'unité mixte de recherche BioEcoAgro. Elles ont également porté sur les dispositifs de démonstration et de simulation associés, visant à accompagner l'évolution des pratiques agricoles, ainsi que sur le site expérimental de longue durée d'Estrées-Mons qui permet, par ailleurs, d'étudier l'impact

168. Voir Doc. 543 (2025-2026) N° 1 et 1*bis*.

des pratiques agricoles sur les cycles biogéochimiques, en particulier le lessivage des nitrates, le stockage du carbone et les émissions de gaz à effet de serre.

Le programme a continué par la découverte de dispositifs expérimentaux en laboratoire et en serre et s'est conclu par une visite de parcelles dédiées à la réduction des produits phytosanitaires, dans le cadre du projet BettEco+, inscrit dans le plan Ecophyto 2030, visant à concilier performance agronomique, réduction des pesticides et amélioration du bilan carbone.

Mission de la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité à l'Université de Wageningen (Pays-Bas)

Le 1er juin 2026, une délégation de la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité, conduite par Monsieur Huberty, Président, et composée de Messieurs Fontaine, Jacob et Wahl, s'est rendue à l'Université de Wageningen (Pays-Bas) dans le cadre d'une mission d'étude consacrée au rôle des centres de recherche agricole dans les politiques de recherche et d'innovation, en présence de S.E. Monsieur Koen Adam, Ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas. Cette mission s'inscrit dans le prolongement de la visite de l'INRAE en mars 2026.

La délégation wallonne a été accueillie par Monsieur Pieter Jongebloed, Chef d'équipe de Wageningen Grant Office et responsable de compte UE. Celui-ci a ensuite présenté l'Université de Wageningen et son centre de recherche.

Au cours de cette mission, la délégation a eu l'occasion d'assister à un exposé de Monsieur Johan Bremmer, Chercheur senior en santé des plantes et intelligence de marché, sur la réduction des pesticides en agriculture et les moyens de lutte alternatifs, ainsi que sur l'importance de favoriser une approche multidisciplinaire, systémique et innovante pour répondre aux défis qui se présentent.

Après leur entretien avec Madame Sjoukje Heimovaara, Présidente du Conseil d'administration de l'Université de Wageningen, les députés ont procédé à une visite de terrain consacrée à la culture en bandes et au programme de recherche « CropMix », qui vise à accélérer la transition vers une agriculture durable et agroécologique pour améliorer la résilience des systèmes agricoles.

3. RELATIONS AVEC L'UNION EUROPÉENNE



Le Parlement de Wallonie exerce un rôle actif au sein du cadre institutionnel européen[169]. Il intervient tout d'abord dans la transposition des directives européennes. Ces dernières fixent des objectifs à atteindre par les États membres, tout en laissant à chaque législation nationale le soin de déterminer les modalités concrètes de mise en œuvre.

Par ailleurs, le Parlement veille au respect du principe de subsidiarité dans le cadre du contrôle des projets d'actes législatifs émanant des institutions de l'Union européenne, à l'exception du Conseil européen. Ce contrôle consiste à vérifier que les objectifs poursuivis par l'Union ne pourraient être atteints de manière plus efficace au niveau des États membres. Lorsque le Parlement considère que le principe de subsidiarité n'est pas respecté, il peut transmettre un avis motivé au président de l'institution européenne concernée, exposant ses arguments.

La Commission chargée de questions européennes (voir p. 35) prépare les projets d'avis relatifs à l'évaluation du respect du principe de subsidiarité. Par ailleurs, l'ensemble des projets d'actes législatifs soumis à ce contrôle sont recensés dans le Bulletin de suivi des questions européennes, consultable sur le site internet du Parlement[170].

169. Art. 122 et 123 du Règlement du Parlement de Wallonie.
170. Il est consultable à l'adresse parlwal.be/ue-examen.

Enfin, le Parlement de Wallonie exerce également un droit de contrôle sur les activités du Conseil de l'Union européenne, en s'appuyant sur ses prérogatives de contrôle du Gouvernement.

Pour soutenir l'exercice de l'ensemble de ces compétences européennes, le Parlement entretient des liens avec diverses institutions de l'Union européenne.

Conférence interparlementaire sur l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation

Le 25 septembre 2025, le Président Borsus a pris part, à Bruxelles, à une conférence interparlementaire organisée à l'initiative de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural du Parlement européen, réunissant des représentants des parlements des États membres de l'Union européenne.

Derrière les discussions relatives à la Politique agricole commune, aux règles de marché ou aux instruments de gestion des risques, se trouvent en effet des réalités très concrètes : le revenu des agriculteurs, le renouvellement des générations, la capacité à faire face aux aléas climatiques et sanitaires, la volatilité des prix, l'accès à la terre, la charge administrative et la place des producteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Dans son intervention, le Président du Parlement de Wallonie a rappelé les spécificités wallonnes et exprimé ses préoccupations face à la diminution du budget alloué à la PAC dans la proposition de la Commission européenne de juillet 2025, ainsi qu'au risque de renationalisation partielle de cette politique et de dilution des fonds agricoles dans un fonds unique.

Monsieur Borsus a également insisté sur la nécessité de mieux protéger le revenu des agriculteurs. Cette protection suppose des règles de marché plus équilibrées, un renforcement de la position des producteurs dans la chaîne alimentaire, des filets de sécurité efficaces en cas de crise, mais aussi une réduction réelle des charges administratives qui pèsent sur les exploitations.

Enfin, les échanges ont permis de rappeler que la défense de l'agriculture européenne ne peut être dissociée des choix commerciaux de l'Union. Garantir des conditions équitables implique de veiller à ce que les accords conclus avec des pays tiers, notamment le Mercosur, n'exposent pas les producteurs européens à une concurrence déloyale.

Participation du Parlement de Wallonie à la 4e édition du Symposium fiscal de l'Union européenne

Le 17 mars 2026, Monsieur Borsus a représenté l'Assemblée à la quatrième édition du Symposium fiscal de l'Union européenne, organisée au Parlement européen à Bruxelles par le Parlement européen et la Commission européenne.

Consacrée à l'avenir de la fiscalité, aux inégalités et à la croissance dans l'économie mondiale, cette rencontre a placé au cœur du débat une question devenue centrale pour les États européens : comment financer durablement l'action publique, soutenir l'activité économique et préserver la cohésion sociale dans un monde où les capitaux, les entreprises et les bases fiscales se déplacent plus vite que les cadres nationaux qui les régulent ?

Les discussions ont ainsi abordé la transition énergétique, la taxation du carbone, la concentration des patrimoines, le développement de l'intelligence artificielle, l'avenir des start-up européennes et l'adaptation du modèle social aux transformations du travail. Elles ont également ouvert un échange sur la crise du logement en Europe, dont les conséquences dépassent largement la seule question immobilière pour toucher à la cohésion sociale, à l'attractivité des territoires et à la capacité des ménages à se projeter dans l'avenir.

Par sa participation à ce symposium, le Parlement de Wallonie s'est inscrit dans un débat européen essentiel. Car derrière les choix fiscaux se dessinent des arbitrages très concrets : le financement des infrastructures, de l'innovation, du logement, de la transition énergétique, des services publics et des politiques sociales.



4. PARTICIPATION À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

ASSEMBLÉE INTERPARLEMENTAIRE BENELUX (PARLEMENT BENELUX)

L'Assemblée interparlementaire Benelux, organe consultatif de l'Union Benelux créé en 1955, formule des recommandations à l'attention du Comité des ministres Benelux dans des domaines tels que la coopération transfrontalière, l'union économique, le développement durable, la justice, les affaires intérieures et la coopération avec d'autres États ou entités locales et régionales.

Le Parlement de Wallonie y est représenté par Madame Valérie Bluge et Monsieur Patrick Spies (membres effectifs), ainsi que par Monsieur Charles Gardier et Madame Mélissa Hanus (membres suppléants).

Au cours de la session 2025-2026, l'Assemblée s'est réunie en commissions à dix reprises et a tenu ses séances plénières les 28 et 29 novembre 2025, les 20 et 21 mars 2026, ainsi que les 12 et 13 juin 2026.

CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERRÉGIONAL

Une présidence belge conduite de concert au service de la Grande Région

Durant la session 2025-2026, le Parlement de Wallonie, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et le Parlement de la Communauté germanophone ont poursuivi l'exercice conjoint de la présidence du Conseil parlementaire interrégional (w), assemblée consultative appelée à porter la voix parlementaire de la Grande Région.

La présidence belge du CPI a veillé à renforcer la cohérence des travaux, à nourrir le dialogue avec le Sommet des Exécutifs de la Grande Région, à donner davantage de visibilité aux recommandations adoptées et à replacer les préoccupations transfrontalières dans une perspective européenne plus large. Elle a surtout reposé sur une collaboration étroite entre les trois parlements belges, chacun ayant pris sa part dans la conduite de cette présidence commune.

La 74e séance plénière, organisée le 21 novembre 2025 au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a permis d'aborder deux dimensions essentielles de la coopération dans la Grande Région : l'enseignement supérieur transfrontalier et le travail de mémoire. L'Université de Liège a présenté l'UniGR, réseau de sept universités qui favorise les formations communes, les mobilités étudiantes et scientifiques ainsi que le développement de centres d'expertise transfrontaliers. Enfin, le projet ECHO'GR a mis en lumière la volonté de relier les grands sites de mémoire de la Grande Région afin d'en faire des lieux de transmission citoyenne et démocratique, particulièrement à destination des jeunes générations.

Dans le cadre de la présidence belge, le Parlement de la Communauté germanophone a également organisé, le 27 mars 2026, au Kloster Heidberg à Eupen, un colloque consacré aux défis transfrontaliers du marché du travail dans la Grande Région. Réunissant des représentants du monde politique, économique, institutionnel et associatif, cette rencontre a permis d'examiner, au plus près des réalités de terrain, les difficultés rencontrées par les entreprises et les travailleurs frontaliers : pénurie de main-d'œuvre qualifiée, complexité des régimes sociaux et fiscaux, reconnaissance des qualifications, lourdeurs administratives, besoins en formation et en compétences linguistiques. Il en est ressorti que la Grande Région pouvait, par la force de ses coopérations, devenir un lieu d'expérimentation pragmatique, propre à inspirer d'autres régions frontalières.

La 75e séance plénière tenue à Eupen le 19 juin 2026 a donné aux travaux du CPI une portée plus directement européenne. L'intervention de M. Arimont, député au Parlement européen et corapporteur sur les futurs textes relatifs au FEDER, à Interreg et au Fonds de



© PDG\CK



© PDG\CK

cohésion, a permis d'éclairer les grands enjeux de la politique de cohésion pour la période 2028-2034 : simplification de l'accès aux fonds, préservation du rôle des régions, maintien d'une programmation stable et pluriannuelle, et vigilance face au risque de centralisation des financements. La présentation du projet CAPACITI, consacré à la création d'un centre transfrontalier de compétences en matière de droits de l'enfant, a rappelé que la coopération au sein de la Grande Région touche aussi à la protection des plus jeunes et à la formation des professionnels qui les accompagnent.

Enfin, la 75e séance plénière a débouché sur l'adoption de trois recommandations. La première vise à construire un marché du travail transfrontalier mieux intégré. La deuxième entend faire de la Grande Région un terrain pionnier pour la conduite automatisée et autonome. La troisième porte sur la mobilisation du potentiel énergétique des espaces urbains, ruraux et forestiers.

La Grande Région n'est pas seulement un cadre de concertation entre territoires voisins. À travers les travaux du CPI, les parlements qui la composent contribuent à en faire un véritable laboratoire européen de la coopération transfrontalière, au service des citoyens.

Réunions de la Commission des affaires économiques

Le 26 septembre 2025, la Commission des Affaires économiques s'est réunie au Parlement de Wallonie. Cette réunion poursuivait un double fil conducteur.

Dans un premier temps, les travaux ont porté sur l'industrie de défense, la souveraineté européenne et la compétitivité économique. Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et par la volonté de renforcer les capacités industrielles européennes, la commission a examiné les atouts que la Grande Région pourrait faire valoir dans ce secteur stratégique. L'intervention de Monsieur Ryckewaert, représentant de la Fabrique nationale de Herstal, a permis d'aborder les besoins en matière de formation, de recherche, d'innovation et de coopération transfrontalière.

La commission est ensuite revenue sur une difficulté bien connue des entrepreneurs actifs dans les espaces frontaliers : l'information existe, mais elle est souvent dispersée, organisée différemment selon les territoires et difficile à mobiliser lorsqu'un projet économique franchit une frontière.

La commission a poursuivi la réflexion engagée en mai 2025 sur la création d'une interface intelligente, multilingue et facile d'accès aux guichets d'entreprises de la Grande Région, capable d'orienter les entrepreneurs vers les bonnes informations, les bonnes sources et les bons interlocuteurs.

Cette réflexion a débouché sur un projet de recommandation présenté lors de la 74e séance plénière du CPI, organisée le 21 novembre 2025 au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le texte invitait le Sommet des Exécutifs de la Grande Région à étudier la faisabilité d'une telle interface, à associer les guichets d'entreprises et la Commission européenne à la réflexion, et à envisager un premier prototype permettant de tester concrètement l'outil.

Le 24 avril 2026, la Commission des Affaires économiques s'est réunie afin d'aborder deux sujets liés à l'avenir de la coopération dans la Grande Région : l'avenir des financements européens et les défis du marché du travail transfrontalier.

La première partie des travaux a été consacrée à l'avenir du programme Interreg Grande Région et des fonds de cohésion dans le cadre du futur cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour l'après-2027. À l'heure où s'ouvrait une nouvelle phase de négociation budgétaire au niveau européen, la commission a souhaité mesurer les conséquences possibles des évolutions envisagées pour les territoires frontaliers. Au-delà des seuls montants, les échanges ont porté sur l'architecture future des instruments européens, la volonté de simplification, le risque de regroupement ou de dilution de certaines politiques, ainsi que la place qui sera réservée aux régions dans la définition et la mise en œuvre des programmes.

Les interventions de la Commission européenne, du GECT Grande Région et de la Région Grand Est ont permis de rappeler l'importance particulière d'Interreg pour un espace comme la Grande Région. Ce programme ne finance pas seulement des projets : il rend possibles des habitudes de travail, des réseaux d'acteurs et des coopérations qui, sans lui, auraient souvent peine à se maintenir dans la durée.

La réunion a également permis d'assurer le suivi du colloque organisé le 27 mars 2026 à Eupen par le Parlement de la Communauté germanophone sur les défis transfrontaliers du marché du travail. Madame Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement de la Communauté germanophone, y a présenté les lignes de force d'un projet de recommandation destiné à prolonger les échanges menés lors de ce colloque.

Cette réunion a ainsi mis en regard deux préoccupations complémentaires : préserver les instruments européens qui rendent possible la coopération transfrontalière et poursuivre la recherche de réponses concrètes aux difficultés rencontrées dans un bassin d'emploi profondément intégré.

Participation à la table ronde « La Grande Région, une zone de coopération à valeur ajoutée réciproque ? »

Le 20 novembre 2025, Monsieur Borsus a pris part, au Digital Learning Hub de Belval, à une table ronde consacrée à la valeur ajoutée de la coopération dans la Grande Région. Organisée à l'initiative du Conseil interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région (CICM), cette rencontre a permis de poser une question simple, mais essentielle : que gagne-t-on à coopérer de part et d'autre des frontières ?

Dans la Grande Région, de nombreuses entreprises recrutent, forment, commercent ou se développent dans un environnement qui dépasse les limites nationales.

Le Conseil interrégional des Chambres des Métiers occupe, à cet égard, une place singulière. En rassemblant douze chambres des métiers, près de 290 000 entreprises artisanales et plus de 820 000 travailleurs, sa présence rappelle que la Grande Région ne se construit pas seulement dans les enceintes institutionnelles : elle prend aussi corps dans les ateliers, les entreprises, les centres de formation et les réseaux professionnels.

Les échanges ont mis en évidence deux conditions nécessaires pour donner davantage de force à cette coopération.

La première tient à la gouvernance. Pour que la Grande Région produise des résultats visibles, les recommandations et les initiatives doivent être suivies, priorisées et traduites en solutions concrètes. Le CPI a ici un rôle à jouer : faire remonter les besoins du terrain, maintenir le dialogue avec le Sommet des Exécutifs et veiller à ce que la coopération transfrontalière ne demeure pas un principe abstrait.

La seconde condition concerne l'innovation et les compétences. Dans un monde économique marqué par l'intelligence artificielle, la transition numérique, la durabilité et l'évolution rapide des métiers, la formation devient un enjeu central. La Grande Région dispose déjà d'un réseau dense d'acteurs, d'entreprises, d'écoles, de centres de formation et de chambres professionnelles. Mieux relier ces forces permettrait d'aider davantage les PME, de soutenir l'artisanat et de faire de la coopération transfrontalière un véritable atout de compétitivité.

Intervention du Président Borsus en séance plénière du Conseil rhénan

Le 5 décembre 2025, Monsieur Borsus est intervenu au Parlement européen à Strasbourg, lors de la séance plénière du Conseil rhénan, au nom de la présidence belge du Conseil parlementaire interrégional.

Le Président du Parlement de Wallonie a établi le lien entre le Conseil parlementaire interrégional et le Conseil rhénan. La Grande Région et l'espace rhénan partagent une même réalité : celle de territoires où la frontière est à la fois un héritage, une contrainte et un lieu de coopération.

Les travaux menés sur les contrôles aux frontières ou sur la création d'une interface intelligente d'accès aux guichets d'entreprises témoignent de cette ambition : partir de difficultés concrètes, parfois très pratiques, pour les transformer en propositions utiles aux citoyens, aux travailleurs et aux entreprises.

Autres réunions de commissions

D'autres événements et réunions de commission ont été organisées dans le cadre du CPI durant la session 2025-2026.

La Commission 1 « Affaires économiques » et la Commission 5 « Enseignement, Formation, Recherche et Culture » se sont réunies dans le cadre d'une réunion conjointe qui s'est tenue le 28 octobre 2025 à l'Université de Liège. Cette réunion, qui s'est tenue sur le campus du Sart-Tilman de l'Université de Liège, était consacrée à l'économie circulaire, avec pour objectif la visite du Centre pour l'économie circulaire des matériaux et métaux (CIRKLA). Le CIRKLA est en effet financé par le programme Interreg VI A Grande Région. À cette occasion, le Parlement était représenté par Madame Bluge.

La Commission 4 « Environnement et Agriculture » s'est, elle, réunie le 5 février 2026 afin d'auditionner des experts et de procéder à un échange de vues sur les espaces urbains, ruraux et forestiers, lesquels constituent « un potentiel sous-exploité dans la transition énergétique ». Le Parlement était représenté par Madame Goffinet et Monsieur Spies.

La Commission 6 « Sécurité intérieure, Protection civile et Services de secours » s'est notamment réunie le 18 septembre 2025 dans l'optique de procéder à un échange de vues sur la thématique de la coopération policière transfrontalière dans la Grande Région. Le Parlement était représenté par Monsieur Spies.

FOCUS SUR LE CONSEIL PARLEMENTAIRE INTERRÉGIONAL

À côté du Sommet des Exécutifs, qui réunit les chefs des exécutifs des entités partenaires, la Grande Région[171] s'appuie sur une structure interparlementaire : le Conseil parlementaire interrégional.

Cette assemblée rassemble cinquante parlementaires issus des différentes régions membres. Par ses travaux et ses recommandations, le CPI contribue activement à nourrir le dialogue politique et à rapprocher les attentes des citoyens des décisions des exécutifs. C'est le lieu par excellence où les enjeux transfrontaliers prennent corps dans le débat démocratique, où les obstacles aux coopérations de terrain sont identifiés et où des propositions concrètes sont formulées.

Le Parlement de Wallonie est représenté au CPI par Monsieur Willy Borsus, Mesdames Anne-Catherine Goffinet, Christine Mauel, Messieurs Patrick Spies et Thierry Witsel[172] (membres effectifs), ainsi que par Mesdames Valérie Bluge, Valérie Dejardin, Messieurs Yves Evrard, François Huberty et Madame Sabine Roberty (membres suppléants).



→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur **www.cpi-ipr.eu**

171. Située au carrefour de l'Europe, la Grande Région réunit des territoires historiquement et économiquement liés : le Grand-Duché de Luxembourg, les Länder allemands de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, la Région Grand Est en France, ainsi que la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.
172. En remplacement de Mme Mélissa Hanus, le 3 juin 2026.



L'ADMINISTRATION DU PARLEMENT

LOYAUTÉ, IMPARTIALITÉ ET EXCELLENCE

1. VISION

Le Greffe est une administration qui a pour mission première d'organiser le fonctionnement du Parlement et de faciliter le travail de tous les parlementaires. Il a aussi pour devoir de contribuer à l'information de la presse et des citoyens quant aux activités du Parlement. Enfin, il conserve la mémoire des travaux parlementaires, assure la sécurité des décisions prises et garantit la continuité de l'institution.

Les 119 agents[173] remplissent leurs fonctions de manière objective et impartiale, avec loyauté, conscience, cohérence et intégrité. Ils tiennent compte pour ce faire de la Charte de l'action administrative du personnel du Greffe du Parlement.

Les fonctionnaires du Greffe sont au service de tous les membres du Parlement sans aucune distinction. Il en est de même, dans le cadre des travaux parlementaires, à l'égard des membres du Gouvernement wallon.

FOCUS SUR LA CHARTE RELATIVE À L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



Depuis le 11 mai 2026, le Greffe dispose d'une Charte relative à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par les membres du personnel du Parlement.

Cette Charte s'applique aux membres du personnel du Parlement lorsqu'ils participent à la conception, au développement, à l'acquisition ou utilisent des outils ou systèmes d'IA, qu'ils relèvent ou non de l'infrastructure du Parlement.

Elle énonce les principes directeurs et les lignes de conduite que les membres du personnel s'engagent à respecter dans l'exercice de leurs missions lorsqu'ils recourent à des outils ou systèmes d'IA. Cette Charte vise à :

- promouvoir un *usage éthique et maîtrisé de l'IA* au service de l'efficience administrative ainsi que de la qualité des tâches accomplies par les services du Parlement ;
- garantir le respect des droits fondamentaux, de la protection et de la *sécurité des données* ;
- assurer la *responsabilité humaine* dans tout processus impliquant une technologie d'IA ;
- veiller à la *transparence et la traçabilité* des usages d'outils intégrant de l'IA ;
- prévenir les biais, erreurs et *dérives potentielles* liées à l'utilisation d'une technologie d'IA ;
- favoriser une *culture numérique éclairée et critique* au sein des services du Parlement.

173. Chiffre au 1er septembre 2026.

2. MISSIONS

Au service des 75 députés wallons, le Greffe organise ou assure :

— le travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
— le travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
— l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
— la contribution du Parlement de Wallonie au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
— les relations internationales du Parlement de Wallonie ;
— la publicité et l'archivage des travaux du Parlement de Wallonie ;
— les services utiles au travail des parlementaires et aux groupes parlementaires ;
— les relations du Parlement avec la société ;
— la gestion administrative, matérielle et financière du Parlement de Wallonie.



3. ORGANIGRAMME

Le greffier

Le greffier prend place au Bureau et assiste le président du Parlement en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets, les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement et son personnel. Un Conseil de direction rassemblant le greffier et les responsables de direction se réunit régulièrement.

Secrétariat général

Le Secrétariat général a pour mission d'assister le Greffier et de lui fournir un support juridique, ainsi qu'aux services du Parlement.

Il est responsable de l'élaboration et de la diffusion de la communication institutionnelle et promotionnelle, ainsi que de la communication de crise.

Il endosse également un rôle dans la protection des données à caractère personnel. Dans ce cadre, le Délégué à la protection des données a notamment pour missions d'informer et conseiller les services du Parlement qui procèdent à des traitements de données à caractère personnel quant aux obligations à respecter en application du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Il est chargé du secrétariat du Bureau et de la Conférence des présidents et apporte aux membres du Bureau, du Bureau élargi et de la Conférence des présidents le support en rapport avec leur fonction. Il établit l'ordre du jour de leurs réunions, constitue les dossiers et diffuse les documents de ces organes.

Il assure l'effectivité du canal de signalement interne institué au sein du Greffe et, dans ce cadre, le Référent intégrité peut recevoir ces signalements et assure un suivi diligent de ceux-ci.

Responsable : M. François Gadisseur.

Direction de l'action parlementaire

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires.

Concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif, d'exercer le contrôle du Gouvernement et de formuler des propositions de résolution en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions des séances plénières et des commissions et en établissant les comptes rendus.

Responsable : M. Olivier Mahieux.

Direction des affaires institutionnelles

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

Responsable : Mme Sandrine Salmon.

Direction des relations extérieures

La Direction des relations extérieures assure l'ensemble des relations extérieures du Parlement, ce qui comporte l'information de la société civile, l'organisation des visites du Parlement, l'accueil et l'écoute des citoyens et des associations (à l'exception de la gestion des consultations publiques), l'organisation des missions parlementaires, la contribution au bon fonctionnement de l'Union européenne et l'accompagnement de la présence du Parlement au sein d'organismes interparlementaires.

Responsable : Mme Bénédicte Lebrun.



Direction financière

La Direction financière gère l'ensemble des aspects en lien avec les finances du Parlement. Cela comprend, notamment, la gestion de la comptabilité et de la trésorerie du Parlement, l'élaboration et la mise en œuvre du budget, la passation des marchés publics et le suivi administratif de l'exécution de ceux-ci.

Elle est le point de contact des députés pour leurs travaux en Commission de la comptabilité mais aussi des autres directions pour tout achat nécessaire aux activités du Parlement.

Responsable : Mme Kristel Galloy.

Direction du personnel

La Cellule ressources humaines assure la gestion administrative du personnel et développe et exécute le plan de formation des agents.

La Cellule qualité et prévention et protection au travail a pour mission de veiller à ce que les objectifs poursuivis, les procédures mises en place et les missions réalisées par les services répondent aux attentes de ses clients internes et externes.

Le conseiller en prévention participe à l'application des dispositions légales relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

La Direction encadre une équipe d'huissiers dont la mission principale consiste à garantir l'action des députés, des fonctionnaires ou des invités, ainsi qu'à accueillir les visiteurs du Parlement.

Responsable : Mme Émilie Dupont.

Direction de la logistique

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficience et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

Elle apporte un soutien matériel aux parlementaires et participe activement à l'amélioration des infrastructures tant sur le plan de la sécurité que de l'accessibilité.

Responsable : M. Fabrice Simon.

ORGANIGRAMME

BUREAU

GREFFIER

Directions opérationnelles

Direction de l'action parlementaire
- Service de la séance et des commissions
- Service des questions au Gouvernement
- Service de la gestion documentaire
- Service des comptes rendus

Direction des affaires institutionnelles
- Service des parlementaires
- Service des études et de la documentation

Direction des relations extérieures
- Service des relations avec la société
- Service des relations internationales

Directions supports

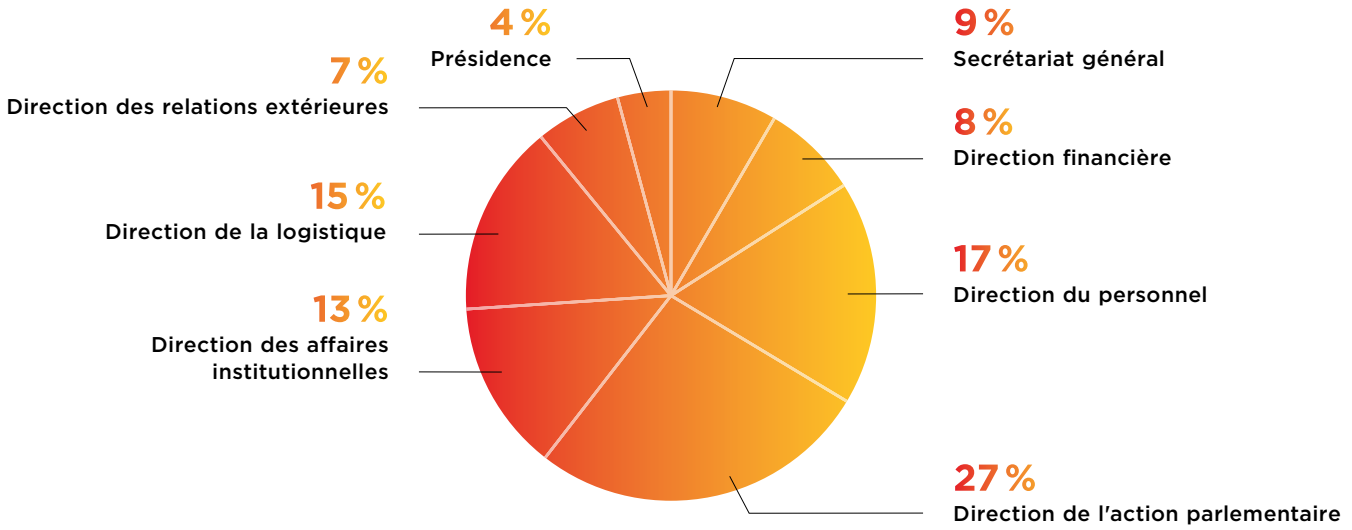
Secrétariat général

Direction financière
- Cellule comptabilité et budget
- Cellule achats et marchés publics

Direction du personnel
- Cellule ressources humaines
- Cellule qualité et prévention et protection au travail
- Équipe des huissiers

Direction de la logistique
- Service des bâtiments, des biens et des services
- Service informatique

Répartition du personnel par direction



4. CONSEIL DU PERSONNEL

Élu par les agents et actuellement composé de quinze membres (neuf effectifs et six suppléants), le Conseil représente les intérêts du personnel et assure un contact permanent entre le Bureau et le personnel. Il coopère au bon fonctionnement du Parlement.

Se réunissant de façon régulière, il permet à l'opinion du personnel de se faire jour et de s'exprimer par le biais d'avis relatifs au statut et au règlement de travail ou de suggestions visant à améliorer les conditions de travail des agents.

5. POLICE MILITAIRE

La Police militaire a pour missions le contrôle des accès au Parlement, le maintien de l'ordre dans les tribunes publiques et la régulation du trafic aux abords du Parlement. Elle fournit en outre un service protocolaire lors des visites de personnalités et assure la garde constante des bâtiments.



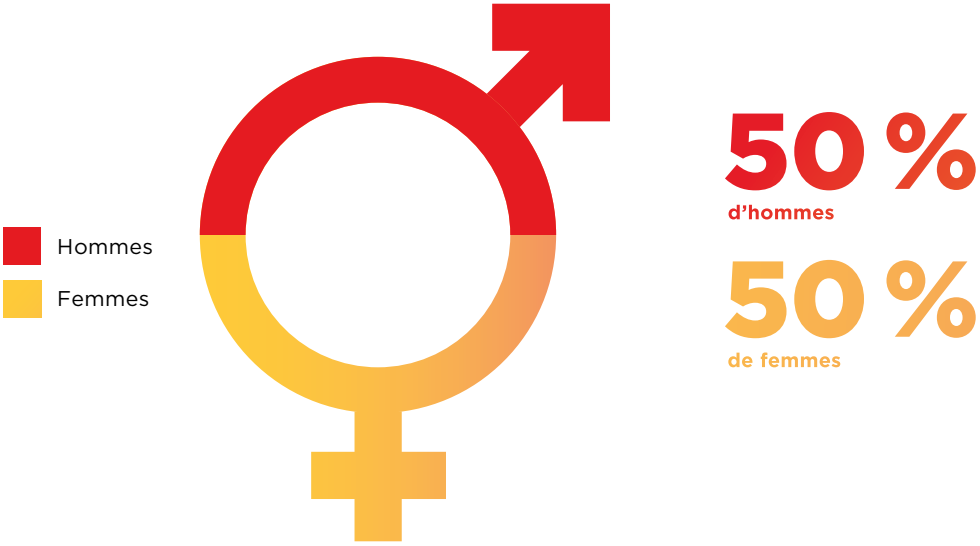
Nombre d'agents engagés et sortis au cours de la session 2025-2026



Répartition du personnel par statut



Répartition du personnel par genre



6. STATUT DES AGENTS DU GREFFE

Sur proposition du Bureau, le 18 décembre 2025, le Parlement de Wallonie a adopté une modification du statut des agents du Greffe en vue notamment de revoir le régime de fin de carrière et de le mettre davantage en adéquation avec l'évolution des règles applicables en matière de pension.

Cette réforme du régime de fin de carrière a été menée en concertation avec le Conseil du personnel pour tenir compte à la fois de l'allongement de la carrière et du nécessaire transfert d'expertise et de connaissances, mais aussi du contexte de réforme des pensions initiée par le Gouvernement fédéral.

FOCUS SUR LE SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES, LA VOIX DU PARLEMENT AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Le Service des relations internationales du Greffe accompagne la mise en œuvre d'une diplomatie conduite par les membres de l'Assemblée et, le plus souvent, par son président qui en porte la parole selon son vœu. À ce titre, il est le premier acteur de sa représentation extérieure et de son rayonnement international.

La diplomatie parlementaire s'exprime d'abord dans l'accueil de personnalités et de délégations étrangères. À chaque visite, le Service en assure la coordination, prépare le déroulement, organise les aspects logistiques et protocolaires - pavoisement, composition des délégations, ordre des préséances - et veille à la bonne tenue de la rencontre.

Le Service rédige également les notes de briefing destinées aux membres de l'Assemblée, présentant le contexte politique et institutionnel, les interlocuteurs, les principaux sujets de discussion, les éventuelles sensibilités diplomatiques et les enjeux pour la Wallonie. Il contribue ainsi à préciser les messages que l'institution entend porter et à permettre aux représentants de l'Assemblée de conduire leurs échanges avec le niveau d'information qu'appellent leurs fonctions.

Lors des missions accomplies à l'étranger par ses délégations, le Service prépare les différentes étapes, assure les contacts avec les partenaires institutionnels, coordonne les aspects logistiques et accompagne les membres dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans les enceintes de coopération interparlementaire, il met son expertise des règlements, des usages et des équilibres institutionnels au service des parlementaires. Il assure également la préparation des positions défendues, des documents de travail et des comptes rendus, ainsi que le suivi des décisions en lien avec les administrations partenaires.

Enfin, la participation à la vie européenne appelle un travail constant de veille. Avant chaque séance plénière, le Service prépare un Bulletin de suivi des questions européennes présentant les développements intervenus dans les matières relevant des compétences wallonnes : actualités de l'Union, textes transmis au titre du contrôle de subsidiarité, consultations de la Commission européenne et rapports de la Cour des comptes européenne.

Par son action quotidienne, le Service des relations internationales veille ainsi à ce que le Parlement de Wallonie joue pleinement son rôle dans les cénacles européens et internationaux, en conjuguant coordination logistique, conseil protocolaire et expertise internationale.



IN MEMORIAM

DÉPUTÉ



M. Pascal Baurain
(† 3 septembre 2025)

ANCIEN PRÉSIDENT A.I.



M. Jean-Marie Severin
(† 7 septembre 2025)

ANCIENS DÉPUTÉS



M. Charles Petitjean
(† 8 août 2025)



M. Marceau Mairesse
(† 15 janvier 2026)



M. Gérard Mathieu
(† 16 février 2026)



M. Jean-Claude Maene
(† 16 mai 2026)



M. Marcel Neven
(† 15 août 2026)



M. Jacques Van Gompel
(† 21 août 2026)

AGENT DU GREFFE



Mme Frédérique Catoul
(† 26 avril 2026)

© telemb - La Libre- Facebook - Belga- ACTV Belgium - Editions de l'Avenir- enaos- Nathalie Bidoul.

ANNEXES

1. Projets et propositions de décret déposés, adoptés, rejetés ou retirés 86
2. Projets de décret de nature budgétaire 96
3. Propositions de résolution déposées, adoptées, rejetées ou retirées 96
4. Avis ou contrôles extérieurs 100
5. Pétitions examinées en commission 102
6. Liste des personnes auditionnées ou consultées 105
7. Liste des visites et missions d'étude organisées par les commissions et comités 110
8. Liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie 111
9. Questions écrites restées sans réponse 111
10. Nombre de questions écrites et de questions orales depuis 1995 112
11. Nombre et durée des réunions de séances plénières depuis 1995 112
12. Nombre et durée des réunions publiques de commission en 2025-2026 113
13. Nombre et durée des réunions publiques de commission depuis 1999 113
14. Évolution de l'activité parlementaire depuis 1995 114

1. PROJETS ET PROPOSITIONS DE DÉCRET DÉPOSÉS, ADOPTÉS, REJETÉS OU RETIRÉS

→ La liste des projets de décret déposés au cours de la session 2025-2026 est publiée sous le lien **https://parlwal.be/projets-de-décret-déposés-2025-2026**

→ La liste des propositions de décret déposées au cours de la session 2025-2026 est publiée sous le lien **https://parlwal.be/propositions-de-décret-déposées-2025-2026**

→ La liste des projets et propositions de décret déposés au cours de la session 2025-2026 est publiée sous le lien **https://parlwal.be/décrets-déposés-2025-2026**

12 propositions de décret ont été rejetées et 2 propositions de décret ont été retirées au cours de la session 2025-2026.

Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal

Doc. 230 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 6 et 18*bis* du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public en vue de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes parmi les administrateurs publics nommés par le Gouvernement wallon, déposée par Mme Morreale, M. Crampont, Mme Tillieux, M. Lefèbvre, Mme Greco et M. Collignon, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 231 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 6 et 18*bis* du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution en vue de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes parmi les administrateurs publics nommés par le Gouvernement wallon, déposée par Mme Morreale, M. Fontaine, Mme Roberty, M. Lepine, Mme Özen et M. Witsel, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 256 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article D.105 du Code wallon du Bien-être des animaux et insérant un article D.61/1 en vue d'interdire le gazage et le broyage des poussins mâles pour des raisons exclusivement économiques, déposée par Mme Özen, M. Lefèbvre, Mme Pécriaux, M. Lepine, Mme Tillieux et M. Fontaine, rejetée le 3 septembre 2025
Doc. 281 (2024-2025) N° 3	Projet de décret ratifiant la décision de reprise par la Région wallonne du service de l'impôt en matière de droits de succession et de droits d'enregistrement tels que visés aux 4°, 6°, 7° et 8° de l'article 3, alinéa 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, adopté le 3 septembre 2025
Doc. 282 (2024-2025) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Cap-Vert relatif au transport aérien, signé à Bruxelles le 26 octobre 2017, adopté le 24 septembre 2025
Doc. 360 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif aux services aériens, fait à Bruxelles le 4 octobre 2009, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 361 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République démocratique du Congo relatif au transport aérien, fait à Kinshasa le 2 février 2013, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 362 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement de la République gabonaise et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux services de transport aérien, fait à Bruxelles le 28 mai 2018, adopté le 26 novembre 2025

Doc. 363 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Liberia relatif au transport aérien, fait à Monrovia le 17 juillet 2019, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 364 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et les États-Unis mexicains relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 22 février 2023, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 365 (2025-2026) N° 4	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles néerlandaises relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 5 février 2008, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 366 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal relatif au transport aérien, fait à Dakar le 18 janvier 2013, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 367 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Sierra Leone sur le transport aérien, fait à Freetown le 3 juillet 2019, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 368 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République unie de Tanzanie relatif aux services de transport aérien, fait à Dodoma le 3 novembre 2021, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 369 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République togolaise relatif au transport aérien, fait à Lomé le 13 juin 2019, adopté le 26 novembre 2025
Doc. 380 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Benelux de la propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 6 décembre 2022, adopté le 10 décembre 2025
Doc. 405 (2025-2026) N° 3	Projet de décret transposant la directive (UE) 2023/2226 du Conseil du 17 octobre 2023 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant des dispositions diverses, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 407 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 3 du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense et insérant un article 16/1 en vue d'interdire le transit de matériel militaire et d'articles à double usage à destination d'Israël dans les aéroports wallons, déposée par MM. Liradelfo, Mugemangango, Mmes Pavet, Ammi, Aït Alouha et M. Dupont
Doc. 408 (2025-2026) N° 12	Projet de décret-programme portant diverses mesures budgétaires, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 409 (2025-2026) N° 7	Projet de décret-programme portant diverses mesures budgétaires pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 427 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret spécial remplaçant le point B de l'annexe 1 du Livre 1er des annexes de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, déposée par M. Borsus, Mmes Goffinet, Laffut, Hanus, MM. Evrard et Huberty, adoptée le 4 février 2026
Doc. 429 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article D.23 du Code wallon du Bien-être des animaux afin d'interdire les rodéos, déposée par Mme Özen, M. Crampont, Mme Roberty, MM. Fontaine, Witsel et Mme Morreale

Doc. 439 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret abrogeant l'article 31 du décret du 29 mars 2018 modifiant les décrets des 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons, déposée par M. Borsus, Mmes De Bue, Morreale, MM. J.-P. Bastin, Mugemangango et Hazée, adoptée le 8 avril 2026
Doc. 440 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret abrogeant l'article 31 du décret du 29 mars 2018 modifiant les décrets des 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons, déposée par M. Borsus, Mmes De Bue, Morreale, MM. J.-P. Bastin, Mugemangango et Hazée, adoptée le 8 avril 2026
Doc. 461 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 110 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de limiter l'assiette du droit de partage à la seule quote-part transférée lors de la sortie d'une indivision immobilière, déposée par M. Collignon, Mme Greco, M. Devin, Mme Özen, M. Witsel et Mme Morreale
Doc. 489 (2025-2026) N° 29	Projet de décret-programme portant des mesures diverses en matière de budget et de comptabilité, de bien-être animal, de pouvoirs locaux, d'aménagement du territoire, de mobilité, d'économie, d'emploi, de formation, d'environnement, de climat, de tourisme, de patrimoine et d'agriculture et de ruralité, adopté le 25 mars 2026
Doc. 490 (2025-2026) N° 5	Projet de décret-programme portant des mesures diverses pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 25 mars 2026
Doc. 546 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 44*bis* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe afin de prévenir certains contournements du taux réduit pour l'acquisition d'une habitation propre et unique, de prendre en compte la quasi-pleine propriété, de tenir compte des droits de jouissance et d'encadrer la location de l'immeuble obstructif pendant le délai de trois ans, déposée par M. Collignon, Mme Özen, M. Lepine, Mme Greco, M. Fontaine et Mme Morreale
Doc. 547 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 et abrogeant l'article 259 en vue d'attribuer directement aux locataires les réductions de précompte immobilier, déposée par Mme Özen, M. Devin, Mme Lambelin, MM. Lefèbvre, Witsel et Mme Morreale
Doc. 548 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de revaloriser les réductions de précompte immobilier pour les personnes à charge et les personnes en situation de handicap, déposée par M. Devin, Mme Dejardin, M. Collignon, Mme Roberty, M. Crampont et Mme Morreale
Doc. 560 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016, et à et son instrument interprétatif commun, adopté le 17 juin 2026

Doc. 561 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016, et à son instrument interprétatif commun, adopté le 17 juin 2026
Doc. 564 (2025-2026) N° 3	Projet de décret instaurant un accès au point de contact central tenu par la Banque nationale de Belgique pour les fonctionnaires du Service public de Wallonie Finances chargés du recouvrement des créances fiscales, adopté le 17 juin 2026
Doc. 589 (2025-2026) N° 5	Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes en vue de transposer partiellement la directive (UE) 2024/1265, adopté le 1er juillet 2026
Doc. 613 (2025-2026) N° 1	Projet de décret ratifiant la décision de report de la reprise par la Région wallonne du service de l'impôt en matière de droits de succession et de droits d'enregistrement tels que visés aux 4°, 6°, 7° et 8° de l'article 3, alinéa 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions

Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux

Doc. 169 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1123-1, L1123-3, L2212-39 et L2212-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de sanctionner le non-respect de la mixité au sein des collèges communaux et provinciaux, déposée par M. Lefèbvre, Mme Dejardin, M. Crampont, Mme Lambelin, M. Collignon et Mme Morreale, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 182 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles L1123-1, L1123-3, L2212-39 et L2212-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de renforcer la parité au sein des collèges communaux et provinciaux, déposée par M. Hazée, Mmes Linard, Cremasco, Tellier et M. Mockel, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 295 (2024-2025) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs subordonnés, adopté le 24 septembre 2025
Doc. 340 (2025-2026) N° 4	Projet de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de mettre sur pied d'égalité les membres du personnel en termes de promotion, adopté le 12 novembre 2025
Doc. 341 (2025-2026) N° 4	Projet de décret modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale en vue de mettre sur pied d'égalité les membres du personnel en termes de promotion, adopté le 12 novembre 2025
Doc. 413 (2025-2026) N° 5	Projet de décret portant création d'un fonds budgétaire en matière d'infrastructures, de sécurité et d'inspections routières, en abrégé « FISIR », adopté le 18 décembre 2025

Doc. 487 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 3 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes et insérant des articles L1332-34*bis*, L1332-34*ter* et L1332-34*quater* dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'affecter une quote-part des recettes du prélèvement kilométrique à charge des poids lourds à une dotation destinée à l'entretien et à la réfection des voiries communales, déposée par M. Crampont, Mme Hanus, M. Lefèbvre, Mme Greco, M. Collignon et Mme Morreale
Doc. 488 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L3611-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de renforcer la stabilité fiscale des investissements productifs en portant de cinq à dix ans la période d'exonération applicable à certains investissements, déposée par Mme Morreale, M. Lefèbvre, Mmes De Rodder, Greco et M. Fontaine
Doc. 491 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret instaurant une Étude d'impact communal dans l'élaboration des politiques régionales, déposée par MM. Lefèbvre, Crampont, Mmes Hanus, Dejardin, M. Devin et Mme Morreale
Doc. 525 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret visant à garantir l'accès à des toilettes publiques, propres, accessibles et gratuites en Wallonie, déposée par M. Mugemangango, Mmes Bernard, Van Walle, Aït Alouha et Ammi
Doc. 603 (2025-2026) N° 3	Projet de décret relatif au portail d'information câbles et canalisations souterrains, adopté le 15 juillet 2026
Doc. 605 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article L1123-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de garantir aux bourgmestres et échevins leur traitement en cas de congés liés à une naissance ou une adoption, déposée par Mmes Cassart-Mailleux, Fafchamps, MM. Daye, J.-P. Bastin, Mmes Laffut et Vandorpe
Doc. 606 (2025-2026) N° 3	Projet de décret insérant un Livre VI dans la Première Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à organiser la participation des services, organisations et structures relevant des compétences ou de la tutelle de la Région wallonne aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, adopté le 15 juillet 2026
Doc. 607 (2025-2026) N° 3	Projet de décret modifiant le chapitre 1er du Livre Ier de la Septième Partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à organiser la participation des services, organisations et structures relevant des compétences ou de la tutelle de la Région wallonne aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, pour les matières relevant de l'article 138 de la Constitution, adopté le 15 juillet 2026
Doc. 611 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret insérant un Titre V/1 relatif aux zones de protection contre les inondations dans le Code du Développement territorial, déposée par Mme Dejardin, M. Devin, Mme Özen, MM. Lefèbvre, Crampont et Mme Morreale
Doc. 612 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret insérant un article 45/1 dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone en vue de mettre en place un mécanisme de leasing social pour les véhicules électriques, déposée par Mme Lambelin, M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Roberty et M. Witsel
Doc. 623 (2025-2026) N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne

Doc. 625 (2025-2026) N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 18 avril 2013 relatif au cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport
Doc. 626 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret visant à instaurer un plan communal canicule dans chaque commune wallonne, déposée par M. Crampont, Mme Hanus, MM. Lefèbvre, Devin, Mmes De Rodder et Morreale
Doc. 627 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de favoriser l'exercice effectif et égalitaire des mandats communaux et provinciaux, déposée par Mme Hanus, MM. Crampont, Lefèbvre, Mme Dejardin, M. Lepine et Mme Pécriaux
Doc. 628 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de favoriser l'exercice effectif et égalitaire des mandats au sein des centres publics d'action sociale, déposée par Mme Hanus, MM. Crampont, Lefèbvre, Mme Dejardin, M. Lepine et Mme Pécriaux
Doc. 653 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant le Code du Développement territorial en vue d'imposer la végétalisation et le verdissement des espaces urbanisés, déposée par M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Tillieux, M. Witsel et Mme Morreale

Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation

Doc. 263 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 3 et 4 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles afin de relever à trois mois la durée minimale des contrats ouvrant droit à une aide « Impulsion » pour l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi ou de demandeurs d'emploi de longue durée, déposée par Mmes Morreale, De Rodder, M. Fontaine, Mme Tillieux, M. Crampont et Mme Hanus, retirée par ses auteurs le 22 octobre 2025
Doc. 278 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret visant à lutter contre les effets d'aubaine des mesures d'aide à l'emploi « Airbag » et « SESAM », déposée par Mmes De Rodder, Tillieux, M. Fontaine, Mme Özen, M. Spies et Mme Morreale, retirée par ses auteurs le 22 octobre 2025
Doc. 291 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 2, 5, 6, 8, 14 et 16 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises afin d'optimiser les dispositifs chèques-formation et crédit-adaptation, déposée par Mmes Tillieux, Özen, De Rodder, Muratore, M. Witsel et Mme Roberty, rejetée le 24 septembre 2025
Doc. 292 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret visant à optimiser le dispositif du congé-éducation payé, déposée par Mmes Morreale, De Rodder, M. Witsel, Mmes Muratore, Tillieux et M. Fontaine, rejetée le 24 septembre 2025
Doc. 305 (2024-2025) N° 4	Projet de décret modifiant la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, adopté le 24 septembre 2025
Doc. 381 (2025-2026) N° 3	Projet de décret relatif à la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels, adopté le 10 décembre 2025
Doc. 391 (2025-2026) N° 3	Projet de décret modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, adopté le 10 décembre 2025

Doc. 414 (2025-2026) N° 5	Projet de décret sur l'activation des bénéficiaires du revenu d'intégration par l'inscription obligatoire auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 431 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 28 novembre 2025 entre la Région flamande et la Région wallonne pour l'échange d'informations sur le marché du travail et la promotion de la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, adopté le 21 janvier 2026
Doc. 432 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 28 novembre 2025 entre la Région flamande et la Région wallonne pour l'échange d'informations sur le marché du travail et la promotion de la mobilité interrégionale des chercheurs d'emploi, pour les matières exercées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 21 janvier 2026
Doc. 457 (2025-2026) N° 5	Projet de décret portant organisation de l'Agence du Numérique, adopté le 25 février 2026
Doc. 536 (2025-2026) N° 6	Projet de décret portant création d'un incitant unique à l'embauche, adopté le 20 mai 2026
Doc. 562 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret visant à améliorer la visibilité des offres d'emploi disponibles en Wallonie, déposée par Mme De Rodder, M. Fontaine, Mmes Tillieux, Özen, M. Spies et Mme Morreale
Doc. 567 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret modifiant les articles 3, 4, 8, et 8/1 du décret du 28 avril 2016 Prêt « Coup de Pouce », déposée par MM. Maillen, de Wasseige, Borsus, J.-P. Bastin, Mmes Laffut et Lazaron, adoptée le 3 juin 2026
Doc. 588 (2025-2026) N° 5	Projet de décret relatif au dispositif des chèques-entreprises pour le soutien à l'entrepreneuriat et à la croissance des petites et moyennes entreprises, adopté le 1er juillet 2026
Doc. 601 (2025-2026) N° 5	Projet de décret relatif au soutien du chercheur d'emploi dans sa remise au travail par la création de son activité en tant qu'indépendant à titre principal, adopté le 15 juillet 2026
Doc. 602 (2025-2026) N° 3	Projet de décret modifiant le décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), adopté le 15 juillet 2026
Doc. 651 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 12, 17 et 59 du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques en vue d'assurer leur résilience au changement climatique, déposée par Mme Tillieux, M. Collignon, Mme Hanus, MM. Crampont, Lefèbvre et Mme Dejardin
Doc. 657 (2025-2026) N° 1	Projet de décret relatif aux clusters d'innovation stratégique et aux écosystèmes d'innovation stratégique

Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale

Doc. 293 (2024-2025) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 43/37 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et l'article 19 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales en vue de garantir le mécanisme d'indexation des prestations sociales wallonnes dès le premier mois qui suit un dépassement de l'indice-pivot, déposée par Mmes Roberty, Morreale, Pécriaux, Muratore, MM. Lepine et Witsel, rejetée le 8 octobre 2025

Doc. 296 (2024-2025) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 juillet 2025 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le maximum à facturer, l'allocation forfaitaire pour malades chroniques et le statut de personne atteinte d'une affection chronique, adopté le 24 septembre 2025
Doc. 343 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 3 octobre 2025 modifiant l'accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée, adopté le 12 novembre 2025
Doc. 379 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret insérant un article D.172/1 dans le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau et modifiant l'article D.396 en vue d'interdire l'utilisation de pesticides dans les zones de prévention des captages d'eau, déposée par Mmes Tellier, Linard, M. Hazée, Mme Cremasco et M. Mockel, rejetée le 25 mars 2026
Doc. 406 (2025-2026) N° 7	Projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif au carnet de vaccination électronique « Vaccicard », adopté le 10 décembre 2025
Doc. 430 (2025-2026) N° 3	Projet de décret modifiant le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 495 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 9 février 2026 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs pour certains flux de déchets et pour les déchets sauvages, adopté le 11 mars 2026
Doc. 527 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 12 juin 2025 modifiant le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon et le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 8 avril 2026
Doc. 599 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 61, §2, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique afin de neutraliser les hausses conjoncturelles dans le calcul du coût-vérité, déposée par MM. Liradelfo, Mugemangango, Mmes Ammi, Van Walle et Bernard
Doc. 614 (2025-2026) N° 5	Projet de décret modifiant l'article 275 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, transposant partiellement la directive 2024/1346 du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale et clarifiant les conditions d'admissibilité aux prestations visées au Livre IV, adopté le 15 juillet 2026

Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives

Doc. 631 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 2, 6 et 22 du décret du 3 décembre 2020 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives et abrogeant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives afin de garantir progressivement l'accès gratuit à l'eau potable dans les infrastructures sportives subsidiées, déposée par Mme Özen, M. Witsel, Mme Tillieux, MM. Crampont, Spies et Mme Morreale

Commission du tourisme et du patrimoine

Doc. 565 (2025-2026) N° 5	Projet de décret modifiant le Code wallon du Tourisme et le Code wallon du Patrimoine afin d'assurer leur conformité au nouveau Code pénal, adopté le 17 juin 2026

Commission de l'énergie, du climat et du logement

Doc. 17 (SE 2024) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et limitant l'indexation des loyers en fonction du certificat de performance énergétique des bâtiments, déposée par M. Hazée, rejetée le 25 février 2026
Doc. 308 (2024-2025) N° 3	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'accord de coopération du 2 septembre 2013 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, adopté le 22 octobre 2025
Doc. 314 (2024-2025) N° 4	Projet de décret modifiant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, adopté le 24 septembre 2025
Doc. 428 (2025-2026) N° 4	Projet de décret portant des dispositions diverses en matière d'énergie, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 436 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 89 et 89/1 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en instaurant un encadrement des loyers sur le marché privé, déposée par MM. Dupont, Mugemangango, Mmes Aït Alouha, Ammi, Van Walle et M. Liradelfo
Doc. 458 (2025-2026) N° 3	Projet de décret modifiant l'article 94, §1er, du Code wallon de l'habitation durable en ce qui concerne la prise en compte de la performance énergétique dans le mode de calcul des loyers des logements d'utilité publique, adopté le 25 février 2026
Doc. 462 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en vue d'introduire une modulation permanente de l'indexation des loyers selon la performance énergétique des bâtiments et abrogeant le décret du 19 octobre 2022 modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et limitant l'indexation des loyers en fonction du certificat de performance énergétique des bâtiments, déposée par MM. Collignon, Devin, Mme Lambelin, M. Fontaine, Mmes Özen et Morreale, rejetée le 25 février 2026

Doc. 463 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret modifiant les articles 15*ter*, 51*bis* et 51*ter* du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant un article 46*bis*, déposée par M. Maroy, Mme Goffinet, MM. Janssen et Cloquet, adoptée le 25 février 2026
Doc. 518 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz en ce qui concerne l'indemnisation des clients finals en cas d'interruption de la fourniture de gaz, déposée par Mme Morreale, MM. Devin, Collignon, Mme Özen, M. Lepine et Mme De Rodder
Doc. 545 (2025-2026) N° 7	Projet de décret modifiant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne, adopté le 3 juin 2026
Doc. 654 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret modifiant les articles 89 et 89/1 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation afin d'instaurer un encadrement des loyers sur le marché privé, déposée par Mme Bernard, M. Mugemangango, Mmes Ammi, Van Walle, M. Liradelfo et Mme Pavet

Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité

Doc. 425 (2025-2026) N° 1	Proposition de décret rétablissant l'article 39 dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature afin d'intensifier la lutte contre le frelon asiatique, déposée par M. Fontaine, Mme Hanus, M. Spies, Mme Pécriaux, M. Lepine et Mme Morreale, rejetée le 25 mars 2026
Doc. 433 (2025-2026) N° 9	Projet de décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et le Livre 1er du Code de l'Environnement, adopté le 25 février 2026
Doc. 563 (2025-2026) N° 7	Projet de décret modifiant le Code forestier en ce qui concerne la prise en compte des phénomènes sanitaires forestiers, adopté le 15 juillet 2026

Réunion conjointe de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux, de la Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation et de la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale

Doc. 526 (2025-2026) N° 3	Projet de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 12 juin 2025 modifiant le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon et le décret du 15 mai 2025 relatif à la prolongation des délais impactés par l'intrusion d'avril 2025 dans le système informatique des services du Gouvernement wallon pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française, adopté le 8 avril 2026

Commission interparlementaire chargée d'examiner les propositions de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française modifiant l'article 1er de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique

Doc. 438 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française modifiant l'article 1er de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique, déposée par M. Borsus, Mmes De Bue, Morreale, MM. J.-P. Bastin, Mugemangango et Hazée, adoptée le 1er juillet 2026

2. PROJETS DE DÉCRET DE NATURE BUDGÉTAIRE

→ La liste des projets de décret de nature budgétaire déposés et adoptés au cours de la session 2025-2026 est publiée sous le lien **https://parlwal.be/projets-de-décret-budget-2025-2026**

Doc. 411 (2025-2026) N° 4	Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 412 (2025-2026) N° 11	Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026, adopté le 18 décembre 2025
Doc. 590 (2025-2026) N° 4	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026, adopté le 1er juillet 2026
Doc. 591 (2025-2026) N° 6	Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026, adopté le 1er juillet 2026

3. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION DÉPOSÉES, ADOPTÉES, REJETÉES OU RETIRÉES

→ La liste des propositions de résolution déposées au cours de la session 2025-2026 est publiée sous le lien **https://parlwal.be/propositions-de-résolution-déposées-2025-2026**

6 propositions de résolution ont été rejetées et aucune n'a été retirée au cours de la session 2025-2026.

Doc. 234 (2024-2025) N° 1	Proposition de résolution visant à organiser une transition écologique juste et équitable dans le cadre de la mise en œuvre du système d'échange de quotas d'émission pour les bâtiments, le transport routier et d'autres secteurs (ETS 2), déposée par Mme Tellier, MM. Hazée, Mockel, Mmes Cremasco et Linard, rejetée le 10 septembre 2025
Doc. 257 (2024-2025) N° 1	Proposition de résolution visant à défendre et à consolider le dispositif des cellules de reconversion, déposée par Mme De Rodder, M. Fontaine, Mme Tillieux, M. Crampont, Mmes Hanus et Morreale, rejetée le 22 octobre 2025
Doc. 279 (2024-2025) N° 1	Proposition de résolution visant à soutenir et à renforcer les relais sociaux, déposée par Mme Cremasco, M. Hazée, Mmes Linard et Tellier, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 306 (2024-2025) N° 1	Proposition de résolution visant à mettre en place une stratégie intégrée de lutte contre les feux de forêt en Wallonie, déposée par M. Spies, Mme Hanus, M. Fontaine, Mme Dejardin, M. Crampont et Mme Morreale, rejetée le 22 octobre 2025
Doc. 313 (2024-2025) N° 1	Proposition de résolution visant à demander l'avis de la Cour de justice de l'Union européenne sur la compatibilité de l'accord de partenariat du 6 décembre 2024 entre l'Union européenne et les pays du Marché commun du Sud (Mercosur) avec les traités européens, déposée par M. Hazée et Mme Tellier, rejetée le 8 octobre 2025
Doc. 327 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à limiter l'usage et les risques causés par les pesticides en Wallonie, déposée par Mmes Tellier, Linard, M. Hazée, Mme Cremasco et M. Mockel
Doc. 357 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à améliorer la gestion des incidents et accidents sur le réseau routier structurant wallon, déposée par M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Morreale, M. Witsel et Mme Tillieux
Doc. 390 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à définir une politique régionale coordonnée de lutte contre les frelons asiatiques, déposée par M. Spies, Mme Hanus, M. Fontaine, Mme Pécriaux, M. Lepine et Mme Morreale

Doc. 434 (2025-2026) N° 5	Proposition de résolution visant à renforcer la sensibilisation concernant les règles de sécurité routière et à améliorer la signalisation sur le Réseau autonome des voies lentes (RAVeL) de Wallonie, déposée par MM. Gardier, J.-P. Bastin, Dewez, Di Antonio, Chintinne et Mme Fafchamps, adoptée le 8 avril 2026
Doc. 435 (2025-2026) N° 7	Proposition de résolution visant à soutenir le développement d'une filière de production de dispositifs de défense contre les drones, déposée par MM. de Wasseige, Wahl, Mmes Lazaron, Bluge, MM. J.-P. Bastin et Maillen, adoptée le 25 mars 2026
Doc. 441 (2025-2026) N° 4	Proposition de résolution visant à renforcer la promotion touristique du folklore wallon en Belgique et à l'étranger, déposée par Mme Desalle, MM. Chintinne, Resinelli, Mme Bluge, MM. Bastin et Soupart, adoptée le 4 février 2026
Doc. 460 (2025-2026) N° 9	Proposition de résolution visant à soutenir le mouvement de protestation du peuple iranien et à condamner la répression exercée par les autorités, déposée par MM. Gardier, Resinelli, Mme De Bue, M. J.-P. Bastin, Mmes Nikolic et Vandorpe, adoptée le 4 février 2026
Doc. 472 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à la suspension de la procédure d'exclusion du droit aux allocations de chômage pour les aidants proches et à la création d'un statut social protecteur, déposée par Mmes Linard, Cremasco, Tellier et M. Hazée, rejetée le 11 mars 2026
Doc. 473 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à la mise en place d'une stratégie régionale de lutte contre le « blues des élus locaux » et de soutien aux vocations locales, déposée par Mme Hanus, MM. Lefèbvre, Crampont, Mmes Özen, Greco et M. Devin
Doc. 492 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à intensifier la prévention du suicide, déposée par Mmes Tillieux, Roberty, Morreale, MM. Witsel, Lepine et Mme Muratore
Doc. 496 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à réaliser un cadastre et une évaluation des aides aux entreprises, déposée par M. Mockel, Mmes Linard, Cremasco, Tellier et M. Hazée
Doc. 544 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la protection de la population contre l'exposition aux pesticides, déposée par Mme Dejardin, M. Lepine, Mme Roberty, MM. Fontaine, Spies et Mme Hanus
Doc. 549 (2025-2026) N° 7	Proposition de résolution visant à renforcer la prévention contre les guets-apens homophobes et la sécurité des personnes LGBTQIA+, déposée par Mmes Roberty, Muratore, M. Lefèbvre, Mmes Lambelin, Greco et M. Witsel, adoptée le 3 juin 2026
Doc. 568 (2025-2026) N° 7	Proposition de résolution visant à soutenir la candidature pour la construction du télescope Einstein dans l'Euregio Meuse-Rhin, déposée par Mmes Bluge, Goffinet, Mauel, MM. de Wasseige, Dewez et J.-P. Bastin, adoptée le 17 juin 2026
Doc. 600 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution relative à l'amélioration des toilettes publiques en Wallonie, déposée par Mmes Fafchamps, Roberty, Cassart-Mailleux et Cremasco
Doc. 615 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à s'opposer au projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la visite domiciliaire, déposée par M. Hazée, Mmes Linard, Cremasco et M. Mockel
Doc. 629 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à adapter le logement public wallon aux canicules pour protéger les locataires et garantir une transition climatique juste, déposée par M. Devin, Mme Morreale, M. Collignon, Mme Özen, M. Fontaine et Mme Lambelin

Doc. 630 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à faire de la rénovation énergétique du logement privé un outil de protection contre les canicules, déposée par M. Devin, Mme Özen, M. Collignon, Mme Lambelin, M. Fontaine et Mme Morreale
Doc. 632 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à renforcer la prise en compte du confort d'été et la prévention contre les vagues de chaleur dans le cadre de l'accompagnement des ménages à revenu modeste par le biais des guichets énergie et du dispositif MEBAR leur octroyant une subvention pour la réalisation de travaux permettant d'utiliser rationnellement l'énergie, déposée par Mme Muratore, M. Collignon, Mme Pécriaux, MM. Crampont, Devin et Mme Morreale
Doc. 633 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution relative à la nécessité de renouveler le crédit d'impôt fédéral pour la distribution des journaux et magazines, déposée par M. Hazée, Mmes Linard, Cremasco et M. Mockel
Doc. 652 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à définir et implémenter un Plan canicule pour le Groupe LeTEC, déposée par Mme Hanus, MM. Devin, Crampont, Mme Lambelin, M. Spies et Mme Morreale
Doc. 655 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à associer les communes wallonnes aux recettes de la future vignette routière et à garantir la neutralité budgétaire de toute mesure de fiscalité automobile à leur égard, déposée par M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Dejardin, M. Collignon et Mme Morreale
Doc. 661 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à planifier le développement et à encadrer les politiques d'implantation des centres de données en Wallonie dans le cadre d'une stratégie industrielle, énergétique, hydrique et foncière au service de l'emploi, de la souveraineté numérique, de la transition écologique et de l'intérêt général, déposée par Mme Lambelin, M. Lepine, Mme Morreale, M. Collignon, Mme Özen et M. Devin
Doc. 662 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à ce que les périmètres de révision du plan de secteur (PRPdS), identifiés dans le Schéma stratégique multidisciplinaire du bassin versant de la Vesdre, soient concrétisés par le Gouvernement wallon dans le cadre de la nécessaire adaptation du territoire au dérèglement climatique, déposée par Mme Cremasco, MM. Mockel, Hazée et Mme Linard
Doc. 663 (2025-2026) N° 1	Proposition de résolution visant à confier à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) une mission d'étude et de conseil en vue de la concrétisation d'un « Laboratoire Vesdre » afin d'opérationnaliser les mesures de lutte contre les sécheresses et les inondations et d'adapter le territoire au dérèglement climatique, déposée par Mme Cremasco, MM. Mockel, Hazée et Mme Linard

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TEXTES DÉPOSÉS

COMMISSION EXAMINANT LES TEXTES DÉPOSÉS	PROJETS DE DÉCRET DÉPOSÉS	PROJETS DE DÉCRET ADOPTÉS EN SÉANCE PLÉNIÈRE	PROPOSITIONS DE DÉCRET DÉPOSÉES	PROPOSITIONS DE DÉCRET ADOPTÉES EN SÉANCE PLÉNIÈRE	PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION DÉPOSÉES	PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION ADOPTÉES EN SÉANCE PLÉNIÈRE
1. Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal	**25**	**26**	**10**	**3**	**4**	**1**
2. Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux	**8**	**7**	**11**		**8**	**1**
3. Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation	**11**	**11**	**3**	**1**	**3**	**2**
4. Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale	**6**	**7**	**2**		**5**	**1**
5. Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives			**1**			
6. Commission du tourisme et du patrimoine	**1**	**1**			**1**	**1**
7. Commission de l'énergie, du climat et du logement	**3**	**5**	**5**	**1**	**3**	
8. Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité	**2**	**2**	**1**		**1**	
Commissions conjointes	**1**	**1**				
Commission interparlementaire				**1**		
TOTAL	**57**	**60**	**33**	**6**	**25**	**6**

4. AVIS OU CONTRÔLES EXTÉRIEURS

Décrets ayant fait l'objet d'un arrêt de la Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'État, des Communautés et des Régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale.
La Cour veille par ailleurs au respect des articles de la Constitution qui garantissent notamment les principes d'égalité, de non-discrimination ou encore, depuis la sixième réforme de l'État, de loyauté fédérale.

Au cours de la session 2025-2026, le Parlement de Wallonie a reçu trois arrêts concernant un décret de la Région wallonne, à savoir :

— l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 10 janvier 2024 modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé concernant la santé mentale et ses services actifs en Wallonie, introduit par l'ASBL « Association Professionnelle des Psychologues cliniciens de la Parole et du Langage » et autres (Doc. 471 (2025-2026) N° 1) ;
— l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 25 avril 2024 modifiant divers décrets relatifs à l'environnement, introduit par l'ASBL « Canopea » (Doc. 559 (2025-2026) N° 1) ;
— l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant le recours en annulation des articles 5 et 6 du décret de la Région wallonne du 29 avril 2024 modifiant les articles 1er, 2, 32, 83 et 92 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et insérant un article 86*bis*, introduit par l'ASBL « EDORA - Fédération de l'Énergie d'Origine Renouvelable et Alternative » et autres (Doc. 656 (2025-2026) N° 1).

Propositions de décret pour lesquelles le Conseil d'État a rendu un avis

Le Conseil d'État est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.
L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

Au cours de la session ordinaire 2025-2026, le Conseil d'État a remis au Parlement, à sa demande, des avis sur les propositions de décret suivantes :

Doc. 227 (2024-2025) N° 4	Proposition de décret relatif aux cultes modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et abrogeant des dispositions diverses, déposée par M. Collignon, Mme Dejardin, M. Devin, Mme De Rodder, M. Lefèbvre et Mme Morreale Avis du Conseil d'État donné le 15 décembre 2025
Doc. 262 (2024-2025) N° 4	Proposition de décret insérant des articles 2*ter*, 16*bis* et 18*bis* dans le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, déposée par M. Devin, Mme Hanus, M. Collignon, Mme Pécriaux, M. Crampont et Mme Roberty. Amendements proposés par MM. Devin et Crampont Avis du Conseil d'État donné le 12 janvier 2026
Doc. 379 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret insérant un article D.172/1 dans le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau et modifiant l'article D.396 en vue d'interdire l'utilisation de pesticides dans les zones de prévention des captages d'eau, déposée par Mmes Tellier, Linard, M. Hazée, Mme Cremasco et M. Mockel Avis du Conseil d'État donné le 26 janvier 2026
Doc. 407 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article 3 du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense et insérant un article 16/1 en vue d'interdire le transit de matériel militaire et d'articles à double usage à destination d'Israël dans les aéroports wallons, déposée par MM. Liradelfo, Mugemangango, Mmes Pavet, Ammi, Aït Alouha et M. Dupont Avis du Conseil d'État donné le 26 janvier 2026

Doc. 425 (2025-2026) N° 3	Proposition de décret rétablissant l'article 39 dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature afin d'intensifier la lutte contre le frelon asiatique, déposée par M. Fontaine, Mme Hanus, M. Spies, Mme Pécriaux, M. Lepine et Mme Morreale Avis du Conseil d'État donné le 11 février 2026
Doc. 429 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article D.23 du Code wallon du Bien-être des animaux afin d'interdire les rodéos, déposée par Mme Özen, M. Crampont, Mme Roberty, MM. Fontaine, Witsel et Mme Morreale Avis du Conseil d'État donné le 1er avril 2026
Doc. 436 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant les articles 89 et 89/1 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en instaurant un encadrement des loyers sur le marché privé, déposée par MM. Dupont, Mugemangango, Mmes Aït Alouha, Ammi, Van Walle et M. Liradelfo Avis du Conseil d'État donné le 20 février 2026
Doc. 548 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de revaloriser les réductions de précompte immobilier pour les personnes à charge et les personnes en situation de handicap, déposée par M. Devin, Mme Dejardin, M. Collignon, Mme Roberty, M. Crampont et Mme Morreale Avis du Conseil d'État donné le 15 juin 2026
Doc. 605 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article L1123-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de garantir aux bourgmestres et échevins leur traitement en cas de congés liés à une naissance ou une adoption, déposée par Mmes Cassart-Mailleux, Fafchamps, MM. Daye, J.-P. Bastin, Mmes Laffut et Vandorpe Avis du Conseil d'État donné le 11 août 2026
Doc. 611 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret insérant un Titre V/1 relatif aux zones de protection contre les inondations dans le Code du Développement territorial, déposée par Mme Dejardin, M. Devin, Mme Özen, MM. Lefèbvre, Crampont et Mme Morreale Avis du Conseil d'État donné le 31 août 2026
Doc. 612 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret insérant un article 45/1 dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone en vue de mettre en place un mécanisme de leasing social pour les véhicules électriques, déposée par Mme Lambelin, M. Lefèbvre, Mme Hanus, M. Crampont, Mme Roberty et M. Witsel Avis du Conseil d'État donné le 31 août 2026

Documents adressés au Parlement par la Cour des comptes

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus au cours de la session 2025-2026 :
- le 37e Cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicules Ier et II (Doc. 377 (2025-2026) N° 1 à 1*ter*) ;
- le Rapport de la Cour des comptes sur les comptes du Parlement wallon pour l'année 2024 (Doc. 426 (2025-2026) N° 1) ;

ainsi qu'un rapport spécifique :
- le rapport de la Cour des comptes relatif à l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques en Wallonie.

→ Les documents transmis par la Cour des comptes au Parlement wallon sont publiés sur la page **https://parlwal.be/rapports-Cour-des-comptes**

Propositions de décret pour lesquelles l'Autorité de protection des données a rendu un avis

L'Autorité de protection des données est un organe indépendant chargé de veiller au respect des principes fondamentaux de la protection des données à caractère personnel. Il émet soit d'initiative, soit sur demande du Gouvernement ou du Parlement, des avis sur toute question relative aux traitements de données à caractère personnel ainsi que des recommandations relatives aux développements sociaux, économiques et technologiques qui peuvent avoir une incidence sur les traitements de données à caractère personnel.

Au cours de la session ordinaire 2025-2026, l'Autorité de protection des données a remis au Parlement, à sa demande, des avis sur les propositions de décret suivantes :

Doc. 307 (2024-2025) N° 2	Proposition de décret modifiant l'article L1122-20 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir la transparence des conseils communaux par le biais de l'enregistrement audiovisuel et de la diffusion des séances publiques, déposée par MM. Mugemangango, Liradelfo, Mmes Bernard, Van Walle et M. Dupont Avis de l'Autorité de protection des données donné le 19 janvier 2026
Doc. 425 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret rétablissant l'article 39 dans la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature afin d'intensifier la lutte contre le frelon asiatique, déposée par M. Fontaine, Mme Hanus, M. Spies, Mme Pécriaux, M. Lepine et Mme Morreale Avis de l'Autorité de protection des données donné le 6 février 2026
Doc. 627 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de favoriser l'exercice effectif et égalitaire des mandats communaux et provinciaux, déposée par Mme Hanus, MM. Crampont, Lefèbvre, Mme Dejardin, M. Lepine et Mme Pécriaux Avis de l'Autorité de protection des données donné le 4 août 2026
Doc. 628 (2025-2026) N° 2	Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de favoriser l'exercice effectif et égalitaire des mandats au sein des centres publics d'action sociale, déposée par Mme Hanus, MM. Crampont, Lefèbvre, Mme Dejardin, M. Lepine et Mme Pécriaux Avis de l'Autorité de protection des données donné le 4 août 2026

5. PÉTITIONS EXAMINÉES EN COMMISSION

Les pétitions suivantes ont recueilli plus de 1000 signatures :

— la pétition contre l'extension du parc d'activité économique (PAE) de Mariembourg portée par le Bureau économique de la Province et, en corollaire, contre tous les projets nuisant à l'agriculture locale, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 23 septembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 326 (2025-2026) N° 1) ;

— la pétition pour le maintien des cellules de reconversion, examinée en Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation. Le 7 octobre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 348 (2025-2026) N° 1) ;

— la pétition relative au commerce d'armes entre la Région wallonne et Israël, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 10 novembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 387 (2025-2026) N° 1), lesquelles ont été adoptées en séance plénière le 10 décembre 2025 (Doc. 387 (2025-2026) N° 4) ;

— la pétition demandant l'interdiction progressive des pesticides de synthèse en Wallonie en vue de protéger la santé humaine et en particulier celle des enfants, examinée en Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale. Le 3 février 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 477 (2025-2026) N° 1), lesquelles ont été adoptées en séance plénière le 22 avril 2026 (Doc. 477 (2025-2026) N° 4) ;

— la pétition relative aux TEC et à une demande de débat avec auditions sur les conséquences de la réforme des lignes et horaires de bus suite à la mise en service du tram le 28 avril 2025, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 3 février 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 478 (2025-2026) N° 1), lesquelles ont été adoptées en séance plénière le 22 avril 2026 (Doc. 478 (2025-2026) N° 3) ;

— la pétition pour le maintien des emplois des travailleurs du secteur touristique de l'ascenseur de Strépy-Thieu et du domaine de Claire-Fontaine, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 24 février 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 506 (2025-2026) N° 1), lesquelles ont été adoptées en séance plénière le 20 mai 2026 (Doc. 506 (2025-2026) N° 2);
— la pétition pour mettre fin au plan d'aménagement actuel du « busway » sur l'avenue des Martyrs, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 21 avril 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 554 (2025-2026) N° 1).

Les auteurs ou représentants des signataires de ces pétitions ont été entendus par la commission compétente.

Les autres pétitions examinées sont:
— la pétition pour l'annulation de la durée de 30 minutes de l'effet stroboscopique des éoliennes, examinée en Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale. Le 9 septembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 318 (2025-2026) N° 1);
— la pétition sur le projet de 160 nouveaux logements au cœur de Thimister (Province de Liège): un projet qui ignore les dérèglements climatiques et les enjeux de mobilité, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 9 septembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 322 (2025-2026) N° 1);
— la pétition sur « La petite fagne Ansoise », examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 9 septembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 323 (2025-2026) N° 1);
— la pétition contre l'utilisation des polices de caractères Roboto dans les documents officiels émanant de l'administration, examinée en Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives. Le 22 septembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 328 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour le respect et la préservation du patrimoine à la suite du cas du site classé Notre-Dame de Foy, examinée en Commission du tourisme et du patrimoine. Le 10 novembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 384 (2025-2026) N° 1);
— la pétition relative à la révision de l'article 18 du Code forestier, examinée en Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité. Le 10 novembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 386 (2025-2026) N° 1);
— la pétition relative au bruit de la piste de vitesse sur la Meuse à Wépion – Dave, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 13 novembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 393 (2025-2026) N° 1);
— la pétition relative à la politique préventive en matière d'alcool, examinée en Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale. Le 13 novembre 2025, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 396 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour les pigeonniers urbains! Les pigeons: oubliés des politiques du bien-être animal, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 5 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 442 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour un avenir respectueux à Neufchâteau: non aux poulaillers industriels, oui à l'agriculture locale et éthique!, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 6 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 443 (2025-2026) N° 1);
— la pétition relative à « Stop à la Chaussée d'An…tombe! », examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 6 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 444 (2025-2026) N° 1);
— la pétition contre l'implantation de milliers de panneaux photovoltaïques en zone agricole d'Anthisnes, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 6 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 445 (2025-2026) N° 1);
— la pétition contre le centre de déchets à Warneton: la nature et la santé d'abord!, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 6 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 446 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour le maintien d'un service citoyen, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 19 janvier 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 468 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour la correction ou la suppression des pétitions électroniques sur le site du Parlement de Wallonie, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 9 mars 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 519 (2025-2026) N° 1);
— la pétition pour une prime de 50 % du montant total de la facture pour les propriétaires à faibles revenus pour la rénovation et l'isolation de leur toiture, examinée en Commission de l'énergie, du climat et du logement. Le 10 mars 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 523 (2025-2026) N° 1);
— la pétition relative à la taxe de circulation, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 10 mars 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 524 (2025-2026) N° 1);

— les pétitions pour une plus grande implication politique des citoyens et citoyennes au Parlement wallon, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 18 mai 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 570 (2025-2026) N° 1);

— la pétition contre le projet de poulailler industriel à Bourlers, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 19 mai 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 575 (2025-2026) N° 1);

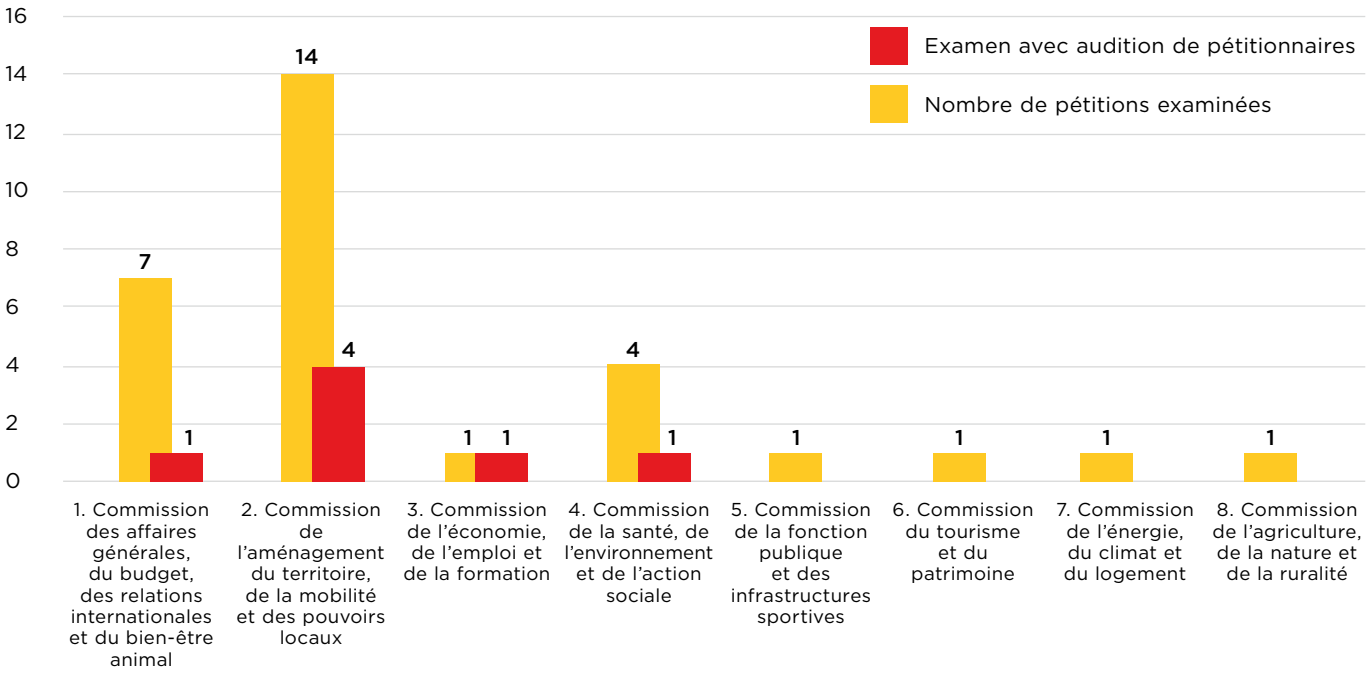
— la pétition relative à la situation des taxis de rue, examinée en Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux. Le 13 juillet 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 636 (2025-2026) N° 1);

— la pétition pour une réforme sociale, fiscale et une politique juste, transparente et responsable, examinée en Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal. Le 13 juillet 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 637 (2025-2026) N° 1);

— la pétition contre les économies sur le secteur du handicap et de l'inclusion, examinée en Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale. Le 13 juillet 2026, la Commission a adopté ses conclusions (Doc. 640 (2025-2026) N° 1).

Aucune de celles-ci n'a donné lieu à une audition.

Répartition des pétitions examinées par commission



6. LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES OU CONSULTÉES

Une commission ou un comité peut décider, sur les matières qui relèvent de ses attributions, d'entendre l'avis de personnes ou de représentants d'organismes extra-parlementaires, oralement ou par écrit[174].

La personne auditionnée présente un exposé introductif sur la problématique examinée et il est ensuite procédé à un échange de vues.

Durant la session 2025-2026, 127 personnes ont été auditionnées en commission.

Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal

Pétition relative au commerce d'armes entre la Région wallonne et Israël :
le 6 octobre 2025 (CRIC 21 (2025-2026)), audition de :
— M. Albert Mabille, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Pierre Brasseur, Représentant des pétitionnaires ;
— Mme Dominique Waroquiez, Représentante des pétitionnaires.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public :
le 10 novembre 2025 (CRIC 40 (2025-2026)), audition de :
— M. Dolimont, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal.

Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux

Pétition contre l'extension du parc d'activité économique (PAE) de Mariembourg portée par le Bureau économique de la Province et, en corollaire, contre tous les projets nuisant à l'agriculture locale :
le 9 septembre 2025 (CRIC 4 (2025-2026)), audition de :
— M. Simon Buyck, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Guillaume Buyck, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Philippe Buyck, Représentant des pétitionnaires.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public :
le 13 novembre 2025 (CRIC 44 (2025-2026)), audition de :
— M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux.

Pétition relative aux TEC et à une demande de débat avec auditions sur les conséquences de la réforme des lignes et horaires de bus suite à la mise en service du tram le 28 avril 2025 :
le 6 janvier 2026 (CRIC 71 (2025-2026)), audition de :
— Mme Masuy, Représentante des pétitionnaires ;
— Mme Jansen, Représentante des pétitionnaires ;
— Mme Everaert, Représentante des pétitionnaires ;
— M. Seron, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Schoonbroodt, Directeur exécutif de la *business unit* de Liège-Verviers du TEC.

Pétition pour le maintien des emplois des travailleurs du secteur touristique de l'ascenseur de Strépy-Thieu et du domaine de Claire-Fontaine :
le 3 février 2026 (CRIC 91 (2025-2026)), audition de :
— Mme Antoine, Représentante des pétitionnaires ;
— Mme Gervasi, Représentante des pétitionnaires.

Pétition pour mettre fin au plan d'aménagement actuel du *busway* sur l'avenue des Martyrs :
le 24 mars 2026 (CRIC 121 (2025-2026)), audition de :
— Mme Pottier, Représentante des pétitionnaires.

La réforme du rôle des agences de développement territorial :
le 19 mai 2026 (CRIC 149 (2025-2026)), audition de :
— M. Halleux, Représentant habilité de la Conférence permanente du développement territorial ;
— M. Géronnez, Expert Immobilier & Développement territorial auprès d'Idea Consult.

Les installations électriques du Service public de Wallonie :
le 2 juin 2026 (CRIC 158 (2025-2026)), audition de :
— M. Flamend, Directeur général du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures (SPW MI).

174. Art. 130 du Règlement du Parlement de Wallonie.

La Boucle du Hainaut :
le 30 juin 2026 (CRIC 180 (2025-2026)), audition de :
— M. Ancion, Directeur chez Stratec ;
— Mme Goetghebuer, Directrice chez Stratec ;
— M. Groulard, Représentant habilité de l'ASBL REVOLHT.

Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation

Pétition pour le maintien des cellules de reconversion :
le 23 septembre 2025 (CRIC 15 (2025-2026), audition de :
— M. Tamellini, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Cornesse, Représentant des pétitionnaires.

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public :
le 13 novembre 2025 (CRIC 45 (2025-2026)), audition de :
— M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation.

Le développement d'une filière de production de dispositifs de défense contre les drones :
le 21 avril 2026 (CRIC 138 (2025-2026)), audition de :
— M. Van Strythem, Lieutenant-Général et Chef de la task force « Drones et innovation » au ministère de la Défense ;
— M. Pourbaix, Directeur du pôle de compétitivité Skywin Wallonie ;
— Mme Ramakers, Directrice générale d'Agoria Wallonie ;
— M. Lauwereys, Général de brigade d'aviation, Ir. et Chef de l'organisation de l'innovation de défense et industrie de défense.

Présentation de l'évaluation du dispositif wallon des titres-services réalisée par Idea Consult pour la période 2021-2024 :
le 19 mai 2026 (CRIC 150 (2025-2026)), audition de :
— Mme Valsamis, Experte senior en marché du travail et politique socioéconomique auprès d'Idea Consult.

Évaluation du dispositif wallon des titres-services réalisée par Idea Consult pour la période 2021-2024 :
le 2 juin 2026 (CRIC 159 (2025-2026)), audition de :
— M. Vandenberghe, Directeur de la fédération patronale du secteur des titres-services Domiva ;
— M. Fossaert, Responsable Stratégie et organisation de la fédération patronale du secteur des titres-services Domiva ;
— Mme Garcia, Directrice de Home Clean et Wallony Clean ;
— M. Morrier, Président de la Fédération wallonne des entreprises d'insertion, des initiatives de développement de l'emploi dans les secteurs des services de proximité à finalité sociale et des initiatives d'économie sociale (InitiativES) ;
— M. Dupanloup, Secrétaire fédéral de la centrale générale (ACCG) de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) ;
— M. Buyse, Secrétaire permanent de la CSC Alimentation et Services.

Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public :
le 13 novembre 2025 (CRIC 46 (2025-2026)), audition de :
— M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale.

Pétition demandant l'interdiction progressive des pesticides de synthèse en Wallonie en vue de protéger la santé humaine et en particulier celle des enfants :
le 6 janvier 2026 (CRIC 73 (2025-2026)), audition de :
— M. Leturcq, Représentant des pétitionnaires ;
— M. Kay, Représentant des pétitionnaires ;
— Mme Wolff, Représentante des pétitionnaires ;
— Mme Donjean, Représentante des pétitionnaires.

Rapport annuel 2024 d'Unia - Rapport annuel 2024 d'Unia spécifique à la Wallonie :
le 3 février 2025 (CRIC 93 (2025-2026)), audition de :
— M. Charlier, Directeur d'Unia.

Les missions et le financement des relais sociaux, des maisons d'accueil et des abris de nuit pour les personnes sans abri :
le 21 avril 2026 (CRIC 139 (2025-2026)), audition de :
— M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale ;

le 2 juin 2026 (CRIC 160 (2025-2026)), audition de :
— M. Hissette, Président de la Fédération des coordinations générales des relais sociaux wallons (COCOREL) ;
— Mme Remiche, Coordinatrice de la Fédération wallonne de services d'accueil et d'hébergement pour personnes en difficultés sociales (ARCA) ;
— Mme Buxant, Administratrice de la Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri (AMA) ;
— Mme Vanhessen, Directrice de la Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri (AMA) ;
— Mme Mahy, Secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) ;
— M. Vangoethem, Facilitateur en prévention des inégalités du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP).

La santé mentale :
le 19 mai 2026 (CRIC 151 (2025-2026)), audition de :
— M. Blaffart, Président de la Fédération wallonne des services de santé mentale (FéWaSSM) ;
— M. Van Tichelen, Vice-Président de la Fédération wallonne des services de santé mentale (FéWaSSM) ;
— Mme Danloy, Administratrice et Secrétaire de la Fédération wallonne des services de santé mentale (FéWaSSM) ;
— M. Leclercq, Conseiller de la fédération Santhea ;
— M. Demesmaecker, Responsable du secteur Santé mentale d'UNESSA ;

le 30 juin 2026 (CRIC 182 (2025-2026)), audition de :
— Mme Leruse, Coordinatrice à Agricall ;
— M. Coibon, Responsable des formations à Agricall ;
— Mme Bouton, Inspectrice générale du département Santé de l'Agence pour une vie de qualité (AViQ) ;
— M. Francart, Conseiller Statut social, Bien-être et Pensions au service Études, Représentation et Plaidoyer de l'Union des classes moyennes (UCM) ;
— Mme Duveau, Chercheuse scientifique au sein de l'unité « Enquêtes de santé » de Sciensano ;

le 13 juillet 2026 (CRIC 186 (2025-2026)), audition de :
— Mme Duchêne, Pédopsychiatre et Cheffe d'unité de l'hôpital Le ThIPI d'Area+ et Pédopsychiatre-Coordinatrice du service résidentiel pour jeunes Clair Val ;
— M. Delrée, Président de la Fédération des associations de médecins généralistes de la Région wallonne (FAGW) ;
— Mme Mertens, Présidente de l'Union professionnelle des psychologues cliniciens francophones et germanophones (UPPCF) ;
— M. Adam, Responsable de l'Unité psychologique de la sénescence de l'Université de Liège (ULiège).

Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives

Mise en œuvre de l'article 15 des décrets du 12 février 2004 relatifs au statut de l'administrateur public :
le 10 novembre 2025 (CRIC 41 (2025-2026)), audition de :
— Mme Galant, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives.

Rapports d'activités de l'École d'administration publique Wallonie-Bruxelles (EAP) pour les années 2024 et 2025 :
le 20 avril 2026 (CRIC 134 (2025-2026)), audition de :
— Mme Küntziger, Directrice générale de l'École d'administration publique Wallonie-Bruxelles (EAP).

Commission du tourisme et du patrimoine

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public :
le 10 novembre 2025 (CRIC 42 (2025-2026)), audition de :
— Mme Lescrenier, Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite Enfance.

Commission de l'énergie, du climat et du logement

Diagnostic de vulnérabilités pour augmenter la résilience wallonne à travers l'adaptation aux changements climatiques :
le 23 septembre 2025 (CRIC 17 (2025-2026)), audition de :
— Mme Lecoq, Attachée à l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) et Fonctionnaire dirigeante de l'étude ;
— M. Fettweis, Professeur à l'Université de Liège et Membre du consortium de l'étude ;
— M. Harchies, Coordinateur de l'étude ;
— M. Cools, Président a.i. de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC).

La politique climatique européenne : état des lieux[175] :
le 1er octobre 2025 (CRIC 20 (2025-2026)), audition de :
— M. Vandenberge, Directeur général de la DG CLIMA de la Commission européenne.

Rapport annuel 2024 de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE)
Rapport annuel spécifique 2024 du Service régional de médiation pour l'énergie de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE)
Rapport annuel spécifique 2024 de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) concernant l'exécution des obligations de service public imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseau
Rapport annuel 2024 de contrôle interne de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE)
Compte général de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE) relatif à l'exercice d'exploitation 2024 :
le 7 octobre 2025 (CRIC 28 (2025-2026)), audition de :
— M. Renier, Président du comité de direction de de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE).

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public :
le 13 novembre 2025 (CRIC 47 (2025-2026)), audition de :
— Mme Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports.

La coupure du réseau de distribution de gaz de février 2026 à Mons :
le 7 avril 2026 (CRIC 128 (2025-2026)), audition de :
— Mme Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports ;
— M. Grifnée, Administrateur délégué d'ORES ;
— M. Renier, Président du comité de direction de la Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE).

Le financement de la rénovation énergétique :
le 21 avril 2026 (CRIC 140 (2025-2026)), audition de :
— M. Defeyt, Économiste et Membre de Corenove ;
— M. Peters, Ancien Cadre de la Banque nationale de Belgique (BNB).

Sous-commission du contrôle de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE)

Dotation de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) pour l'année 2026 :
le 7 octobre 2025 (à huis clos), audition de :
— M. Renier, Président du Comité de direction de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE).

Évaluation annuelle du Président du Comité de direction de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) :
le 25 novembre 2025 (à huis clos), audition de :
— M. Renier, Président du Comité de direction de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE).

Commission chargée de questions européennes

Priorités de la Belgique et de la Wallonie au sein de l'Union européenne :
le 11 septembre 2025 (CRIC 8 (2025-2026)), audition de :
— M. Moors, Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne ;
— M. Noël, Délégué général de la Wallonie auprès de l'Union européenne.

Activités et projets de la Banque européenne d'investissement (BEI) en Wallonie :
le 23 octobre 2025 (CRIC 39 (2025-2026)), audition de :
— M. de Groot, Vice-Président de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Priorités de la présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne :
le 22 janvier (CRIC 85 (2025-2026)), audition de :
— S.E. M. Attas, Ambassadeur de la République de Chypre près le Royaume de Belgique.

Rapports de la Cour des comptes européenne :
le 22 janvier (CRIC 85 (2025-2026)), audition de :
— Mme Turtelboom, Membre de la Cour des comptes européenne.

175. Dans le cadre du Dialogue interparlementaire pour le Climat.

CETA : Évaluation – Ratification :
le 22 avril (CRIC 141 (2025-2026)), audition de :
— M. Rubinacci, Directeur général adjoint à la Direction générale du commerce et de la sécurité économique de la Commission européenne ;
— M. Dehalu, Codirecteur du pôle Compétences d'AKT for Wallonia ;
— M. Haag, Secrétaire général de la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA) ;
— M. Falys, Porte-parole de la Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs (FUGEA) ;
— M. Van Wynsberghe, Membre du comité directeur de la Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs (FUGEA) ;

le 24 avril (CRIC 143 (2025-2026)), audition de :
— Mme Beine, Première Attachée, en charge du suivi de la politique commerciale et d'investissement de l'Union européenne et des affaires économiques et financières (ECOFIN) au sein de la Délégation générale Wallonie-Bruxelles auprès de l'Union européenne ;
— M. Gagné, Directeur Évaluation et Stratégie à l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEx) ;
— Mme Wintgens, Chargée de recherches sur le commerce au Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) ;
— M. Splingard, Conseiller au service Études de l'Union des classes moyennes (UCM) ;

le 20 mai (CRIC 153 (2025-2026)), audition de :
— S.E. M. Brousseau, Ambassadeur du Canada près le Royaume de Belgique ;
— M. Hardy, Avocat au cabinet Liedekerke ;
— M. Poncelet, Chercheur et Formateur au Centre d'éducation populaire André Genot (CEPAG) ;
— Mme Modrie, Directrice générale de Canopea.

Priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne :
le 2 juillet 2026 (CRIC 184 (2025-2026)), audition de :
— S.E. M. Conmy, Ambassadeur d'Irlande près le Royaume de Belgique.

Commission pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Mise en œuvre de la stratégie Genre et Droits des femmes 2025-2029 :
le 21 janvier 2026 (CRIC 84 (2025-2026)), audition de :
— M. Coppieters, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale.

Autonomie économique des femmes : carrières, parentalité et qualité de l'emploi :
le 11 mars 2026 (CRIC 114 (2025-2026), audition de :
— M. Wéry, Président du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes (CWEHF) ;
— Mme Déom, Directrice socioculturelle et Secrétaire régionale de l'ASBL Soralia ;
— Mme Dubot, Coordinatrice économique de l'ASBL « Vie féminine » ;

le 22 avril 2026 (CRIC 142 (2025-2026)), audition de :
— Mme Ledoux, Secrétaire régionale wallonne de la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB) ;
— Mme De Keyzer, Responsable nationale des Femmes CSC ;
— Mme Lorfèvre, Présidente du Bureau wallon des femmes de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) ;

le 20 mai 2026 (CRIC 154 (2025-2026)), audition de :
— M. Di Bartolomeo, Membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre ;
— M. Desguin, Conseiller accompagnement création de Wallonie Entreprendre ;
— Mme Peters, Présidente du Conseil d'administration de la SA Next5 ;
— M. Drugeon, Associé fondateur de la SA Next5 ;
— Mme Legrand, Manageur et Coordinatrice du réseau DIANE de l'Union des classes moyennes (UCM) ;

le 3 juin 2026 (CRIC 162 (2025-2026)), audition de :
— Mme Lombardi, Chargée de relations avec les membres chez Agoria Wallonie ;
— Mme De Baets, Responsable du département Communication, Recherche, Formation et Traduction, et Porte-parole de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) ;
— M. Guisse, Secrétaire général a.i. du Service public de Wallonie (SPW).

Réunion conjointe de la Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux et de la Commission de l'énergie, du climat et du logement

Rapport d'audit de la Cour des comptes relatif à l'infrastructure de recharge pour véhicules électriques en Wallonie :
le 21 octobre 2025 (CRIC 34 (2025-2026)), audition de :
— M. Rappe, Conseiller à la Cour des comptes.

Réunions conjointes de la Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale et de la Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité

Les pesticides et leurs enjeux pour l'agriculture et la ruralité :
le 23 septembre 2025 (CRIC 16 (2025-2026)), audition de :
— M. Bernard, Professeur émérite de l'UCLouvain ;
— M. Vandenberghe. Assistant à Gembloux Agro-Bio Tech ;
— M. Grosjean, Coordinateur du Collège des producteurs.

L'agriculture sociale :
le 22 janvier 2026 (CRIC 86 (2025-2026)), audition de :
— Mme Monnart, Agricultrice, Référente sociale pour le projet « Des fermes et des liens » au sein du groupe d'action locale (GAL) des Plaines de l'Escaut et Membre du collectif « Agriculture sociale en Wallonie » ;
— M. Delmon, Coordinateur de la cellule d'animation du Réseau wallon PAC ;
— Mme Leroy, Chargée de mission pour l'antenne « Agriculture sociale » de la Province de Luxembourg et Membre du collectif « Agriculture sociale en Wallonie » ;
— M. Sizaire, Agriculteur accueillant en province de Luxembourg ;
— M. Hubaux, Directeur de l'ASBL Nos Oignons, Coordinateur de l'étude Burn-out pour le programme « Soins verts – Groene Zorg » et Membre du collectif « Agriculture sociale en Wallonie » ;
— M. Hanon, Inspecteur général du département Stratégie et Prospective de l'Agence pour une vie de qualité (AViQ) ;
— M. Dethier, Directeur général du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale (SPW IAS) ;
— M. Pittie, Coordinateur général du programme « Soins verts – Groene Zorg » de la fondation « Terre de vie ».

Réunion conjointe de la Commission du tourisme et du patrimoine du Parlement de Wallonie et de la Commission de l'enfance, de la jeunesse, de l'aide à la jeunesse, des maisons de justice, de la santé, des droits des femmes et de l'égalité des chances du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Rapport d'audit de la Cour des comptes relatif à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) – Capacité d'accueil de la petite enfance en Région wallonne :
le 18 novembre 2025, audition de :
— M. Hubert, Conseiller à la Cour des comptes.

7. LISTE DES VISITES ET MISSIONS D'ÉTUDE ORGANISÉES PAR LES COMMISSIONS ET COMITÉS

Commission des affaires générales, du budget, des relations internationales et du bien-être animal et Commission du tourisme et du patrimoine
Le 9 octobre 2025, visite conjointe de Sparkoh !

Commission de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des pouvoirs locaux
Le 16 janvier 2026, visite du Centre Perex.
Le 27 février 2026, visite à Bad Neuenahr (Rhénanie-Palatinat, Allemagne) dans le cadre d'une mission d'étude sur la reconstruction résiliente dans un contexte post-inondations.

Commission de l'économie, de l'emploi et de la formation
Le 19 mars 2026, visite de la Sonaca.

Commission de la santé, de l'environnement et de l'action sociale
Le 9 octobre 2025, visite de l'usine de potabilisation de Vivaqua à Tailfer (Lustin).

Commission de la fonction publique et des infrastructures sportives
Le 9 octobre 2025, visite du circuit de motocross de Lierneux.

Commission du tourisme et du patrimoine
Le 25 septembre 2025, visite du Centre des métiers du patrimoine de la Paix-Dieu.
Le 2 octobre 2025, visite du Pôle de la Pierre et du Modern Hotel à Soignies.

Commission de l'agriculture, de la nature et de la ruralité

Le rôle et le fonctionnement des centres de recherche agricole dans la politique de recherche et d'innovation :

— le 6 février 2026, visite du Transition of food systems (SYTRA) à Louvain-la-Neuve ;
— le 6 mars 2026, visite du Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W) à Gembloux et du Belgian Research Institute of Organic Agriculture and Agroecology (BRIOAA) à Upigny ;
— le 12 mars 2026, visite de l'Institut flamand de recherche pour l'agriculture, la pêche et l'alimentation (ILVO) à Merelbeke ;
— le 27 mars 2026, mission d'étude sur le site de l'INRAE d'Estrées-Mons (Hauts-de-France) ;
— le 1er juin 2026, mission d'étude à l'Université de Wageningen - WUR (Pays-Bas) en présence de S.E. Monsieur Koen Adam, Ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas, dans le prolongement de la visite de l'INRAE en mars 2026.

8. LISTE DES RAPPORTS QUI DOIVENT ÊTRE DÉPOSÉS AU PARLEMENT DE WALLONIE

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement de Wallonie est publiée chaque année avant le 31 octobre sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2025-2026, cette liste a été publiée le 29 octobre 2025 (Doc. 374 (2025-2026) N° 1).

9. QUESTIONS ÉCRITES RESTÉES SANS RÉPONSE

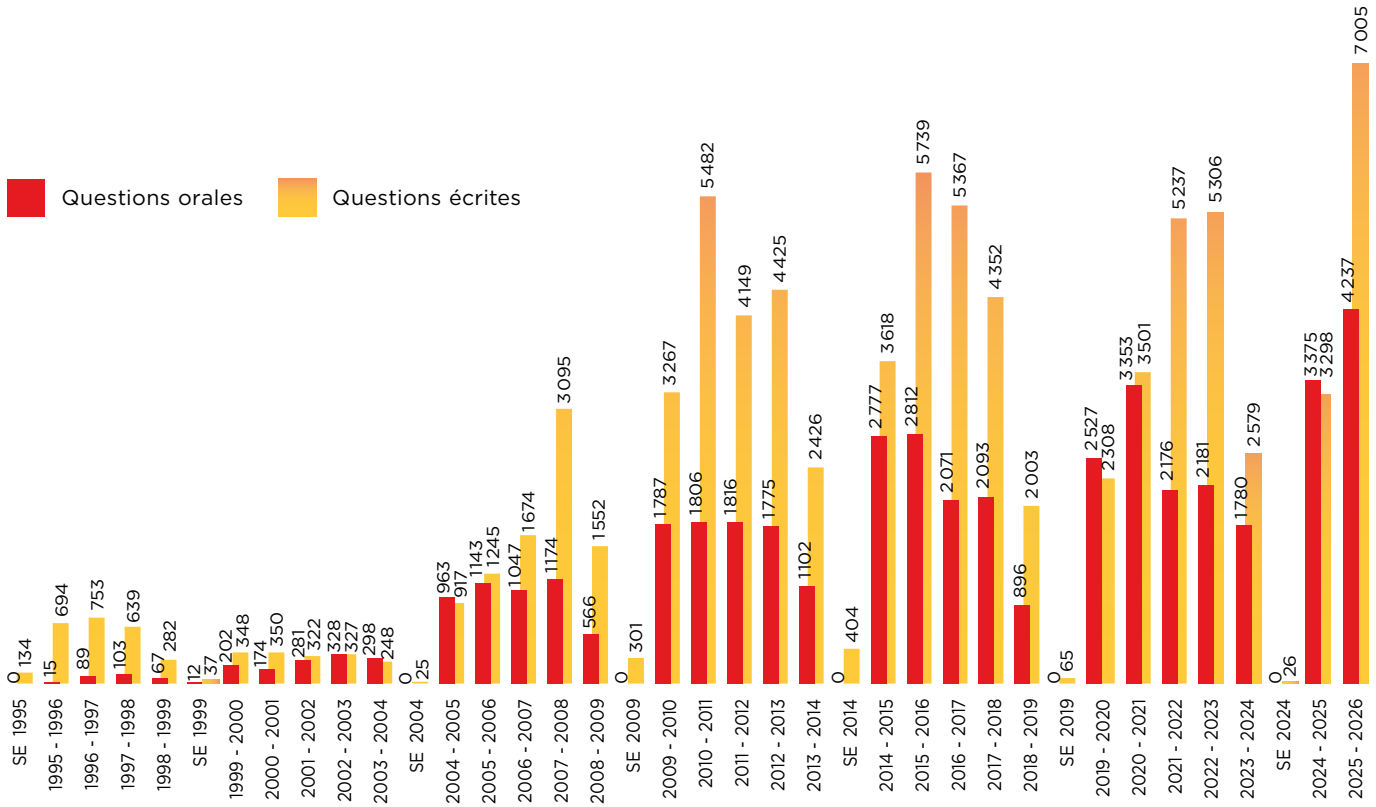
Pour l'ensemble du Gouvernement, le nombre de questions écrites restées sans réponse dans le délai réglementaire depuis le début de la législature est de 373. Cela représente 3,65 % des 10213 questions déposées.

Tableau récapitulatif du nombre des questions écrites restées sans réponse à ce jour

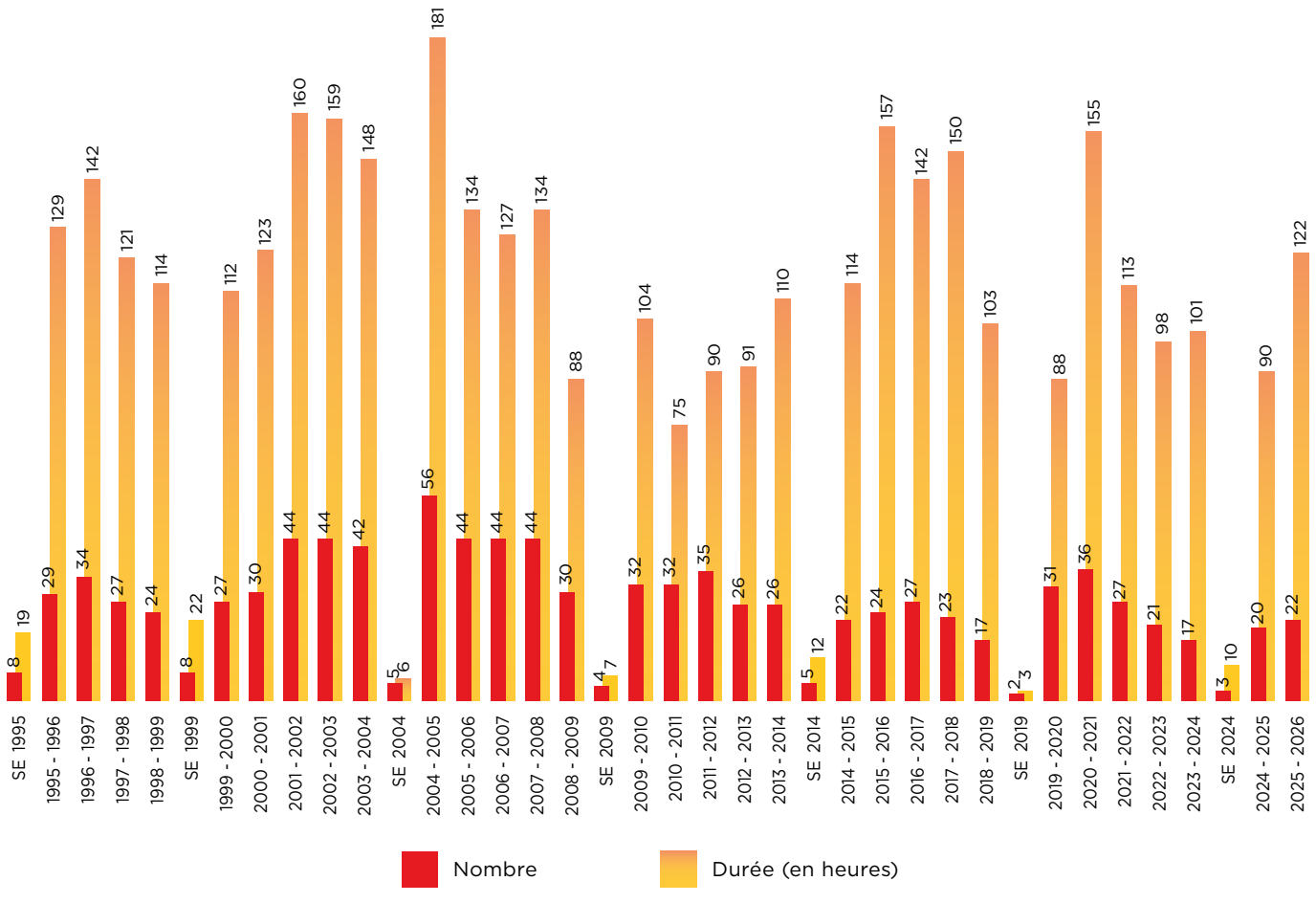
Clôturé le lundi 31 août 2026 à 16:29:12

	Nombre de questions posées depuis le début de la législature	Nombre de questions restées sans réponse après 15 jours	%
Monsieur DOLIMONT Adrien, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal puis Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal	**682**	**46**	**6,74%**
Monsieur DESQUESNES François, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux	**3179**	**95**	**2,99%**
Monsieur JEHOLET Pierre-Yves, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation puis Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique	**1307**	**36**	**2,75%**
Monsieur COPPIETERS Yves, Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Économie sociale	**2194**	**39**	**1,78%**
Madame GALANT Jacqueline, Ministre de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Infrastructures sportives	**370**	**43**	**11,62%**
Madame LESCRENIER Valérie, Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance	**628**	**0**	**0,00%**
Madame NEVEN Cécile, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports	**859**	**25**	**2,91%**
Madame DALCQ Anne-Catherine, Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité	**994**	**89**	**8,95%**
TOTAL	**10213**	**373**	**3,65%**

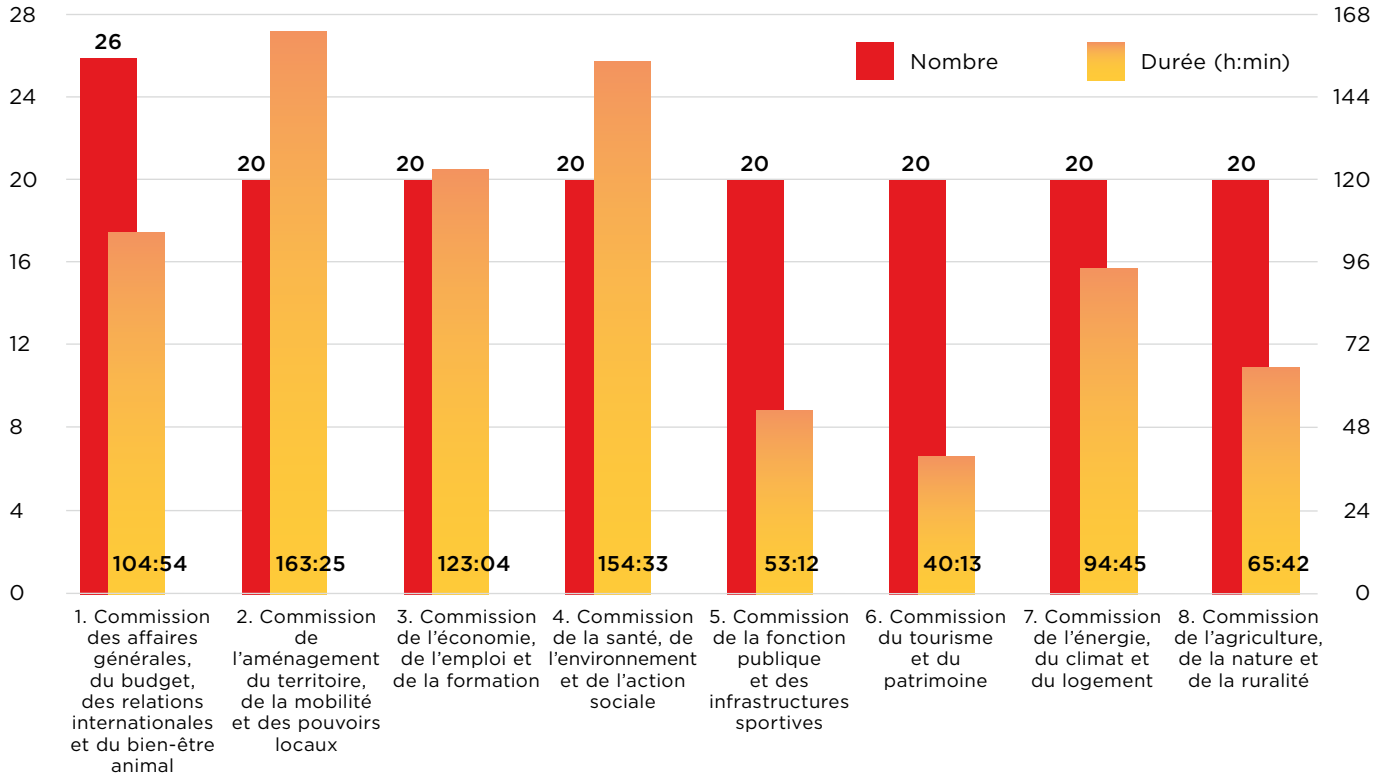
10. NOMBRE DE QUESTIONS ÉCRITES ET DE QUESTIONS ORALES DEPUIS 1995



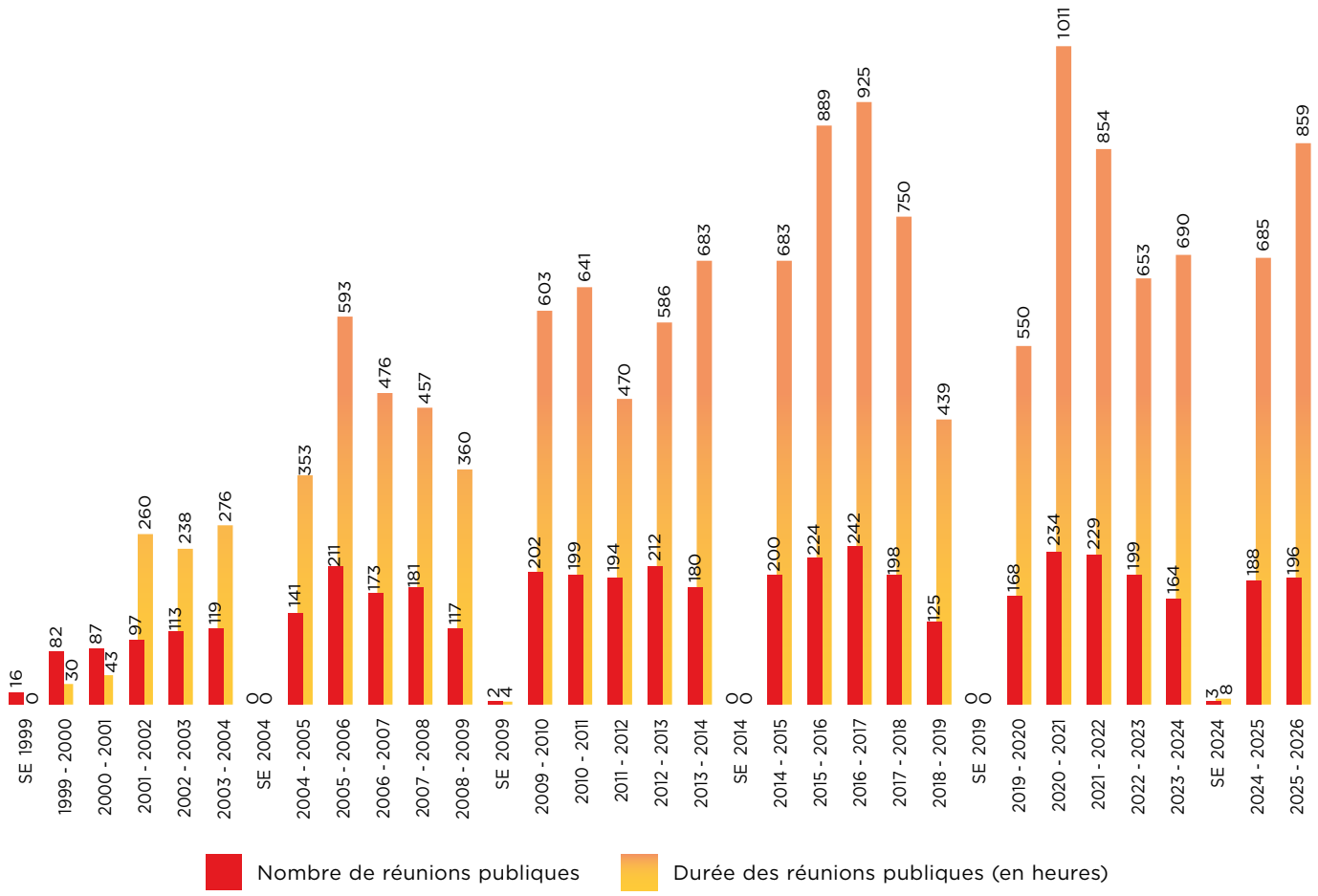
11. NOMBRE ET DURÉE DES RÉUNIONS DE SÉANCES PLÉNIÈRES DEPUIS 1995



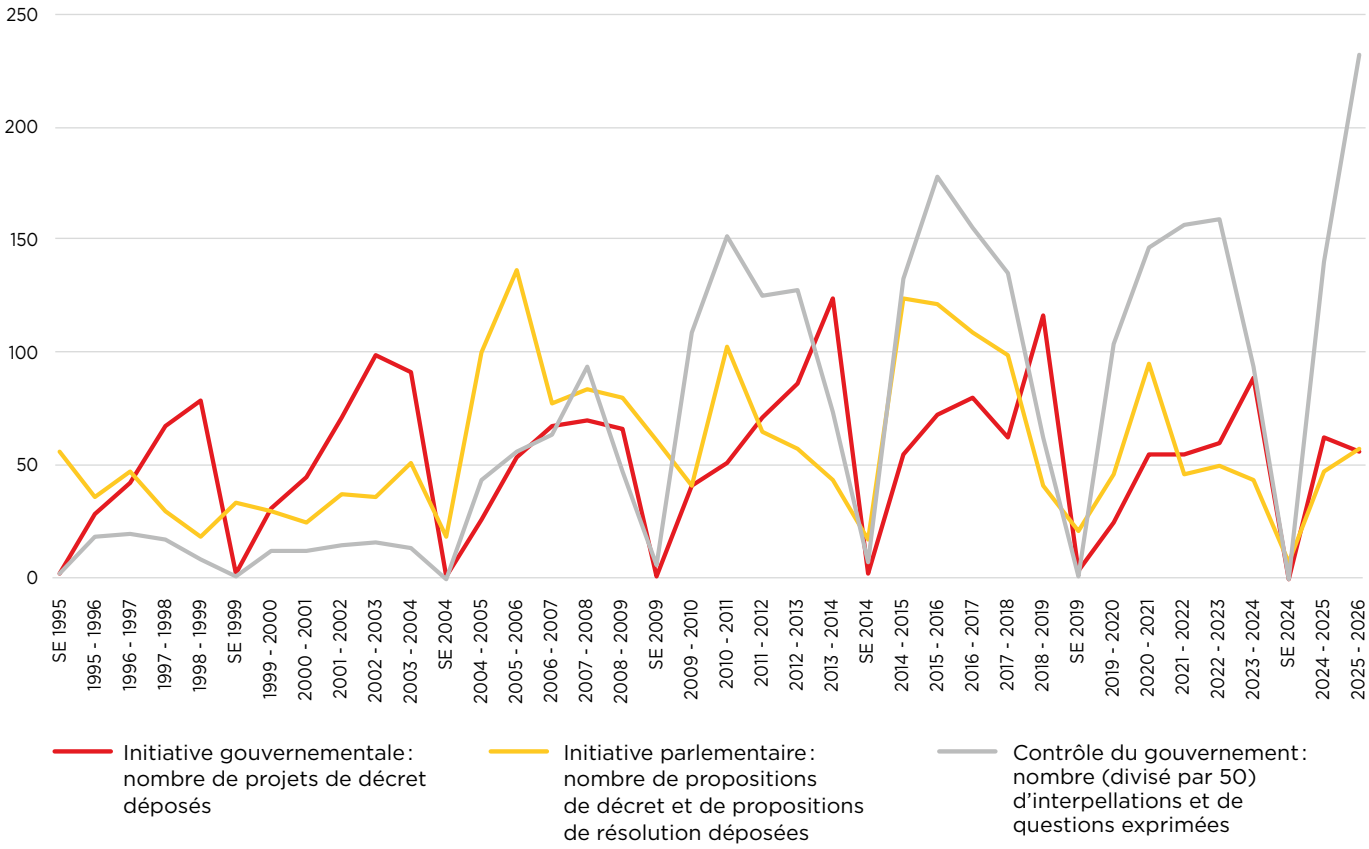
12. NOMBRE ET DURÉE DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION EN 2025-2026



13. NOMBRE ET DURÉE DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION DEPUIS 1999



14. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE DEPUIS 1995



SESSION	SE 1995	1995 1996	1996 1997	1997 1998	1998 1999	SE 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	SE 2004	2004 2005
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92	1	2
Propositions de décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41	19	75
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11	-	26
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7	2	22
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19	-	127
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298	-	963
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115	-	193
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248	25	91

SESSION	2005 2006	2006 2007	2007 2008	2008 2009	SE 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2013 2014	SE 2014	2014 2015	2015 2016
Projets de décret	54	68	70	67	1	42	52	72	87	125	2	56	73
Propositions de décret	75	44	40	40	60	20	54	35	22	25	16	59	35
Résolutions	62	34	44	40	2	22	49	30	36	19	2	66	87
Motions	18	21	14	12	4	28	24	14	22	10	3	15	29
Interpellations	253	296	295	165	-	228	145	128	73	31	-	51	67
Questions orales	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816	1775	1102	-	2777	2812
Questions d'actualité	184	210	188	87	-	174	203	233	157	178	-	244	264
Questions urgentes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77
Questions écrites	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149	4425	2426	404	3618	5739

SESSION	2016 2017	2017 2018	2018 2019	SE 2019	2019 2020	2020 2021	2021 2022	2022 2023	2023 2024	SE 2024	2024 2025	2025 2026
Projets de décret	80	63	117	4	25	55	55	60	89	-	63	57
Propositions de décret	46	53	27	21	29	53	27	41	28	7	27	33
Résolutions	64	46	14	-	17	43	20	9	16	-	21	25
Motions	42	52	41	-	74	179	175	211	106	2	103	138
Interpellations	59	50	32	-	52	118	144	193	109	-	43	72
Questions orales	2071	2093	896	-	2527	3353	2176	2181	1780	-	3375	4237
Questions d'actualité	249	253	165	-	244	270	291	268	197	-	271	286
Questions urgentes	66	55	30	-	69	98	56	68	58	-	90	79
Questions écrites	5367	4352	2003	65	2308	3501	5237	5306	2579	26	3298	7005


PARLEMENT
DE WALLONIE



PARLEMENT
DE WALLONIE

Square Arthur Masson, 6 – 5012 Namur
081.23.10.36 – courriel@parlement-wallonie.be

Éditeur responsable : Parlement de Wallonie,
Square Arthur Masson, 6 – 5012 Namur